Bibliothèque Anarchiste

MAURICE LAISANT

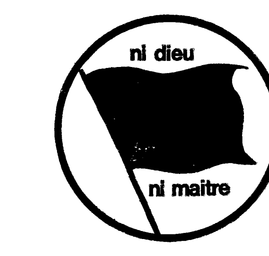
LA PILULE OU LA BOMBE

Préface de Jeanne HUMBERT



Editions du Monde Libertaire

COLLECTION ANIMEE PAR MAURICE JOYEUX



La confusion économique, l'impuissance politique ont replacé au premier plan les solutions proposées par les théoriciens de l'Anarchie. Chaque fois que les contradictions du système capitaliste créent le désordre, les classes asservies se tournent vers un socialisme de caractère libertaire.

L'antimilitarisme, l'égalité économique, l'égalité entre les sexes, la conservation des richesses naturelles, l'autogestion sont aujourd'hui, sous des formes diverses, repris par des hommes exaspérés par l'impuissance des politiciens à surmonter les crises.

La « Bibliothèque Anarchiste » se propose de rééditer des ouvrages fondamentaux en intercalant, entre ces volumes, des textes d'écrivains de notre génération qui les continuent sans les trahir !

Cette analyse nous a démontré, de façon criante et indiscutable, que la résolution d'un des problèmes de cette démographie galopante ne ferait qu'accentuer le caractère insoluble des autres :

Les parkings ne pourraient s'accroître qu'au détriment du réseau routier.

Le réseau routier ne pourrait se développer que par l'aggravation du manque de locaux scolaires.

Les locaux scolaires ne pourraient se multiplier que par un empiètement sur les hôpitaux et les espaces verts.

Les hôpitaux ne pourraient être édifiés et les espaces verts être préservés qu'au préjudice des habitations.

Enfin, les habitations ne pourraient voir le jour sans diminution des surfaces cultivables et sans augmentation de la faim dans le monde.

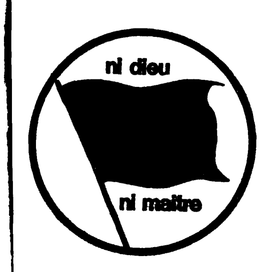
Ainsi, non seulement il n'y a pas eu de solutions apportées, mais il n'y a pas de solutions possibles dans le cadre de notre système moral, économique, politique et démographique.

Bibliothèque Anarchiste

MAURICE LAISANT

LA PILULE OU LA BOMBE

Préface de Jeanne HUMBERT



Editions du Monde Libertaire

A la mémoire de mon vieux compagnon Aristide LAPEYRE, qui lutta tant pour la cause que poursuit ce livre.

Maurice LAISANT

PREFACE

On connaît, depuis déjà pas mal d'années, les multiples participations de Maurice Laisant dans la diffusion des théories anarchistes sous leurs divers aspects. Dans cet ouvrage qu'il m'a demandé de présenter en quelques lignes, ce qui, à vrai dire, ne s'imposait pas (son contenu se suffisant à lui-même), il s'attaque à l'un des plus graves problèmes que connaisse le monde moderne, celui de la démographie avec toutes les conséquences qui en dérivent, dont le surpeuplement, dans son effarante démesure, n'est pas des moindres.

Puisée aux meilleures sources, son argumentation serrée, étayée par de persuasives citations, fait de *La Pilule ou la Bombe,* un véhicule vulgarisateur bien utile pour le cheminement des concepts qu'il est bon de maintenir, de transmettre afin de sortir d'un piétinement

décevant. J'ajoute que ce livre devrait trouver une large audience dans les milieux syndicaux, enseignants, culturels, partout enfin où sont habituellement accueillies toutes suggestions dignes d'élever l'individu, de délier son esprit et de lui montrer les voies de son entière libération. Car il y est mis en relief certains points de vue évidents négligés souvent, ou tout juste esquissés dans nos publications, laissant peu de place à la réflexion ; alors qu'ils sont si bien repris, neutralisés, défigurés par nos adversaires qui s'entendent à les noyer dans un dédale de spécieuses réfutations, masquant leurs équivoques et hypocrites prétextes.

Dans un style simple, élaboré, la pensée de Maurice Laisant suit un itinéraire logique, s'engage et se déploie concrète, dépouillée, perméable, accessible. Faisant le procès des systèmes de gouvernement imbéciles et scandaleux, à la fois, dominés par les nababs de la haute finance internationale et avec l'appui des grands corps constitués, soutenus par des politiciens de bariolages divers et une presse à leur ordre, Maurice Laisant souligne l'impéritie régnant dans tous les domaines. Il analyse avec beaucoup d'exemples et de précision les besoins vitaux de l'homme, imparfaitement satisfaits jusqu'ici et laissés en perpétuel litige : nourriture substantielle suffisante, habitat salubre, santé et hygiène préservées, quiétude, stabilité matérielle, réglementation urgente de son intempérance procréatrice. Enfin, un programme de vie réelle, digne d'un être humain et non plus considéré comme un débile, conditionné, parqué, numéroté, spolié,

pion anonyme sur un échiquier manœuvré par des joueurs qui trichent.

Dans les préliminaires de l'ouvrage on trouve projetée la figure du grand économiste anglais T.-R. Malthus, dont la loi qui porte son nom est généralement peu connue ou jamais examinée objectivement par ceux qui ont pris parti de la nier. *« Les réfutations des doctrines de Malthus sur la population, ont été, pour la plupart, des exemples de sophismes par ignorance du sujet »*, a noté Stuart Mill dans son *Système de logique*. La définition schématique qu'en donne Maurice Laisant aidera le lecteur à en comprendre les règles et en vérifier l'exactitude.

C'est en 1798 que le premier *Essai sur le principe de population* parut en librairie. L'essence même de la thèse de Malthus qui y était condensée remua vivement l'opinion mondiale et suscita, suivant les milieux, critique et enthousiasme. En France, cet *Essai* fut reçu favorablement par quelques esprits compréhensifs et que ne rebuta pas l'étude de cette science humaine nouvelle. Tel Paul Robin qui, dès 1896, s'en fit l'initiateur public dans notre pays. Il éclairait le sens des données de Malthus en soulignant que celui-ci désirait que l'humanité vive, non pas sur des *ressources possibles* et des *expédients précaires*, — ce que nos modernes spécialistes de l'économie se complaisent à promettre — mais sur des ressources *certaines, disponibles* à tout moment, et non sur des ressources *futures* d'aliments en puissance, hypothétiques. Selon lui, il ne fallait compter que sur les réserves réelles, présentes d'ali-

ments nécessaires suivant un taux de consommateurs équilibré.

Pour endiguer le flux d'un peuplement excessif Malthus préconisait le *moral restraint*, c'est-à-dire la seule solution en accord avec ses principes religieux et son puritanisme formaliste. Cela correspondait au mariage tardif, puis à l'abstention de rapports sexuels après avoir eu les enfants désirés. Les partisans français de sa doctrine ne le suivirent pas sur ce terrain. Le conseil de l'Anglais, entaché de tabous et d'interdits restrictifs de liberté, fut carrément rejeté. Prenant le titre de néo-malthusiens, ils proposèrent aux couples l'emploi de préservatifs, dans ces termes : *« Sachez que sans vous priver d'amour, la science met à votre disposition des moyens non douloureux propres à limiter le nombre de vos enfants »*. Ils publièrent alors, en 1896, la toute première brochure : *Moyens d'éviter les grandes familles*, illustrée et peu coûteuse, qui fut, par la suite, traduite dans toutes les langues. Il y était donné un condensé d'explications pour une utilisation pratique des préservatifs existants, masculins et féminins, selon le goût et le cas particulier des utilisateurs.

Les chimistes ont fait, depuis ce temps, des progrès spectaculaires dans leurs recherches. Au milieu de leurs découvertes diaboliques, il s'en trouve fort heureusement que l'on peut qualifier de bénéfiques, telle la pilule, qui est à l'honneur dans le titre même de ce livre. On peut dire qu'elle a procuré à la femme, avec la sécurité sexuelle, une plus exacte conscience de sa véritable identité, de sa maîtrise et de son équivalence sur le plan intime comme sur

le plan social. Son indépendance et son évolution en ont été marquées aussitôt. Et je ne pense pas que les détracteurs de ce moyen préventif, sûr et d'emploi facile, aboutissent un jour à le détrôner.

Dans leur période la plus active, de 1898 à 1914, les néo-malthusiens ont publié et répandu plusieurs revues et périodiques, des quantités de brochures, diffusées par milliers, des fascicules, des affiches, des papillons et aussi quelques ouvrages importants qui, faute de moyens financiers et publicitaires suffisants, ne connurent pas les grands tirages.

Voici quelques titres parmi les plus documentés : *Les Eléments de Science sociale, La Pauvreté, sa seule cause, son seul remède*, tous les deux du Dr George Drysdale ; *Population et Subsistances, La Question de population*, de Gabriel Giroud (G. Hardy) ; *La Fonction sexuelle*, du Dr Sicard de Plauzoles ; *Croître et multiplier, c'est la guerre*, de Manuel Devaldès, etc. A leur épuisement, ces ouvrages, pour le plus grand dommage de la connaissance, ne furent pas réédités. Il est donc souhaitable qu'une relance de livres comme *La Pilule ou la Bombe*, avec beaucoup d'autres, je veux l'espérer, voient le jour et soient abondamment répandus. Car le néo-malthusianisme spécifique est idéologiquement solidaire de toutes les autres propagandes œuvrant pour accéder à une vie plus libre, plus fraternelle, plus équitable, plus heureuse. Engagé à fond au milieu des plus ardents combats, Maurice Laisant a su tirer, de ses observations personnelles, de concluantes déductions. Le résultat de cet examen mûri, on le trouvera dans son livre.

Dans son *Préambule*, Maurice Laisant nous parle de son grand-père, le scientifique C.-A. Laisant, qui fut très au courant des travaux des néo-malthusiens et y prit part, malgré quelques réserves. Durant les poursuites engagées contre eux, sous une perfide accusation d'« outrages aux mœurs », une campagne d'envergure avait été entreprise et beaucoup de noms, des plus célèbres de l'époque, avaient signé cette protestation. C.-A. Laisant envoya sa signature, avec ces quelques lignes : *« Je me borne à vous déclarer que je considère vos doctrines de prudence procréatrice comme hautement morales. Il faut, à mon avis, toute la folie sadique dont certains êtres sont atteints, pour qu'ils osent y voir une œuvre pornographique et réclamer des poursuites contre les propagateurs de vos idées »*. Lors d'une autre tentative qui visait à toucher directement les députés et les sénateurs, Eugène Humbert et ses collaborateurs à *Génération Consciente* avaient résolu d'envoyer vers ces personnages une délégation. C.-A. Laisant répondit ainsi : *« Cher camarade, je suis loin de blâmer votre initiative. Cette délégation peut avoir son utilité. Mais je ne puis en être, parce que le milieu parlementaire me dégoûte trop. J'y ferais plus de mal que de bien ! Bien cordialement à vous »*. C'était en 1913.

Le monde est composé d'aveugles conduits par des fous, a dit un sage. Nous savons combien il est difficile de dessiller les yeux des aveugles volontaires, et de mettre hors d'état de nuire les fous et leur dangereuse démence. Beaucoup s'y sont usés ! Les magnats de notre société atomique se soucient peu d'abandonner les privilèges de leur classe en faveur d'une plèbe

qu'ils méprisent. L'exploitation du travailleur, manuel ou intellectuel, n'a pas disparu. Celui-ci n'obtient toujours que d'infimes miettes quant à ses légitimes revendications. Mais c'est de lui que l'on exige le plus. Il est patent que le système capitaliste est dans l'impossibilité d'assurer, à tous, le travail, un pouvoir d'achat en rapport avec leurs besoins. La permanence des conflits intérieurs et la perspective de graves désordres extérieurs créent un climat d'incertitude, ce qu'« ils » appellent « morosité » ou « crispation ». Il faut avouer que tout y contribue. On a fait, paraît-il, du « changement ». Mais ce changement n'est pas forcément synonyme d'amélioration.

Les écologistes ont du pain sur la planche s'ils veulent s'atteler sérieusement à assainir le milieu ambiant dans lequel respire l'universel humain ! Les pollutions de tous ordres vicient l'air, empoisonnent les eaux douces et océanes, massacrent des poissons par milliers, des oiseaux, la flore ; le saccage des forêts, grandioses protectrices, pour des fins commerciales insatiables. — L'homme, depuis un siècle, a détruit plus d'espèces animales, d'arbres et de végétations, qu'au cours des deux mille ans qui l'ont précédé ! —. L'épuisement des ressources naturelles, l'érosion des sols, tout cela joint à un progrès trop hâtif, désordonné, nocif dans pas mal de ses applications, le bruit qui rend sourd, la technique accélérée à l'excès, le gigantisme industriel, l'asphyxie des grandes agglomérations surpeuplées ; le béton érigé en ces bâtisses inhumaines, uniformes dans leur navrante laideur ; les tours sinistres qui avilissent tout paysage, isoloirs verticaux où se

détraquent les nerfs, où se modifient la santé, la psychologie et le comportement de ceux qui les habitent ; un amas de lois de plus en plus restreignantes, un fisc abusif ; pénurie et gaspillage associés paradoxalement... Toute cette cascade de chancres, qui rongent et épuisent les cerveaux et les corps, est le triste bilan de notre siècle finissant.

Jusqu'où cette dégradation des biens terrestres et des acquisitions accumulées au cours des siècles ira-t-elle ? Peut-on en envisager arrêt et guérison ?

La mission éducatrice entreprise par Maurice Laisant, avec bien d'autres sociologues avertis, est d'une urgence pressante. Elle doit être encouragée et activement soutenue. Dans les pages qui suivent, on trouvera de vastes aperçus, de sévères avertissements, mais aussi des remèdes et de l'espoir. Je souhaite vivement à l'auteur de *La Pilule ou la Bombe*, un accueil unanime mérité pour l'excellence de son travail.

Jeanne HUMBERT.

LA PILULE OU LA BOMBE

PREAMBULE

Il n'est peut-être pas de problème plus important, plus essentiel, plus capital que celui de la démographie, et, par un inconcevable paradoxe, il n'en est peut-être pas de plus ignoré, de plus méconnu, quand ce n'est pas de plus ridiculisé.

Et pourtant, quiconque se penche sur le problème social, quiconque prétend lui apporter une solution, ou tout au moins une amélioration, ne peut ignorer la question démographique.

Celui qui s'y refuserait serait dans la situation d'un élève qui prétendrait résoudre les problèmes qu'on lui pose, mais qui ne consentirait pas à en lire l'énoncé.

Avant d'envisager comment satisfaire aux besoins matériels et moraux des hommes et des femmes, encore faut-il savoir le nombre de femmes et d'hommes dont il faut satisfaire les besoins moraux et matériels.

Que penser d'un personnage qui vous tiendrait le langage suivant : « *Je viendrai vous voir un prochain jour avec quelques amis ; faites en sorte que la table soit abondamment garnie et que chacun y ait ses aises. Un petit détail : nous serons peut-être douze, peut-être trois cents ou peut-être quatre-vingt mille* ! »

Vous seriez en droit d'imaginer que cet homme ne jouit pas de toutes ses facultés mentales.

C'est peut-être aussi la question que vous vous posez à l'audition des discours de ministres et de chefs d'Etat.

Ce serait une grave erreur de le supposer.

Car, suivant la finalité à laquelle on vise, les résultats d'un problème varient du tout au tout.

Que peut-il y avoir de commun dans les recherches et les conclusions de ceux qui ont pour but de faire vivre les hommes, et de ceux qui ont pour fonction de les tuer ?

Pour les premiers l'individu est une fin en soi, un « unique » dont l'existence et la liberté de penser et d'agir sont sacrées.

Pour les seconds l'homme est le composant d'un cheptel que, comme tous les éleveurs, les gouvernements aspirent à voir le plus important, quitte à le diriger vers les abattoirs le jour où il y aurait quelque difficulté à le nourrir.

A ceux qui verraient là une exagération ou la manifestation d'un état d'esprit, je rappellerai pour mémoire la parole de *Napoléon* au lendemain d'une bataille particulièrement meurtrière : « *Bast ! une nuit de Paris réparera tout cela* ».

C'était exprimer tout haut ce que les chefs d'Etat de tous les pays et de tous les temps pensent tout bas.

Cette maladresse échappée au plus typique des maîtres du pouvoir explique la morale que tous les systèmes : empires, royautés, dictatures, républiques, font enseigner par leurs Eglises, et qui va du « *Croissez et multipliez* » au « *Dieu bénit les nombreuses familles* ».

Chapitre I

DU MALTHUSIANISME AU NEO-MALTHUSIANISME

Dans la longue guerre sociale qui, au cours des siècles, a opposé, sous toutes les latitudes, les esclaves et les tyrans, les exploités et les exploiteurs, il est curieux de constater que si peu d'hommes parmi les déshérités aient songé à ce moyen de lutte : le refus d'entretenir une race de parias au service des puissants de ce monde.

Il faut en arriver au XVIII[e] siècle pour que le problème soit enfin posé, car l'on ne saurait tenir compte de la lointaine aventure de Lysistrata, d'abord parce que la célèbre héroïne de la grève de l'amour n'a jamais vécu que dans l'imagination d'Aristophane, ensuite parce que même dans l'esprit de celui-ci il s'agissait de priver les hommes de plaisir et non la collectivité de son contingent de misérables.

Sans doute bien des écrits ayant trait au problème démographique peuvent être relevés au fil des siècles, mais, paradoxe, c'est parmi la classe aisée, celle qui a le moins à en souffrir, qu'on peut en faire la moisson.

Quant à la grande masse des parias, ignorance, méconnaissance, manque d'hygiène, elle ne semble

pas s'en soucier et subit les naissances comme le reste des calamités qui pleuvent sur sa tête.

Cependant, longue serait la liste de ceux qui ont envisagé le problème.

Certains de leurs écrits sont fort instructifs et devraient être lus ou relus par des médecins ignorants ou oublieux.

C'est ainsi qu'ils pourraient prendre connaissance de cette citation de l'encyclopédiste Aristote, dans *Politique :*

> « *Il est nécessaire de limiter le nombre des enfants. Si une mère de famille devenait enceinte après que le nombre arrêté fut atteint, il importe qu'elle se fasse avorter avant que l'enfant soit animé* ».

Et cette idée devait avoir cours dans l'antiquité, puisque dans le livre II de *La République,* Platon écrivait :

> « *Les humains passeront agréablement leur vie ensemble. Du reste, ils proportionneront à leurs biens le nombre de leurs enfants pour éviter les incommodités de la pauvreté ou de la guerre* ».

Ces allusions au problème démographique se retrouveront tout au long de l'Histoire sous la plume d'écrivains tels que Montaigne ou Madame de Sévigné.

Cependant, répétons-le, c'est avec le XVIIIe siècle que la question démographique prendra toute sa force et sera posée en toute clarté.

Comment les encyclopédistes qui prétendaient à l'universalité auraient-ils pu laisser dans l'ombre une question aussi capitale ?

Voltaire en la situant insiste sur l'antinomie flagrante qui sépare les désirs des hommes et ceux des

gouvernements, sur laquelle je revenais au cours du préambule de ce livre.

Ecoutez-le plutôt :

> « *Le point principal n'est pas d'avoir du superflu en hommes, mais de rendre ce que nous avons le moins malheureux possible.*
>
> » *Si nous n'avons pas encore procuré le bonheur aux hommes, pourquoi tant souhaiter en voir augmenter le nombre ? La plupart des pères de famille craignent d'avoir trop d'enfants et les gouvernements désirent l'accroissement des peuples* » *(Gazette littéraire,* 23e article, 1764).

Condorcet, écrivain, scientifique et sociologue, n'est pas moins catégorique :

> « *Si l'on suppose que les progrès de la raison aient marché de pair avec ceux des sciences et des arts, que les ridicules préjugés de la superstition aient cessé de répandre sur la morale une austérité qui la corrompt et la dégrade au lieu de l'épurer et de l'élever, les hommes sauront alors que s'ils ont des obligations à l'égard des êtres qui ne sont pas encore, elles ne consistent pas à leur donner l'existence mais le bonheur ; elles ont pour objet le bien-être général de l'espèce humaine ou de la société dans laquelle ils vivent, de la famille à laquelle ils sont attachés et non la puérile idée de charger la terre d'êtres inutiles et malheureux* ». *(Progrès de l'Esprit humain,* 10e époque, 1793.)

C'est là une lecture qui serait profitable à un Michel Debré, si les propos d'un homme de génie pouvaient toucher l'entendement de celui qui n'a pas encore accédé au stade animal.

Malgré de pareils écrits, c'est à Malthus — en raison de la loi qui porte son nom — que reste attaché le problème de la population.

L'on doit à la vérité de dire qu'il était de famille et d'esprit religieux, fils de pasteur, ce sur quoi nous aurons l'occasion de revenir.

Quelle est en gros la loi de Malthus ? Cette constatation criante jusqu'à l'évidence que les richesses de la terre sont limitées par la superficie de celle-ci, alors que l'accroissement de la population est sans limite, une femme pouvant encore enfanter, alors que ses filles et petites-filles le peuvent elles-mêmes.

D'où une progression géométrique absolument effrayante, si l'on considère que la fécondité d'une femme va de la puberté jusqu'au-delà de la ménopause, et cela en raison d'un enfant tous les neuf mois si aucune précaution n'est prise.

L'énoncé d'une pareille évidence souleva un beau tollé parmi les contemporains de Malthus.

Ce qu'ils lui opposent c'est leur foi dans la divine providence, foi qui pourrait s'exprimer par les vers d'*Athalie* (empruntés, dit-on, par Racine à l'un des poètes de son temps) :

> « *Aux petits des oiseaux il donne leur pâture,*
> *Et sa bonté s'étend sur toute la nature* ».

On peut s'en rendre compte en lisant l'*Essai d'économie politique* de Mac Culloch :

> « *Il n'en faut pas moins insister sur le caractère absurde du principe fondamental défendu par Malthus. Il est clair que la population ne pourra jamais — sans quelque stimulation artificielle — dépasser le niveau des subsistances. C'est ce qui a été clairement mis en évidence par les auteurs les plus éminents* ».

Nous ne savons pas quels étaient ces auteurs les plus éminents, restés aveugles (tout comme Monsieur Mac Culloch lui-même) aux famines dont l'Europe avait souffert au cours des âges, et qui montreraient la

même cécité devant un univers moderne dont les deux tiers sont sous-alimentés.

Hazlitt, autre détracteur de Malthus, affirme péremptoirement :

> « *Il faudra au moins mille ans pour juger du bien-fondé de théories qui resteront jusque-là de remarquables paradoxes* ».

Sans attendre mille ans, moins de deux siècles nous suffisent pour constater que l'humanité est passée de quelque 900 millions à près de quatre milliards d'habitants, et cela sans la moindre « stimulation artificielle » et malgré deux guerres mondiales qui ont causé quelque 70 millions de morts.

Quant à John Hill Burton, il affirme, plein d'autorité :

> « *Bien qu'il fût généralement un auteur fort sagace, Malthus a oublié l'influence du libre commerce qui met le monde entier à l'abri des effets d'une augmentation de la population* ».

Je laisse à d'autres le soin de résoudre l'énigme selon laquelle le commerce (libre ou pas libre) nous mettrait à l'abri d'une surpopulation, alors que son but étant le profit, son objectif est de multiplier le nombre des consommateurs, même si leur consommation demeure bien en dessous de leurs besoins.

Toujours est-il que le commerce ne nous a protégés en aucune façon de l'accroissement des habitants de la planète cité plus haut.

Cependant, avec les progrès de la science dans le domaine ethnologique et sociologique, certains confirment les théories malthusiennes, entre autres Darwin qui écrit :

> « *Il n'est pas d'exception à la règle que tout être organique multiplie naturellement à un taux tel-*

lement élevé que, s'il n'y avait pas de destruction, la terre serait bientôt couverte par la postérité d'un seul couple. Même l'homme, qui enfante lentement, a doublé en nombre en l'espace de 25 ans ; or, à ce taux, il n'y aura plus, au bout de quelques milliers d'années, littéralement assez de place pour ses descendants ».

Tout ce que l'on peut reprocher à cette citation, extraite de *L'Origine des espèces,* c'est de se montrer beaucoup trop optimiste.

Il n'y a pas eu besoin d'attendre les milliers d'années prévues par Darwin pour assister à cette démographie galopante.

Un siècle a suffi.

Citerai-je Proudhon qui, dans ce domaine, se montre aussi aveugle que dans tous ceux qui touchent au problème de la femme ?

S'il s'est écrié : « *Malthusien ! morale de cochon !* », ce que relève Yves Guyot lui rappelant que la plus grande supériorité de l'homme sur les animaux c'est la prévoyance, ce même Proudhon n'a-t-il pas pourtant résumé le problème démographique par ce raccourci saisissant :

> « *...la classe salariée la plus nombreuse et la plus pauvre, d'autant plus pauvre qu'elle est plus nombreuse* ». (*Philosophie du Progrès,* 1853.)

Comment pouvait-il refuser le remède quand il avait reconnu et dénoncé le mal ?

Cependant, en dépit de quelques voix s'élevant en sa faveur, le malthusianisme est mis en sommeil et relégué par ceux qui prétendent l'avoir exécuté.

Il est mis en sommeil, mais l'idée chemine, jusqu'à la création du « néo-malthusianisme » dont

Robin est le père, comme il est celui de la pédagogie moderne.

Pourquoi néo-malthusianisme ?

Ici il convient de rappeler ce que j'indiquais plus haut : Malthus était d'esprit religieux et de formation religieuse, et après avoir dénoncé le danger d'une surpopulation, il proposait des remèdes : pour les hommes mener une vie chaste aussi tardivement que possible, ensuite épouser une femme plus âgée qu'eux (et par-là même ayant moins de risques de fécondation) ; et si, malgré ces précautions, il naît deux enfants, s'abstenir de tous rapports sexuels.

De pareilles recettes pouvaient peut-être satisfaire les ermites et les puritains, mais ne pouvaient être agréées par les opposants à la surnatalité de la fin du XIX[e] siècle : libres penseurs et anarchistes pour la plupart.

De cela, il serait faux de déduire que tous les libres penseurs et tous les anarchistes aient rejoint le mouvement néo-malthusien.

Disons même que Robin et ses quelques disciples se sont trouvés en butte à l'opposition et aux sarcasmes de la plupart de ceux dont ils pouvaient espérer aide et soutien.

D'où pouvait venir une pareille hostilité ?

Essayons d'en faire ici l'analyse.

Elle me semble tenir à deux facteurs essentiels :

1) Opposés à la religion et à ce qui en découlait, les anarchistes et les libres penseurs faisaient montre de toutes les suspicions envers une théorie émanant d'un religieux.

Ils oublaient que plus religieux encore étaient ceux qui avaient prétendu la réfuter et en ruiner le principe.

Ils oubliaient, chose plus grave encore, que les néomalthusiens l'avaient dépouillée de son caractère ascétique et puritain, rejetant les applications proposées par Malthus pour ne plus conserver que la vérité essentielle de sa loi.

2) Une théorie à la mode et dont Kropotkine s'était fait le chantre était celle de l'abondance et de la possibilité pour la terre de nourrir un nombre bien supérieur d'habitants, grâce à une meilleure répartition.

Le néo-malthusianisme, sans rejeter en bloc ce point de vue qui contient des arguments pleins de justesse, réclamait un examen du problème à la lumière des statistiques.

Or, il n'est pas dans la nature humaine d'aimer à se dédire et les propositions d'un rapport de Robin sur la question malthusienne, lors du congrès de l'Internationale de Saint-Imier (1877), furent rejetées comme ne présentant pas d'intérêt social.

L'intérêt social étant pour certains, comme pour Klara Zetkin, « sociale démocrate », d'avoir une nombreuse classe ouvrière à opposer au patronat.

> « *Les ouvriers qui limitent le nombre de leurs enfants à un ou deux ne font que singer la bourgeoisie, et le devoir de la classe ouvrière n'est pas de permettre à l'individu d'améliorer sa situation à la manière de la bourgeoisie, mais de continuer les luttes de classes. Les classes ouvrières ne doivent pas oublier que le nombre est facteur décisif dans la lutte pour la liberté. Si nous avons moins d'enfants cela veut dire que les familles ouvrières éléveront moins de soldats pour la révolution* ».

En attendant ladite révolution ils seront les soldats de l'armée de ce capitalisme que l'on prétend combattre.

Cette citation tirée de *Avant, pendant et après* (p. 292) fait allusion à un meeting tenu en août 1913.

Faut-il ajouter que Klara Zetkin était célibataire et sans enfants ?

Hélas ! les anarchistes, du moins le plus grand nombre, ne se montrèrent pas plus soucieux que les autres d'étudier le problème avec un peu de sérieux.

Pour voir triompher ses idées, Robin s'était adressé à ses amis J. Guillaume, son ancien condisciple de la première internationale, et Kropotkine que, réfugié, il avait accueilli à Londres, lors de son évasion des prisons russes.

A ses propositions, Kropotkine s'était contenté de lui répondre que, par sa propagande, « *il entravait la marche de la révolution* ».

J. Guillaume, dans une lettre plus développée, n'est pas plus explicite :

> « *Tu t'adonnes à une toquade que je ne puis approuver, qui a surtout le tort, à mes yeux, de ridiculiser la cause de l'émancipation du travail que tu prétends servir...* »

Les grands savants Elie et Elisée Reclus ne se montrent pas plus compréhensifs.

Attristé par ces refus, Robin écrit la lettre suivante à Elie Reclus :

> « *La vérité que j'ai longtemps criée seul en France fait son chemin, repoussée par les « mauvais bergers » du gouvernement et de la grande presse, mais comprise par une minorité de travailleurs d'élite. Un de mes gros chagrins est qu'elle soit méconnue par des esprits comme le vôtre, par Elisée et Kropotkine* ».

Cette lettre faisait suite, sans doute, à une polémique engagée par Elisée Reclus qui, dans un pério-

dique brésilien : *Aurora,* traitait le néo-malthusianisme de « grande mystification ».

Paul Robin y répond avec indignation :

> « *Mystification ! Elisée Reclus que j'ai aimé et vénéré pendant trente-cinq ans appelle dans un journal brésilien notre propagande* « *une grande mystification* », *tout en nous classant parmi les* « *excellents et dévoués camarades* » *! Dévoués mystificateurs ! A-t-il donc perdu le sens des mots ? Ou, les comprenant encore, ne rougit-il pas de se confondre dans la troupe des aveugles qui gaspillent contre nous leurs impuissantes insultes ? Dans les deux cas je le regrette pour lui.*
>
> » *Quand l'article d'Elisée Reclus sera publié en français, ce qui aura lieu, je le suppose, l'auteur de* Population et Subsistances *ne sera pas embarrassé de montrer l'inanité des objections du prophète de la révolution* ».

Giroud y répondit en effet par un article : *La grande erreur,* mais Elisée Reclus mourait dans l'intervalle, ce qui priva le débat ou d'une réponse, ou d'une rétractation du grand savant.

Malgré ces refus systématiques et cette conspiration du silence, Robin finissait par rallier au néo-malthusianisme un certain nombre de libertaires, aidé aussi par des écrivains politiquement neutres et, même, par des réactionnaires comme Clemenceau qui disait :

> « *La première violence dont l'homme est en droit de se plaindre est celle d'avoir été engendré* ». (*Discours au Sénat.*)

Et, dans *La Mêlée sociale,* p. 47, le personnage n'ayant pas encore mis bas le masque et changé de camp, dénonçait l'hypocrisie des surpopulateurs :

> « *Quand on se plaint des générations décroissantes, c'est qu'on manque d'hommes pour les fièvres du Tonkin ou de Madagascar* ».

Quant à cette fierté mal placée d'une paternité, qui n'est qu'un fait physiologique, elle se trouvait fustigée par des esprits libres, dont le grand écrivain qu'était Guy de Maupassant :

> « *— Combien en as-tu donc ?*
>
> *— Cinq ! Encore trois restés à la maison.*
>
> *Il avait répondu cela d'un air fier, content presque triomphant, et moi je me sentais saisi d'une pitié profonde, mêlée d'un vague mépris, pour ce reproducteur orgueilleux et naïf qui passait ses nuits à faire des enfants, entre deux sommes, dans sa maison de province, comme un lapin dans une cage* ». (*Une famille.*)

Et Mirbeau, cet autre écrivain polémiste et dramaturge, rejoignant Voltaire et Condorcet, écrivait dans *Le Journal* du 9 décembre 1900 :

> « *Ne croyez-vous pas qu'il serait plus intéressant, au lieu d'augmenter la population, d'augmenter le bonheur dans la population, de lui donner, enfin... un peu plus de justice... dans un peu plus de joie ?* »

C'est qu'en effet les idées avaient couru, non pas seulement en raison de ce phénomène qui fait que, même combattues, même étouffées, elles poursuivent une voie souterraine, mystérieuse, insoupçonnable, pour surgir subitement à la lumière, mais aussi parce que Paul Robin avait trouvé des disciples, que sa voix n'était pas restée sans écho, et qu'une nouvelle équipe allait diffuser la parole néo-malthusienne et finalement la faire entendre.

Parmi ceux-là il faut citer Gabriel Giroud (dont de nombreux écrits, notamment son livre sur l'avor-

tement, sont signés Hardy), Manuel Devaldès, sur lequel je reviendrai dans mon chapitre sur la surpopulation cause de guerre, Eugène Humbert et sa compagne Jeanne Humbert, à la complaisance de laquelle je dois bien des documents contenus dans ce livre.

A leurs côtés viennent se joindre de multiples personnalités : le grand chimiste Alfred Naquet, admirateur fervent de la loi de Malthus, son ami et condisciple C.-A. Laisant, qui se montre plus réservé ; à Naquet qui prétend que cette loi n'a jamais été réfutée, il répond qu'elle n'a jamais été démontrée.

Sans doute cela est-il vrai dans l'absolu, puisque contrôlable dans le temps, dont il ne nous est donné de vérifier qu'une partie, sans doute est-il vrai aussi que la loi de Malthus ne peut être considérée isolément en dehors des guerres, des maladies, des épidémies qui en contrarient le processus.

Mais avec les faibles données dont nous disposons, nous pouvons constater que cet accroissement est un fait, et qu'il entraîne ces guerres et les épidémies qui en découlent.

Cependant, si C.-A. Laisant refuse les données du malthusianisme, il accepte les conclusions que leur apportent les néo-malthusiens :

> « *Mais si la loi de Malthus est une absurdité ou mieux un non-sens, il en a tiré une conclusion tout à fait juste, humaine et raisonnable, et qui pourrait se formuler ainsi : l'animal humain étant doué de raison et de conscience, au moins dans une certaine mesure, il ne doit pas procréer comme les lapins, les harengs ou le chiendent ; il faut que la reproduction soit une fonction consciente, et que l'on se préoccupe à l'avance du sort des êtres nouveaux qui viendront au monde.*

> » *En ce sens, et l'égoïsme aidant, la bourgeoisie en tous lieux est résolument malthusienne ; elle limite avec une précaution parcimonieuse le nombre de ses enfants ; et alors même qu'elle affecte des dehors religieux, qu'elle se prosterne devant Dieu, qui bénit les nombreuses familles, elle ne recherche nullement la bénédiction divine.*
>
> » *Les néo-malthusiens n'ont pas fait autre chose, en pratique, que de recommander aux prolétaires de suivre l'exemple de la bourgeoisie. C'est pour cela, phénomène d'apparence paradoxale, qu'ils sont traqués comme les pires criminels par les gouvernants et les jugeurs qui représentent la bourgeoisie ; on les accuse d'outrager les bonnes mœurs, d'être des pornographes ; et leurs accusateurs principaux sont des sadiques séniles, de véritables malades, des renifleurs de pornographie qu'on devrait interner dans un hospice spécial.*
>
> » *La vérité, c'est que la bourgeoisie a des raisons sérieuses d'entraver cette propagande qui la terrifie. Elle fait peu d'enfants, mais elle veut que ses exploités en fassent beaucoup. Il lui faut l'armée industrielle, l'armée des producteurs qui lui assurent son bien-être ; il lui faut la force militaire, garantissant la sécurité de ses capitaux ; il lui faut aussi l'effectif des prostituées, dont nous parlions tout à l'heure, et sans lesquelles la famille bourgeoise tomberait en décomposition. Donc, prolétaires, fournissez-nous des millions de garçons et de filles, pour remplir nos casernes, nos ateliers et nos lupanars. Voilà ce que vous commande la morale* ».

Une immense campagne allait voir le jour.

Le journal de P. Robin, lancé en décembre 1896, n'avait connu qu'un faible retentissement, en raison de tout ce que j'indiquais plus haut ; il prend de

l'extension avec la venue d'Eugène Humbert qui en est « imprimeur gérant » dès le n° 8 ; il fait appel à des scientifiques, à des médecins, à des sociologues, à des syndicalistes, dont Georges Yvetot qui lui ouvre les portes de la C.G.T. pour lui permettre de développer les théories néo-malthusiennes.

Cependant, aigri et fatigué, Paul Robin se brouille avec Eugène Humbert, et, en avril 1908, ce dernier va faire paraître un nouvel organe : *Génération consciente,* qui, bénéficiant d'une vaste et brillante collaboration, permettra à la campagne pour la limitation des naissances de prendre tout son essor.

A la propagande écrite et parlée, Eugène et Jeanne Humbert adjoignent celle, pratique, constituée par la vente des produits anticonceptionnels.

Le succès de leurs efforts nous est prouvé par deux facteurs indéniables :

1) Dans une Europe frappée de démographie galopante, la population de la France reste stagnante.

2) Les pouvoirs publics s'en émeuvent et condamnent lourdement nos camarades.

L'un des plus acharnés, parmi les détracteurs du néo-malthusianisme, est le sénateur Bérenger dont C.-A. Laisant pouvait dire lors du meeting tenu aux « Sociétés savantes » le 13 mars 1912 :

« *Cela vous semblera paradoxal, mais je vous demande la permission de prendre la défense de cet homme, ou plutôt de plaider en sa faveur les circonstances atténuantes.* (*Rires.*) *Il faut avoir une grande pitié pour les dégénérés.* (*Rires, applaudissements.*) *Je crois que nous nous trouvons en face d'un pornomane incontestable (rires), d'un malheureux qui est affligé de cette infirmité qui consiste à voir partout des choses sales et répugnantes (rires) dans les choses les plus nobles sur lesquelles il essaie de jeter les yeux.*

» *Cet individu était convoqué à la réunion de ce soir, et il a répondu en des termes que je m'explique très bien :*

« *M. Bérenger, sénateur, membre de l'Institut,*
» *regrette de ne pouvoir satisfaire à la demande*
» *de M. Rey, mais il considère la doctrine néo-*
» *malthusienne comme immorale et antipatrioti-*
» *que* (*rires*) *et ne peut qu'applaudir aux tenta-*
» *tives faites pour réprimer sa propagande* ».

Il y applaudit d'autant plus que c'est lui qui les a provoquées.

» *En recevant votre convocation, mes chers amis, il a dû être frappé de terreur rien qu'à lire la liste des orateurs inscrits, car il y avait parmi eux — il a montré quelle autorité il possède — un médecin spécialiste* (*rires*), *un médecin qui a pour mission de soigner les aliénés et les dégénérés* ». (*Rires et applaudissements.*)

Le lot des orateurs qui participaient à cette réunion mérite d'être cité : Docteur Sicard de Plauzoles, Nelly Roussel, Docteur Legrain, Yvetot, C.-A. Laisant ; elle était présidée par Rambaud, de la fédération des ouvriers néo-malthusiens.

Les contradicteurs étaient M. Nast, l'Abbé Violet, le capitaine Maire, auxquels Nelly Roussel se chargeait de répondre.

D'autres personnalités vont rejoindre Eugène et Jeanne Humbert, dans leur concept et dans leur lutte : Jean Marestan, l'écrivain Paul Reboux, qui y restera attaché jusqu'à sa mort.

Mais la plus surprenante conversion est celle de Sébastien Faure, disciple de Kropotkine, et qui, dans son remarquable ouvrage *La douleur universelle* re-

prend les thèmes sur l'abondance tels qu'ils ont été développés par ses aînés.

Il rencontre Eugène Humbert avec lequel il controverse ; mais écoutons en quels termes en parle Jeanne Humbert :

> « *Eugène Humbert, qui était en rapports amicaux avec Sébastien Faure, résolut d'amener celui-ci à réviser son jugement sur la question. Et c'est au début d'octobre 1903 que mon mari tenta cette conquête jugée impossible par les compagnons de* « *Régénération* ».
>
> » *Il faut avouer que les premiers assauts furent plutôt froidement reçus. Sébastien Faure, qui avait nettement pris position par l'écrit et par la parole contre la loi de population et avait combattu les arguments des néo-malthusiens, ne désirait pas se déjuger et offrait toutes les résistances de son esprit souple et rompu à la contradiction. Il croyait avoir suffisamment approfondi tous les facteurs dont selon lui dépendait l'instauration du bonheur universel. Quoi ? Il y en avait un autre ? Un capital ?... Il demanda à réfléchir et, sur l'instance d'Eugène Humbert, le pria de lui apporter les documents essentiels à l'étude de ce problème.*
>
> » *Les documents fournis et lus à tête reposée, Sébastien Faure invita mon mari à venir en discuter avec lui, rue Eugène-Sue, où il habitait. Eugène Humbert s'y rendit un matin. Il trouva son* « *adversaire* » *le torse nu en train de se raser. Ils ne perdirent pas de temps. Le débat fut ardent et passionné, on s'en doute. L'aîné résistait encore mais faiblissait devant le raisonnement inductif du jeune avocat de la restriction natalitaire qui y mettait toute l'opiniâtreté dominante de sa nature.*

> » *Il y eut plusieurs engagements et, dans ce duel, ce fut Eugène Humbert qui sortit vainqueur* ».

Cependant sur l'instigation de la gent cléricale et réactionnaire, les néo-malthusiens vont se trouver traqués, poursuivis, perquisitionnés, emprisonnés.

Toute la politique précitée devait mener jusqu'à la guerre qui confirmait les vues des hommes de clairvoyance, ayant constaté et fait connaître où conduisait la surpopulation.

Dans le trouble des esprits qui accompagne toutes les guerres, certains gardent la tête froide ; Eugène Humbert, qui est mobilisable, choisit l'insoumission et passe la frontière d'Espagne.

Le néo-malthusianisme est en sommeil, comme la lutte sociale, la libre pensée, l'éducation et tout ce qui relève de l'intelligence.

La tourmente passée, c'est une chambre bleu horizon qui est mise au pouvoir, ce qui prouve que les guerres font autant de ravages dans l'intelligence que dans les rangs des hommes, et que les nations victorieuses en sortent plus stupides, plus imbues de préjugés, plus farcies de prétentions que les peuples vaincus, humiliés et rançonnés, lesquels peuvent mesurer la vanité des guerres et maudire les chefs d'Etat qui y conduisent leurs troupeaux.

Cependant la France a perdu un million et demi d'hommes dans le carnage et il convient de combler ces vides pour la préparation des charniers à venir.

Les poursuites des néo-malthusiens ne suffisent pas aux hommes au pouvoir, l'incarcération des militants parmi lesquels Eugène Humbert, lourdement condamné pour son insoumission, ne satisfont qu'en partie tous les lapino-bellicistes.

En 1920 devant une Chambre quasi déserte, une poignée de députés vont voter la loi contre la propa-

gande néo-malthusienne, dont l'abrogation n'est pas encore prononcée après 54 ans de sinistre existence, et qui trouve encore des esprits assez rétrogrades pour s'en faire les défenseurs.

Eh bien, malgré cette loi, malgré les persécutions dont furent victimes nos camarades, malgré l'appel des patriotes au repeuplement, la population est restée stable durant la quinzaine d'années qui suivit.

Il fallut les avantages sociaux et les primes accordées aux saillies pour constater un accroissement de la population.

Ce que n'avait pu imposer la menace fut obtenu par la convoitise.

Pour justifier cette folie démographique, le gouvernement français dressait aux yeux du public le péril d'une surpopulation allemande et italienne.

En d'autres termes le seul remède proposé à la folie du voisin était de l'égaler en démence.

Les arguments n'ont guère changé depuis et c'est encore ceux-là qui nous sont servis aujourd'hui par les hommes au pouvoir.

Après la seconde guerre mondiale qui confirme hélas ! nos prévisions, le mouvement néo-malthusien spécifique ne revoit pas le jour, en dépit d'une tentative de relance de *La grande réforme*.

Eugène Humbert emprisonné a été tué, à la veille de la fin du conflit, dans le bombardement de l'hôpital de la prison où il était incarcéré, Gabriel Giroud (Hardy) disparaît à son tour, puis Manuel Devaldès.

Jeanne Humbert reste le témoin de cette page d'histoire sociale qu'elle retracera dans des brochures, des conférences, mais surtout dans son livre : *Eugène Humbert,* écrit au lendemain de la perte de son compagnon.

Cependant si le mouvement néo-malthusien n'existe plus en tant que tel, le vieux conflit Robin-Kropotkine est entendu parmi les libertaires et les pacifistes.

Comment ne le serait-il pas ?

Deux guerres nous en apportent l'effroyable réponse et, si les anarchistes ne se soumettent pas à l'autorité factice engendrée par les hommes, comment ne s'inclineraient-ils pas devant l'autorité des faits et ne s'enrichiraient-ils pas de l'enseignement qu'ils nous apportent ?

Génération consciente n'est plus, mais la presse et la parole anarchistes, comme la parole et la presse pacifistes reconnaissent le bien-fondé des théories de Robin et s'en font les porte-parole.

Ce livre en est la démonstration.

Mais s'il n'y suffisait pas, reprenez les collections des journaux et périodiques : *Le libertaire* devenu *Le Monde libertaire, Ce qu'il faut dire, Défense de l'homme, Les nouvelles pacifistes, Contre-courant, La Voie de la paix, Liberté, L'Union pacifiste, La Rue,* reprenez l'annonce des conférences traitées par Jeanne Humbert, par Aristide Lapeyre, et celles que j'ai moi-même traitées sous le titre *La pilule ou la bombe.*

Qui oserait dire aujourd'hui comme nos anciens du Congrès de Saint-Imier que « *le néo-malthusianisme entrave la marche de la révolution* » ou « *qu'il relève d'une toquade* » ?

Cette propagande — si faibles soient nos moyens, si puissants soient ceux sous lesquels on prétend l'étouffer — est parvenue à dépasser nos seuls milieux et a été posée voilà quelques années par le « Planning familial », timidement peut-être, mais posée tout de même.

Mieux, ce groupement a réussi la diffusion des produits contraceptifs, interdits par la loi de 1920.

C'est du reste par le biais de cette loi, que fut obtenue cette dérogation : pour combattre les avortements, condamnés par elle, le « Planning familial » réclamait la pratique des moyens préventifs, tout en se défendant d'envisager le problème démographique, mais seulement l'étude des cas particuliers.

A l'heure où j'écris ces lignes, les choses ont singulièrement évolué.

La gangue d'une loi de caractère médiéval a éclaté sous les coups de boutoir de l'esprit qui a animé les événements de mai 1968 et de ceux qui lui ont fait suite.

La proposition de modification de la loi de 1920 (c'est son abrogation pure et simple qui s'imposait) a fini par être acceptée à la Chambre, après bien des arguties, cette mesure ne faisant que reconnaître un état de fait, tombé dans les mœurs.

Les 300.000 avortements annuels de notre pays (1) sont la démonstration flagrante du divorce qu'il y a entre les usages et la loi, entre les besoins humains et les mesures prises par ceux qui gouvernent.

J'entends proférer parfois, par ceux qui veulent accommoder les choses, que cette loi de 1920 — valable à son époque — ne l'est plus à la nôtre, ce qui équivaut à affirmer que le mensonge, l'imbécillité et le crime qui étaient de rigueur voici quelque cinquante-cinq ans ne le sont plus de nos jours.

La vérité c'est que les monstruosités accumulées par les tyrans qui se sont succédé au pouvoir sont contestées et violées par l'opinion, que la loi intolérable n'est plus tolérée.

---

(1) Je m'en suis tenu au chiffre officiel, contesté par beaucoup qui le situe à 500.000 en raison des avortements pratiqués hors des hôpitaux, ce qui rend son nombre difficilement évaluable.

La vérité c'est que les fourbes de la politique louvoient, pour sauver la face font mine d'acquiescer aux désirs de tous, tandis qu'ils escomptent bien noyer le poisson, laisser pourrir la situation, puis reprendre les choses en main, et frapper de répression les esprits libres.

Cependant leurs espoirs pourraient fort bien ne pas correspondre aux réalités.

Des mouvements divers ont vu le jour ; « Le planning familial », dont je parlais plus haut, a vu s'adjoindre à sa démarche de nombreuses organisations qui ont été plus loin, pratiquant jusqu'au viol public de la loi.

Parmi celles-là, citons le G. I. S. (Groupe Information Santé), le M. L. A. C. (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception) et la plus grande fraction du corps médical « CHOISIR » ; je ne parle pas des organisations traditionnelles de la liberté : « LIBRE PENSEE », « UNION PACIFISTE », « AMIS DE SEBASTIEN FAURE », « FEDERATION ANARCHISTE ».

Mais, plus qu'à ces divers mouvements, il y a un état d'esprit général, une contestation de la population auxquels le gouvernement devra bien se soumettre.

Chapitre II

DU PROBLEME DEMOGRAPHIQUE

Pour la connaissance et la compréhension du problème démographique, il était indispensable de faire le rappel historique des luttes qu'ont menées, depuis près de deux siècles, les hommes de clairvoyance.

A la lumière de leurs prévisions (que les événements devaient tragiquement confirmer), il était de notre devoir de faire le point, comme l'avaient fait nos devanciers et comme eux de donner l'alarme.

Il nous fallait pour cela établir le bilan de deux guerres mondiales, rappeler l'hécatombe de dizaines de millions d'hommes, évoquer les ruines incommensurables qu'elles ont causées, faire l'estimation du recul flagrant de l'intelligence qui s'en est ensuivi d'abord parce que toute guerre est anéantisseuse des choses culturelles comme des choses matérielles, ensuite parce qu'elle crée un climat de stupidité auquel rares sont ceux qui y échappent.

Héritiers d'un pareil lot, revenons au présent.

Devant nos accusations appuyées sur des références, des citations, des statistiques, les défenseurs de la

surpopulation n'ont qu'un argument, si l'on peut donner le nom d'argument à cette gribouillerie :

« *Peut-être, disent-ils, notre nombre d'habitants augmente-t-il, mais de façon moindre que celui du voisin.* »

Et il se trouvera toujours un voisin assez fou pour surpasser en folie celui qui s'exprime ainsi et pour justifier la sienne !

Les moutons de Panurge du vieux Rabelais ne pratiquaient pas différemment.

Eh bien ! laissant les chefs d'Etat opposer la démence à la démence, nous allons tenter ici de lui opposer la raison et la science en envisageant les deux problèmes suivants.

Premier argument

DE LA DIFFICULTE QUE CREE LE NOMBRE

La logique nous apprend et l'expérience nous confirme que, pour un problème de même degré, plus il contient d'éléments, plus s'offrent de difficultés à sa résolution.

Cela est vrai pour les problèmes de mathématiques comme cela est exact pour les problèmes relevant des jeux de l'esprit.

Plus il y aura de termes dans un énoncé d'arithmétique ou d'algèbre, plus il y aura de pièces sur un échiquier, plus il y aura d'obstacles à la solution de la question posée.

Ce qui est vrai dans tous les domaines cesse-t-il de l'être en ce qui concerne la démographie ?

A la suite de quoi, et à la faveur de quel phénomène, peut-on invoquer cette heureuse exception ?

Entendons-nous : de même qu'il est indispensable à un problème mathématique de comprendre assez

d'éléments ou à un problème d'échecs assez de pièces pour permettre la résolution de l'un ou de l'autre, de même il est indispensable à l'humanité de disposer d'une population suffisante pour répondre aux besoins sociaux qu'exige toute collectivité dans le domaine matériel et culturel.

Mais ce chiffre atteint (comme les éléments ou les pièces du problème mathématique ou d'échecs présentés) il est évident que toute adjonction constitue une superfluité, un piège et une difficulté.

Toute la question est donc de savoir si le chiffre de la population est en voie de parvenir à ce terme nécessaire aux besoins humains ou l'a dépassé.

A quel critère faut-il se référer ?

Le problème apparaîtra complexe et arbitraire à beaucoup.

Sa résolution est cependant d'une extrême simplicité :

Ou les besoins des hommes, dans tous les domaines essentiels se trouvent satisfaits, auquel cas la limite de leurs éléments reste à atteindre et il n'y a pas péril, ou, au contraire, ces nécessités humaines restent insatisfaites et la cote d'alarme se trouve dépassée.

Dans le premier cas, nous nous devons de reconnaître que les natalistes ont raison.

Dans le second, il leur appartient de faire amende honorable, de s'incliner devant nos arguments et, loin de nous combattre, de mêler leur voix à la nôtre.

LA NOURRITURE

La première nécessité imposée à l'homme est celle de son alimentation, faute pour lui de mourir d'inanition.

L'énoncé et l'étude de ce premier besoin me dispenseraient de l'énoncé et de l'étude de tous les autres, s'il restait insatisfait, étant donné son caractère primordial qui fait que tous les autres en découlent.

Or, les statistiques les plus officielles (celles de l'O. N. U. et de l'U. N. E. S. C. O. qu'on ne saurait taxer d'anarchisme ou d'esprit partisan en faveur du néo-malthusianisme) nous apprennent que les deux tiers des hommes sont sous-alimentés.

Ainsi sur ce point primordial, tout homme de bonne foi se voit contraint de constater que la majorité des habitants du globe souffre de disette, quand ce n'est pas de famine.

Ce verdict ne désarme pas l'optimisme béat de certains abondancistes.

Que nous offrent-t-ils ?

Rien dans le présent, mais les espoirs les plus radieux en ce qui concerne un hypothétique avenir.

En effet toute leur théorie repose sur une répartition rénovée des vivres et des biens, que permettrait un nouvel ordre social.

Tout en tombant d'accord sur le gâchis qu'impose l'économie capitaliste, tout en approuvant un système égalitaire, une double interrogation vient à l'esprit :

— Ce nouvel ordre social n'étant hélas ! pas établi, l'économie capitaliste et étatiste régnant encore sur le globe, ne doit-on pas tenir compte de celle-ci dans notre comportement, dans notre lutte, notamment dans celle qui s'oppose à la prolifération des victimes de cet étatisme et de ce capitalisme ?

— Sur quelle base, sur quels éléments s'appuient ces abondancistes pour affirmer que, la révolution faite, une nouvelle organisation sociale mise en place, il y aurait assez de tout pour satisfaire aux besoins vitaux des hommes ?

Examinons une à une ces deux questions :

La première n'exige pas de longs commentaires : Faut-il vivre dans le présent (qui est une réalité) ou dans l'avenir (dont les vues que nous pouvons avoir ne sont que d'incertaines probabilités) ?

Constatons, en passant, que ces euphoriques abondancistes n'ont pas le monopole de conjuguer les verbes au futur et de nous proposer des solutions idéales pour... plus tard. Nous aurons l'occasion de voir que tous les sauveurs : économistes distingués, politiciens avertis, démographes officiels, n'ont rien de plus à nous offrir que des promesses.

La deuxième question va plus loin, elle établit ou elle ruine l'hypothèse d'un nouveau paradis terrestre à la faveur d'un nouvel ordre social.

Certes, je sais sur quel immense gâchis repose la prospérité du commerce, je n'ignore pas qu'il est rejeté du poisson à la mer pour en maintenir les cours, que l'on dénature le blé pour en sauvegarder les prix, que l'on pique le bétail pour des raisons semblables.

Toutes ces indiscutables vérités, qui suffisent à condamner un système, je les ai non seulement entendu diffuser, mais je les ai diffusées moi-même par la parole et par l'écrit, et je suis prêt à les diffuser encore.

Cependant, rien ne permet d'établir que ce gâchis organisé représente (sur le plan strictement alimentaire) 50 % de la production, représentant la nécessité d'une augmentation de 100 % permettant de subvenir aux besoins des sous-alimentés.

Cette querelle entre abondancistes et néo-malthusiens m'a toujours stupéfié.

J'imaginais, dans ma candeur, qu'accroître la production et diminuer le nombre des bouches à nourrir

concourait à un même but et faisait l'objet d'un même combat.

Je supposais que ces deux théories constituaient les deux faces d'une même médaille, que toute propagande faite en faveur de l'une pouvait être mise à l'actif de l'autre.

Jusqu'au jour où je fus tiré de mon ignorance par l'énoncé de cet axiome :

> « *L'homme produisant plus qu'il ne consomme, plus il y aura d'hommes, plus il y aura d'abondance* ».

Le jugement est sans appel.

Je ne fais pas l'honneur ou l'injure à tous les abondancistes de penser qu'ils font leur cette formule.

A ceux qui la prennent à leur compte, je propose le pari d'en placer une centaine sur une île de quelque cinq cents mètres carrés, et de revenir un an plus tard pour faire le constat de leur standing d'abondance.

Cette proposition qui n'apparaît que comme une boutade, met en lumière le facteur « superficie de la terre » que la formule précitée oublie d'envisager, ce qui fait son caractère abstrait.

Cependant, à ceux-là qui n'entrevoient le surpeuplement de la Terre qu'à de lointaines échéances et qui jugeront que mon exemple d'une centaine d'hommes sur cinq cents mètres carrés est sans valeur, du fait de son caractère excessif, je m'en voudrais de ne pas signaler cet article du physicien H. Fremlin, paru dans « *L'Express* » n° 701, du 23-29 novembre 1964 :

> « *Pour le physicien H. Fremlin, la Terre arrivera à être tellement bourrée de corps humains que c'est la chaleur qu'ils dégageront qui fixera la limite à leur multiplication* ».

Sans viande

« *La population actuelle de la Terre, dit Fremlin dans le « New Scientist », s'élève à peu près à trois milliards et double tous les trente-sept ans. Pendant les deux cent soixante prochaines années, on pourra faire face à cette augmentation en exterminant toute vie sauvage, en exploitant intensivement toutes les terres cultivables, en supprimant toute consommation de viande et en récoltant systématiquement tous les produits de la mer. Avec le plancton photosynthétique la population de la Terre pourra se nourrir le temps de doubler encore trois fois, jusqu'à ce qu'elle atteigne à peu près trois mille milliards en 2334. Cinq fois plus de monde pourra encore être nourri en satellisant d'immenses miroirs qui réfléchiront la lumière du soleil sur les calottes polaires et porteront toute la planète à la température de l'équateur.*

» *La population augmentera encore et on fabriquera des aliments de synthèse à partir de l'énergie, des minéraux et des déchets. Les cadavres humains pourront être homogénéisés pour être transformés en nourriture. La population de la Terre atteindra ainsi un million de milliards : deux personnes au mètre carré* ».

Cent vingt au mètre carré

« *Mais alors se posera un problème sérieux. La Terre sera tellement recouverte de couches d'hommes et de machines qu'elle dégagera une chaleur énorme. Soixante millions de milliards de gens, vivant à cent vingt au mètre carré dans des immeubles de deux mille étages, chaufferont la surface de l'écorce terrestre au rouge sombre.*

» Cette limite infranchissable sera atteinte dans moins de mille ans, affirme le docteur Fremlin qui ne plaisante qu'à moitié. Il ne voit aucun obstacle à ce que l'homme atteigne ce stade dément où même ses mouvements seront rationnés parce que le mouvement engendre la chaleur. « Nous sommes libres de choisir, dit-il, à quelle densité de population nous voulons nous arrêter, quelque part entre la densité actuelle 0,000 006 personne au mètre carré et le cent vingt au mètre carré du mur de la chaleur. Si nous ne choisissons pas, nous atteindrons un jour cette limite ».

Nous pouvons constater que les termes de mon pari sont largement dépassés et cela pour des temps extrêmement précis et proches.

Encore faut-il ajouter que les propos du docteur Fremlin font montre d'un extrême optimisme, la population ne doublant pas tous les trente-sept ans, comme il l'avance, mais tous les vingt-cinq ans, si j'en dois croire Darwin.

De plus, envisager les planctons marins comme aliment de remplacement, c'est oublier que nos glorieuses expériences atomiques sont en passe de les anéantir.

Je n'insiste pas sur les délices qui vous attendent à vous nourrir du cadavre de vos parents ; l'eau vous en vient à la bouche. Je ne doute pas que devant ce retour au cannibalisme, nos futuristes nous opposent l'éternelle formule selon laquelle « *on n'arrête pas le progrès* ».

Il faudrait admettre aussi, pour suivre le docteur Fremlin dans ses prévisions, que l'on peut faire fondre les deux calottes polaires sans conséquence cosmique.

Enfin n'est-il pas assez étrange, pour ne pas dire plus, que ce soient les abondancistes qui envisagent le rendement de l'homme en considérant « *qu'il produit plus qu'il ne consomme* », alors que l'un des leurs (et non des moindres, Jacques Duboin) a écrit vers les années 1935 un certain livre intitulé : *La grande relève de l'homme par la machine ?*

Ses disciples le reliraient avec profit.

En vérité, dans la répartition des biens de ce monde, il faudrait tenir compte de cette vérité élémentaire que plus il y aura de parts, plus elles seront réduites (et à cette heure insuffisantes) ; moins elles seront nombreuses, plus elle seront importantes.

Cette loi des fractions, ouverte à l'entendement des enfants de six ans des écoles primaires, ne pourrait-elle pénétrer le cerveau de ceux qui se veulent des lumières et des conducteurs d'hommes ?

Au surplus la grande bourgeoisie l'a fort bien compris, qui limite le nombre de sa descendance pour ne pas avoir à éparpiller sa fortune.

Que n'en faites-vous autant, prolétaires, non pour sauvegarder une fortune que vous n'avez pas, mais pour ne pas multiplier une médiocrité qui est votre lot ?

Quand comprendrez-vous que ce qui est vrai pour une famille est vrai aussi pour la famille humaine.

Mais après les abondancistes (je veux dire certains abondancistes) les avant-gardistes ou futuristes assurent le relais — et ici le mot futuriste prend toute sa valeur — en se riant du manque de vivres et nous assurant que, grâce à la chimie, la science peut permettre de nourrir autant d'hommes que la Terre en porte, et autant qu'elle pourra en voir naître.

C'est ainsi qu'on nous assurait, voilà quelques années, que le pétrole, grâce à des dénaturations, pou-

vait devenir alimentaire et se substituer à la nourriture carnée.

Aujourd'hui on nous annonce la raréfaction du pétrole et son contingentement pour les usages classiques, dont le carburant automobile, la lumière, la chaleur, etc.

Ces amoureux de la science-fiction devront trouver autre chose, nul doute que leur imagination ne nous propose quelque autre dénaturation, sans souci de l'épuisement des richesses naturelles.

Cependant, en dehors même des réserves du sol et des éléments, les hygiénistes jettent un cri d'alarme, et je relève cet article, dont malheureusement la coupure n'indique pas le nom de l'organe et sa date qui doit se situer autour des années 1964-1965, étant donné celle à laquelle elle me fut fournie.

Il reste que son contenu est d'une indiscutable vérité et que les succédanés journaliers qui nous sont offerts constituent un danger permanent pour la santé publique :

> « *Plus graves sont les fraudes qui, pour augmenter des marges bénéficiaires déjà excessives ou pour mieux donner à la denrée l'aspect qui plaît au client, portent sur l'emploi de colorants et d'antiferments nuisibles à la santé... On colore ensuite et on aromatise artificiellement avec des essences plus ou moins synthétiques, souvent dérivées du pétrole. Le pain maintenant. Il peut être confectionné avec des farines diverses, de qualité inférieure, blanchies artificiellement ou même d'autres céréales que le blé. Dernièrement, en Italie, on utilisait le bromate de potassium, soi-disant pour améliorer les farines... jusqu'au jour où l'on s'est aperçu que ce sel est un poison pour le sang, capable de transformer l'hémoglobine en métamoglobine.*
>
> » *Le vin, selon la loi, devrait provenir de la fermentation du raisin ; or, souvent, il a pour base d'autres produits contenant des sucres fermentescibles... On lui adjoint des conservateurs, des adoucissants, de l'alcool, parfois même dénaturé... Pour les vins de qualité, avec attestation d'origine, etc., on coupe avec des résines productrices d'ions et autres « saletés » inventées par les chimistes.*
>
> » *En ce qui concerne le café, les fraudeurs peuvent s'en donner à cœur joie. Citons seulement le « truc » le plus innocent, apparemment : l'adjonction d'huile aux grains torréfiés pour les rendre plus brillants... et aussi plus lourds. On est absolument certain désormais que les huiles minérales employées à cet effet, même en très petite quantité, contiennent des hydrocarbures cancérigènes* ».

Peut-être parvenons-nous ici à la solution : par la vertu de notre géniale économie, la propagation du cancer va-t-elle résoudre les problèmes de notre non moins géniale démographie ?

Mais, plutôt que d'attendre de la maladie, des épidémies ou autres calamités la solution à un équilibre de la population, ne serait-il pas plus sage, plus simple et plus humain d'épargner à des malheureux la venue dans un monde où ils n'ont plus leur place ?

A la suite de certains abondancistes et des futuristes, c'est au tour des politiciens.

Eux aussi sont pleins d'optimisme ; c'est leur métier, ils sont là pour entretenir le moral de leurs électeurs.

Comme les autres, plus que les autres, leurs solutions sont pour demain.

Quant à leur analyse des choses, elle s'apparente plus à la prestidigitation qu'à un examen objectif des faits.

L'un de leurs principaux arguments est significatif à cet égard :

« *Certes,* disent les gouvernants d'Europe (et en particulier les nôtres), *certes, il y a un problème démographique, mais celui-ci ne nous regarde pas ; notre patrie en est à l'abri.*

» *S'il y a sous-alimentation sur terre, c'est en raison des pays du tiers-monde. Aussi notre devoir et nos sentiments d'humanité nous assignent de leur venir en aide* ».

Nous savons quelle est cette aide ; nous savons que les peuples affamés ne voient pas la couleur des secours que la « solidarité » des Européens leur apporte, et que les sommes adressées sont interceptées par les tyranneaux et les roitelets qui règnent sur l'Afrique et l'Amérique latine.

Mais allons jusqu'au fond du problème : avons-nous la possibilité de leur apporter une aide ?

Toute l'humanité, à l'Est comme à l'Ouest, et sous tous les régimes, est régie par les exigences du capitalisme et des cours qu'il instaure.

Or, dans cette économie, l'agriculture est le parent pauvre, chaque nation rêve d'industrialisation et (s'étant muée en une vaste usine) de faire du voisin son potager.

Tel était le cas de l'Allemagne vis-à-vis de la France durant l'occupation.

Tel est le souci de tout chef d'Etat, pour qui le problème économique ne consiste pas à assurer la nourriture de sa population, mais de remplir les caisses.

Ce mépris de la masse rurale est illustré par l'expropriation du Larzac en faveur de la plus parasitaire des institutions.

Faut-il ajouter que cette préoccupation des gouvernants est aussi celle des particuliers qui, sur une même superficie, auront dix fois plus de bénéfice à édifier une usine qu'à conserver un champ ?

Tout cela a amené au point qu'aujourd'hui, ALIMENTAIREMENT, ce n'est plus l'Europe qui vient en aide aux autres continents, c'est tout au contraire les « pays sous-développés » qui nous nourrissent et dont la sous-alimentation a pour raison le dépouillement de leurs vivres au profit de l'Europe.

Si, industriellement, nous pouvons les approvisionner (au prix fort), en revanche dans le domaine alimentaire, ce sont eux qui nous fournissent (et aux prix les plus bas).

Il y aurait beaucoup à dire, du reste, sur la nature des produits industriels que nous leur adressons, constitués en grande partie de matériel de guerre, ce qui ne leur permettra pas de mieux vivre, mais au contraire d'en mourir.

Mais pour me cantonner à l'objet nutritionnaire de ce chapitre, si l'on envisage le problème en dehors des cours plus ou moins fluctuants et arbitraires des diverses monnaies, si l'on calcule en blé, en riz, en agrumes, au lieu de calculer en francs ou en dollars, il faut nous rendre à cette évidence : CE SONT LES PEUPLES SOUS-DEVELOPPES QUI NOUS NOURRISSENT.

Si les autres continents venaient à disparaître, l'Europe serait condamnée à mourir de faim.

Ce sous-développement agricole de l'Europe, que j'ai cent fois clamé et proclamé au cours d'écrits et de conférences, se trouve confirmé par un remarquable article de Paul et Anne Ehrlich (professeurs au département de biologie de l'université de Standford), paru dans *Le Monde* du 13 avril 1972 sous le titre : « *Opulente Europe, trop féconde* ».

Il a été pour moi l'assurance que j'étais dans la bonne voie si j'en avais jamais douté.

« Depuis quelques années, l'accroissement de la population mondiale — l'« explosion démographique », comme on dit — préoccupe de nombreux spécialistes. L'Europe est l'une des régions les plus surpeuplées du monde. Dans la plupart des pays qui la composent la densité de la population y est particulièrement élevée : deux cent vingt-huit habitants au kilomètre carré en Grande-Bretagne (trois cent quatre-vingt-cinq dans la région du Sud-Est de l'Angleterre), trois cent seize en Belgique, deux cent trente-sept en R.F.A., trois cent soixante-dix-neuf aux Pays-Bas, cent soixante-dix-sept en Italie, quatre-ving-douze en France, alors que les Etats-Unis ne comptent que vingt-deux habitants au kilomètre carré, le Mexique vingt-cinq, le Brésil et le Venezuela onze, l'Egypte trente-deux, la Tanzanie quatorze, etc. Pourtant la comparaison de ces taux ne donne pas une mesure exacte des conséquences du surpeuplement de l'Europe. Car ceux qui vivent sur le Vieux Continent tirent en fait — tels des parasites — une grande partie de leur subsistance d'autres pays ou régions : ils ont besoin des richesses de ces derniers pour entretenir leur opulence.

» Ainsi la thèse prétendant que des hommes en grand nombre peuvent vivre dans des petits pays est erronée. Des experts ont dénommé cette thèse le « mythe des Pays-Bas » (The Netherlands fallacy). On se plaît à donner l'exemple des Hollandais ; ils vivent bien sur un territoire restreint, mais leur existence dépend des richesses extraites ou moissonnées dans d'autres pays. On ne tient généralement pas compte de ce fait lorsque l'on parle de la « densité » de la population. Et pourtant. Ainsi la Hollande est, par tête d'habitant, le deuxième pays dans le monde pour l'importation des protéines. Elle achète à l'extérieur 23 % des céréales qu'elle consomme (la totalité de son riz et de son maïs), 77 % de sa laine ; elle importe tout son coton, tout son minerai (fer et non ferreux), son étain, son amiante et ses diamants, tous ses phosphates et sa potasse. La consommation hollandaise d'énergie s'est élevée en 1968 à l'équivalent de plus de 51 millions de tonnes (métriques) de charbon, pour une production à peine supérieure à 28 millions de tonnes.

A l'image des Pays-Bas

» Avec les Américains, les Russes et les Japonais, les Européens sont les principaux consommateurs du globe, mais la partie occidentale du Vieux Continent est à l'image des Pays-Bas, dépourvue de ressources énergétiques et minérales importantes, sauf de charbon, de minerai de fer et de bauxite. Elle est aussi, pour une grande part, dépendante de l'extérieur pour ses importations de protéines (surtout sous la forme de nourriture pour le bétail), de divers produits alimentaires et d'engrais.

» Ainsi les Européens bénéficient-ils, bien plus que la part à laquelle ils auraient droit, de réserves de richesses du monde. En revanche, ils contribuent de manière tout à fait disproportionnée à la détérioration de l'environnement du monde.

» Pourtant malgré sa densité évidente, la population européenne a encore augmenté d'environ 1 % en 1971. A ce rythme, elle serait deux fois plus importante dans moins de cent ans. Certains

signes indiquent néanmoins que cette cadence pourrait diminuer au cours de la prochaine décennie. Mais rien ne garantit que, sans contrôle, le nombre des habitants vivant en Europe va cesser de s'accroître dans un avenir prévisible et, moins encore, qu'il diminuera lentement, ce qui est indispensable pour « libérer » l'Europe de son surpeuplement. En quelques rares pays — la Suède et la Grande-Bretagne notamment — on prend conscience de cette nécessité, mais en général on commence seulement à encourager la planification familiale. La question a été trop longtemps négligée : dans nombre de pays d'Europe, la vente d'articles contraceptifs (pour ne rien dire de l'avortement) est, au mieux, sévèrement réglementée, lorsqu'elle n'est pas interdite.

» Pas plus en Europe qu'ailleurs la planification familiale ne saurait être considérée comme la solution pour résoudre le problème du surpeuplement. Que signifie-t-elle ? Que si les gens ont envie de procréer, c'est de façon délibérée. Le slogan « pas d'enfant non désiré » exprime un but socialement très souhaitable, mais, qu'on le veuille ou non, la cause première du problème démographique posé à l'échelle mondiale, c'est que les gens désirent avoir beaucoup d'enfants.

» Il faudrait, en premier lieu, que les sociétés commencent à appliquer en matière démographique le contrôle qu'en matière économique elles exercent déjà. Une nouvelle éthique du couple doit se substituer à celle qui a prévalu jusqu'ici. Il se devait de n'avoir pas plus d'enfants qu'il n'en pouvait élever, mais aujourd'hui il doit prendre en considération non seulement l'intérêt de sa progéniture, mais celui de la société tout entière. Les sociétés qui sont intervenues — artificiellement — et avec quelle efficacité ! — pour abaisser le taux de mortalité doivent faire le même effort pour abaisser le taux des naissances. Si elles ne le font pas, la nature, tôt ou tard, rétablira l'équilibre en relevant de façon catastrophique le nombre des décès.

» La mise en place d'une politique antinataliste se heurte évidemment à forte partie. Au Pays-Bas, certains hommes politiques, s'inspirant de l'exemple national, soutiennent que la puissance d'un pays est fondée sur l'ampleur de sa population. Des économistes à l'expérience étroite, considèrent aussi, à tort, que la prospérité économique exige une population en croissance. Cependant, ces théories sont appelées à avoir de moins en moins d'influence, à mesure que l'opinion publique prend conscience de la crise grandissante, si l'on tient compte du rapport « population - ressources - environnement ».

» Il est un autre obstacle à la politique antinataliste : l'interdit qu'a jeté l'Eglise catholique sur l'avortement ou sur la contraception « artificielle », et aussi l'influence politique qu'elle a exercée en plusieurs pays pour faire interdire les contraceptifs. Au reste, dans ces pays, le taux des naissances n'est pas généralement supérieur à celui qui est enregistré ailleurs. En revanche ces nations se distinguent par un taux de croissance particulièrement élevé des avortements et des morts ou infirmités qui en sont parfois la conséquence. De nombreux catholiques intelligents et humains s'élèvent contre un tel état de choses, tel le professeur John Hunter Thomas, qui a défendu sa thèse dans une lettre adressée il y a deux ans à son archevêque.

« Il faut, écrivait-il, que l'Eglise affirme que le taux des naissances doit être réglé sans délai sur le taux de la mortalité, en vue d'aboutir à un taux d'accroissement égal à zéro. La responsabilité en incombe à tout le monde, sans considération de race ou de religion. L'Eglise doit admettre et déclarer que tous les modes de contrôle des naissances sont licites ; elle doit placer le bien-être et le bonheur des couples au-dessus des questions de doctrine, de dogme et de droit canon... Il est temps que l'Eglise cesse de se comporter comme un enfant buté qu'il faut entraîner de force dans les réalités du présent ».

Nous souhaitons que le professeur Thomas et tous les amis qu'il compte parmi les catholiques — dans le clergé et en dehors — soient entendus.

L'intervention de l'Etat

» Il est évidemment décisif que les couples puissent disposer des moyens pour contrôler les naissances. Le soutien des gouvernements est d'une grande utilité pour délivrer des articles contraceptifs, fournir des renseignements nécessaires et pour donner la possibilité d'avorter ou de stériliser à qui le demande. Mais ils ont aussi le pouvoir d'enrayer la fécondité excessive par tous les moyens appropriés et acceptables.

» L'intervention de l'Etat n'implique pas forcément une réglementation déterminant le nombre d'enfants toléré dans les familles. Plusieurs pays d'Europe (et aussi les Etats-Unis) encouragent les naissances par des mesures implicites. Les naissances sont favorisées par des mesures diverses,

tel le versement des allocations familiales, même aux ménages ayant les moyens de s'en passer. Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, il suffirait d'offrir aux femmes la possibilité de travailler hors de chez elles pour que le taux de natalité tombe en-dessous du « taux de remplacement » et qu'ainsi, au bout d'un certain temps, une régression lente commence à se dessiner. Si le contrôle de la population est essentiel pour résoudre les problèmes auxquels l'Europe et tout le reste de l'humanité ont à faire face, ce n'est pourtant pas une panacée ; que la croissance démographique soit arrêtée sur-le-champ, les autres problèmes subsisteront ; la misère, les tensions raciales, l'impérialisme économique, la déchéance des villes, la dégradation de l'environnement, la guerre... Mais, quelle que soit la cause défendue, elle est perdue d'avance si l'accroissement de la population n'est pas maîtrisée ».

Déjà en 1919 Herbert Hoover (ancien président des Etats-Unis, dictateur aux vivres) faisait le point :

> *« Sur 450 millions d'habitants que renferme l'Europe, il y a cent millions de plus qu'elle ne peut nourrir sans importation ».* (Cité par Manuel Devaldès, p. 8 de *Croître et multiplier c'est la guerre.*)

Même son de cloche du Britannique R.-W. Inge :

> *« Si nous perdons notre commerce à l'étranger, notre pays sera surpeuplé d'au moins 50 % ».* (Ibid., p. 45).

Ainsi, sur ce premier point essentiel, celui de l'alimentation, le problème reste sans solution.

Partisans de l'abondance, futuristes, politiciens n'y apportent que vues d'avenir, divagations ou vagues promesses.

Devant deux tiers d'humains sous-alimentés, devant l'impossibilité de la moindre solution, je suis en droit de dire que la cote d'alarme d'une surpopulation est non seulement atteinte, mais largement dépassée.

Cette seule constatation pourrait me dispenser d'aller plus loin.

Cependant ce problème primordial, vital, inéluctable de la nutrition serait-il résolu, qu'il en resterait d'autres auxquels il importerait d'apporter une solution ; je prétends ici les envisager un à un.

L'HABITAT

Il ne suffit pas en effet à l'homme d'être assuré de la nourriture ; il lui faut encore s'abriter, et cela avec d'autant plus de confort, de facilités, que la science a apporté de progrès et accompli de découvertes.

Ce problème est-il résolu ?

Nul, même parmi les plus intéressés à dissimuler la vérité, même parmi les plus démagogues ou les plus aveugles, n'oserait le prétendre.

Constatons que, loin d'aboutir à une solution, il s'est aggravé et continue de s'aggraver depuis le début de ce siècle.

Alors qu'avant la Première Guerre mondiale foisonnaient les pancartes d'« appartements à louer », il est aujourd'hui à peu près impossible de parvenir à se loger.

Cette crise ne sévit pas seulement dans la capitale ou les grandes villes, elle est le lot des agglomérations secondaires et même rurales.

L'on pourra m'objecter que, de nos jours, les habitations (villas ou appartements) ne se louent plus mais s'achètent.

En premier lieu, louées ou vendues, ces habitations sont-elles en nombre suffisant pour abriter tous les mal-logés, tous les non-logés ?

En second lieu, dans l'état actuel des choses, le commun des mortels a-t-il la faculté de se procurer ces villas ou appartements ?

Quelle différence y a-t-il entre un bien qu'on ne peut acquérir et un bien qui n'existerait pas ?

Que l'on n'invoque pas les sociétés de crédits, ce serait vraiment trop risible.

Toute l'économie actuelle est basée sur le crédit.

Si la chose a toujours été à l'échelle des hautes tractations financières, elle est pratiquée aujourd'hui au niveau des achats quotidiens des classes les plus pauvres.

Cette évolution s'explique fort bien, si l'on songe qu'elle s'impose à tous les jeunes couples comme la seule possibilité de se procurer un toit. En effet une progression démographique inconsidérée pose de façon aiguë, à tous, le problème de l'habitat.

Dans un monde où il est illusoire de trouver un logement à louer, il ne reste que la solution d'en acheter un, si l'on ne veut pas subir les conditions ruineuses et incommodes de l'hôtel ou la promiscuité

de partager l'appartement de ses parents ou beaux-parents, promiscuité rendue plus sensible par l'exiguïté générale des locaux.

Hors de ceux qui ont eu (comme l'on dit) des parents avant eux, et qui disposent d'une fortune, l'emprunt reste la seule issue.

Au surplus, les Pouvoirs publics auraient vraiment mauvaise grâce à se faire censeurs en la matière, alors qu'eux-mêmes ne pratiquent pas d'autres systèmes et que ce qu'on nomme l'équilibre du budget n'est réalisé que par des expédients : emprunts, souscriptions, etc.

Cependant, en même temps que naissaient ces besoins nouveaux et que s'instituaient ces nouvelles pratiques, on voyait parallèlement s'ouvrir des officines de crédit. Celles-ci, autorisées par l'Etat, exploitaient de façon éhontée les besoins des malheureux en quête d'un toit.

Certains jugeront amorale et scandaleuse cette façon de tirer des traites sur l'avenir ; en vérité ce que l'on juge scandaleux et amoral, c'est que ces habitudes se soient étendues des classes pourvues à l'ensemble du pays.

Peut-on parler de l'immoralité d'une chose quand on reste aveugle à un contexte qui n'est fait que d'immoralités ?

Non seulement ces officines se livraient à une banditique usure, mais, mettant à profit l'ignorance du Français moyen en matière de comptabilité, elles lui présentaient un taux d'intérêt, déjà fort élevé, auquel le malheureux acceptait de se soumettre, alors qu'en réalité il était bien supérieur.

En effet, la somme étant remboursable mensuellement, l'intérêt aurait dû diminuer, chaque mois, des intérêts de mensualités remboursées, alors qu'au contraire le débiteur devait payer, non seulement les intérêts des sommes dues, mais également ceux des sommes remboursées.

Parallèlement (est-il besoin de le dire ?), ces officines de crédit pouvaient prêter à nouveau l'argent qui leur était restitué et, de ce fait, toucher deux fois l'intérêt pour un même capital.

Prenons le cas, par exemple de quelqu'un empruntant 1.200.000 anciens francs, remboursables à 100.000 francs par mois, au taux de 12 %.

Il aurait dû normalement payer ceci :

	Remboursement du capital	Intérêts mensuels	
1er mois	100.000	$\frac{1.200.000 \times 12\ \%}{12 \text{ mois}}$	= 12.000
2e mois	100.000	$\frac{1.100.000 \times 12\ \%}{12 \text{ mois}}$	= 11.000

Soit 1.000 francs de moins d'intérêt mensuellement.

12e mois	100.000	$\frac{100.000 \times 12\ \%}{12 \text{ mois}}$	= 1.000
Total			78.000

Tout au contraire, l'intérêt se trouvait calculé, sans tenir compte des remboursements mensuels, soit :

1.200.000 à 12 % = 144.000 F.

144.000 au lieu de 78.000.

Et 22,15 % au lieu des 12 % annoncés.

On a vu au cours des âges, nombre de bipèdes pendre au bout d'une corde pour beaucoup moins que cela (2).

En dépit de ces prêts (accordés seulement sur de sérieuses garanties), je n'ignore pas que ces immeubles démesurés que l'on édifie sont destinés dans leur plus large proportion à des bureaux et à des administrations.

Sur cette question de l'habitat j'entendais un jour un quidam, dont la prétention était de traiter du problème, déclarer sans rire que la France cultivait le paradoxe d'entretenir une capitale surpeuplée au milieu d'un désert.

Si, comme on le disait plaisamment au début du siècle, les villageois n'avaient jamais quitté leur clocher, cet étrange conférencier me laisserait penser que certains Parisiens n'ont jamais quitté leur capitale.

Le moindre voyage lui eût appris qu'en fait de désert, il y a cent Paris à travers la France, frappés des mêmes maux, et en proie aux mêmes difficultés.

Là, comme pour la question alimentaire, nous attendons les solutions proposées, et comme précédemment elles se résument à de vagues promesses pour d'incertains avenirs.

A supposer qu'elles soient jamais réalisées, constatons qu'elles ne pourraient l'être que par un empiètement des constructions sur les terres cultivables, et qu'en conséquence le problème de l'habitat ne pourrait trouver de résolution que par une aggravation de la faim dans le monde.

---

(2) Ce passage ayant trait aux sociétés de crédits est emprunté à un article que je fis paraître dans *Le Monde Libertaire* nº 128 de janvier 1967, sous le titre : « L'Etat, patron des usuriers. »

L'HYGIENE

Après avoir assuré l'individu et de sa nourriture et de son toit, le rôle d'une société digne de ce nom est de mettre à sa disposition tous les facteurs indispensables à sa santé.

Ils sont de deux ordres : préventifs et curatifs.

Les premiers sont fournis par les espaces verts et les nappes d'eau, indispensables à la vie biologique.

Les seconds sont représentés par les hôpitaux, cliniques, preventoria, sanatoria.

Eh bien, j'accuse formellement les pouvoirs d'organiser la destruction des premiers et de négliger l'établissement des seconds !

Et cette accusation finit par ne plus être qu'une banalité en raison de son évidence.

Chaque jour le béton gagne sur la vie végétale, chaque jour, par soif de gain, par appât de richesses, des promoteurs acquièrent des terres, des bois qu'ils livrent aux bulldozers.

Chaque jour, en dépit de prétendues défenses de la nature et de l'environnement, des dérogations sont accordées, en transgression aux règlements et ministère dont la vocation théorique serait de protéger, et cette nature et cet environnement.

Et, parallèlement, chaque jour, on voit se multiplier les maladies, sur lesquelles j'aurai à revenir plus loin.

Les moyens préventifs, faisant défaut, les moyens curatifs existent-ils ?

Pas davantage : les hôpitaux sont dérisoires.

Deux fois malheur à celui qui, frappé dans sa santé, doit affronter l'administration.

Toutes les tracasseries l'y attendent, pour obtenir (au prix d'interminables questionnaires) un lit dans une chambre surchargée de deux fois plus de personnes qu'il n'était prévu d'en recevoir, et pour languir après des soins qui ne lui sont pas prodigués.

Quelles solutions les pouvoirs pourraient-ils proposer devant le ridicule budget de la Santé publique ?

Mais à supposer une autre politique, consacrée à la vie et non pas à la mort, tout serait-il résolu ?

On invoque le manque de crédits, le manque de personnel, en oubliant d'invoquer le manque de place.

Car dans ce domaine aussi, toute résolution de la question ne pourrait s'accomplir qu'au détriment des autres problèmes.

Chaque hôpital construit ne peut l'être qu'au détriment de l'habitat des particuliers.

Sur ce troisième besoin des hommes : la santé, encore une fois pas de solution.

L'INSTRUCTION

Si le postulat de certains est de surpeupler le globe, encore faut-il donner à ceux qui naissent un bagage de connaissances en rapport avec celles qu'ont accumulées les hommes au cours des siècles, encore faut-il que nos contemporains sachent lire, écrire et compter, et, même qu'ils s'adaptent au savoir toujours croissant de notre époque.

C'est du moins ce que prétendent les pouvoirs publics.

Or, dans le même temps où la question sociale est revendiquée par tous, dans le même temps où l'on

nous abreuve de la formation permanente, dans le même temps où l'on invite les hommes à plus de savoir afin de satisfaire aux exigences techniques d'un monde moderne, l'on assiste, lors de chaque rentrée scolaire, au spectacle risible et désolant de dates reportées en raison de l'absence de locaux, d'élèves admissibles, et refusés cependant faute de place.

Chaque année, avec une régularité cyclique, la presse informe de ce scandale avec indignation ou résignation, selon son caractère.

Dans la Ville lumière, des classes se tiennent dans des cuisines désaffectées où les plus rapides peuvent trouver une place assise. Et cela non dans des institutions particulières, mais dans des « grands lycées d'Etat ».

Dans ce domaine de l'instruction publique, quelles solutions nous offre-t-on ? Comme ailleurs on s'en tient aux promesses, et si des échéances nous sont assurées, nous sommes assurés bien davantage qu'au jour du terme elles seront reportées pour d'autres dates, non moins définies et non moins incertaines.

Reconnaissons cependant que de nouveaux locaux scolaires voient le jour, mais, comme dans le même temps la population augmente, les efforts accomplis sont aussi vains que ceux des Danaïdes condamnées à remplir d'eau un tonneau sans fond.

Même si une solution (à supposer qu'il en existe) était trouvée, elle ne le serait qu'au préjudice des autres problèmes.

De même que chaque hôpital construit ne l'est qu'au détriment des habitations particulières, de même chaque école édifiée ne l'est qu'au détriment des hôpitaux et des espaces verts.

Et force nous est de constater que ce quatrième point, comme les précédents, reste insoluble.

LA CIRCULATION

Nous vivons dans un temps où l'homme circule comme il ne l'a jamais fait.

La rapidité des transports a réduit les distances.

Dans le domaine commercial les échanges sont passés de la région aux différentes régions d'une même nation, puis de la nation à d'autres nations et, enfin, de continent à continent, ce qui explique l'existence, dans tous les pays, des spécialités qui étaient jadis nationales, voire régionales.

Faut-il ajouter que la centralisation des grandes industries, en dépit des efforts que l'on fait pour leur donner une autre forme, oblige au déplacement continuel et quotidien de millions d'individus ? Certains sont éloignés de leur lieu de travail, faute d'habitations proches (voir les paragraphes ci-dessus), en raison aussi du désir de trouver, grâce à cet éloignement, un rythme de vie un peu moins trépident et un repos réparateur.

Il faut également constater qu'en conséquence de cette décentralisation amorcée s'impose une circulation accrue des marchandises.

En effet, la fabrication se faisant à la chaîne, d'une ville à l'autre, les pièces en cours d'usinage doivent être transportées par fer ou par route. Ce procédé serait utilisé par le patronat pour réaliser des économies de locaux, le transport des marchandises étant inférieur à leur stockage.

En ce qui concerne les loisirs, un développement semblable s'est opéré.

Aux prix de revendications et de luttes, les travailleurs ont acquis le droit aux vacances, qui n'étaient voilà un demi-siècle que le privilège de cer-

tains. De plus la semaine de 40 heures a donné à l'ensemble des habitants un repos de fin de semaine de deux jours, ouvrant la possibilité de satisfaire à la curiosité, que ce soit dans le domaine touristique, artistique ou scientifique.

Cette double expansion du commerce et des loisirs a multiplié, dans des proportions incroyables, les besoins des usagers.

Or, pour y satisfaire il existe quatre moyens : les transports par eau, par air, par fer et par route.

Ceux par eau sont surtout consacrés à celui des marchandises, et sont en voie de disparition pour ce qui concerne les transports fluviaux, en raison de la suppression des canaux.

Pour ce qui est des transports maritimes, l'on peut constater leur insuffisance, notamment celui des personnes. Tentez donc de passer vos vacances d'été en Corse, si vous ne vous y prenez pas au mois de janvier.

Il faudrait parler aussi des dégâts engendrés par les carburants utilisés, mais j'y reviendrai dans le chapitre sur la pollution.

La circulation par air, même si on en écarte les prix inaccessibles à la grande majorité, ne peut satisfaire qu'aux besoins d'un petit nombre, du fait du peu de passagers dont elle peut assurer le voyage.

D'autre part, comment l'envisager, sans envisager aussi la superficie des terrains qu'elle exige et les troubles qu'elle apporte dans les agglomérations proches des aérodromes ?

Aujourd'hui, la grande majorité des transports est assurée par fer et par route, et ce sont deux modes de locomotion qu'il importe d'étudier pour déterminer s'ils satisfont à la demande, et s'ils peuvent y satisfaire.

Dans le domaine ferroviaire, qui d'entre nous n'a pas été le témoin du spectacle de ces trains de banlieue aux heures de pointe, où des malheureux sont littéralement entassés, empilés, compressés en vue de se rendre à un travail, où ils arrivent déjà fatigués et dont ils reviennent complètement fourbus ?

Il en est de même pour le métro ; à Tokyo des employés sont engagés pour faire pénétrer de vive force les voyageurs se présentant pour être véhiculés. Si la France n'en est pas encore là, elle s'y achemine avec promptitude et certitude.

Cependant ce serait une erreur de penser que ce surnombre s'arrête aux trains de banlieue et au métro, les trains de grandes lignes ont les mêmes problèmes lors des départs en vacances, où de nombreux voyageurs restent sur le quai, en dépit de trains doublés et de voyages faits debout dans les couloirs.

Si la circulation par fer pose de troublants et insolubles problèmes, plus troublants et plus insolubles encore sont ceux de la circulation par route.

L'on assiste quotidiennement aux embouteillages, bouchons, immobilisation de véhicules, et cela aussi bien sur les routes que dans les villes.

L'on constate et l'on larmoie hebdomadairement sur les accidents de chaque week-end, et l'on se sent pénétré d'optimisme lorsqu'ils n'ont causé que X morts, en diminution sur ceux de la semaine précédente ou comparativement à ceux de l'autre année.

Cela est fort rare, ajoutons-le, et c'est, dans ce domaine une augmentation qu'il faut enregistrer, parallèlement à la fascinante expansion en tous domaines, si chère à nos contemporains.

Comment en serait-il autrement, alors que le nombre des véhicules augmente chaque jour, et avec eux les probabilités de collisions ?

Je ne suis certes pas religieux des statistiques, et encore moins des prévisions qui en découlent ; cependant celles qui suivent me semblent dignes d'attention, et reposent sur une courbe ascendante que les mœurs de nos contemporains justifient en tout point.

Je vous les livre sans autres commentaires :

1963 : 6 millions 400.000 automobiles.
1985 : 20 millions d'automobiles.

Ces prévisions sont tirées de l'ouvrage *Réflexions pour 1985,* de Pierre Guillaumat, présenté par M. Fourastié.

Une pareille progression peut laisser rêveur sur les possibilités de circulation qui attendent nos descendants.

Pour pallier une pareille asphyxie, les têtes pensantes qui nous gouvernent ne sont pas restées en chômage.

La formule est simple autant qu'élémentaire : on élargira les routes et les autoroutes et on en créera de nouvelles pour satisfaire à l'accroissement des véhicules et aux exigences du « progrès ».

Comme toujours cela concerne le futur, et le programme de « ce que l'on fera » est là pour masquer « ce que l'on ne fait pas ».

Rendons toutefois cette justice aux gouvernants qu'ils sont dans l'impuissance à résoudre un problème dont les données varient sans cesse.

Constatons aussi que ces vastes voies : grandes routes et autoroutes, ne résolvent rien ; si elles permettent l'évacuation rapide des véhicules, ce n'est que pour créer d'inextricables bouchons à leurs sorties, notamment lorsqu'elles aboutissent à de grandes villes.

Cela est si vrai qu'il est fréquent de les voir interdites lors de la rentrée des week-ends, pour leur permettre de se décongestionner.

Ce dont sont coupables les hommes d'Etat c'est d'abord d'avoir la prétention d'apporter un remède, ensuite de ne pas remonter aux causes.

Il y aurait dans ce seul domaine des autoroutes tout un chapitre à écrire, en vue de dénoncer le caractère honteusement mercantile du gouvernement.

Celui-ci vend du carburant à des taux usuraires qui conduiraient tout commerçant qui les pratiquerait sur les bancs de la correctionnelle.

Mais l'Etat a un argument de choix : ce prix prohibitif du pétrole et de ses dérivés permet l'entretien et l'accroissement du réseau routier.

Or, quand une autoroute est édifiée, elle est payante.

En d'autres termes l'usager paie deux fois ; d'abord par un prix prohibitif du carburant, ensuite par un droit de péage.

Et, comme si le scandale d'un tel état de fait ne suffisait pas, l'Etat de plus démissionne de ses responsabilités en faveur de particuliers qui, pour les assumer, lui paient une redevance !

Ainsi, il touche de tout le monde, et, après s'être présenté en dieu tutélaire, il donne la preuve de son incapacité, en se démettant des fonctions qu'il avait revendiquées.

N'est-il pas significatif, alors que la Révolution française avait aboli les droits de péage, que ce soit une république qui, 150 ans plus tard, les rétablisse.

Pour conclure, je pourrais constater ici, comme plus haut, que l'élargissement ou la création d'un nouveau réseau routier serait préjudiciable aux établissements scolaires, comme les établissements sco-

laires aux hôpitaux, les hôpitaux à l'habitat et l'habitat aux surfaces cultivables ; mais je me dois de vous mettre sous les yeux, par une statistique, l'importance du problème dans toute son étendue ; les chiffres parlent plus et mieux que tous les discours.

1870 :

Routes nationales	38.300 hectares
Grandes communications	79.700 hectares
Intérêt communal	61.800 hectares
Ordinaires	186.400 hectares
	366.200 hectares

1961 :

Routes nationales et autoroutes ..	80.800 hectares
Départementales	280.000 hectares
Chemins ruraux	690.000 hectares
	1.050.800 hectares

Proportion :

La superficie de la France étant de 550.986 km2, soit 55.098.600 hectares, la proportion du réseau routier était en 1870 :

$$\frac{55.098.600}{366.200} = 150$$

et en 1961 :

$$\frac{55.098.600}{1.050.800} = 52$$

Ainsi, en moins de cent ans, le réseau routier est passé du 150e au 52e de la superficie du territoire.

Que cette croissance se poursuive (ce que tout laisse prévoir) et, dans moins de quatre cents ans, la France ne sera plus qu'un vaste autodrome où il n'y aura place pour autre chose que les véhicules.

LE STATIONNEMENT

Si nos contemporains ont la soif de voyager, et si le mode de vie le leur impose, une autre nécessité est tout aussi impérieuse : celle de s'arrêter lorsque leur but est atteint.

Or, si la circulation exige de la place, le stationnement en exige également, et si le premier problème présente les difficultés multiples que nous avons envisagées plus haut, le second est pratiquement insoluble.

Dans un monde qui ne peut satisfaire aux besoins humains d'habitat, d'hygiène et de scolarité, comment espérer trouver un emplacement pour le stationnement des véhicules ?

Le gouvernement n'a vu là que l'occasion d'accroître son budget par des opérations mercantiles, d'abord en pénalisant les automobilistes pour des infractions rendues obligatoires par la force des choses, ensuite en établissant des stationnements payants sur la voie publique.

A cela s'est bornée son action.

Par ce procédé, affirme-t-on, on dissuadera les automobilistes de faire un usage superflu de leur véhicule.

Ce raisonnement est absolument faux, en réalité ce sont les riches qui pourront s'offrir le luxe de cet impôt déguisé, ce qui créera une ségrégation supplémentaire entre les hommes d'un même pays.

Ensuite, et conséquemment, ce sont les oisifs, ceux à qui elle n'est pas nécessaire, qui pourront utiliser leur automobile, alors que ceux à qui elle serait indispensable seront privés de le faire.

Ajoutons que, compte tenu de tous les métiers pour qui l'usage d'un véhicule est indispensable : médecins, infirmiers, déménageurs, représentants, livreurs, etc., une pareille mesure ne peut qu'amener une hausse du coût de la vie, les frais de stationnement et d'amendes se trouvant répercutés jusqu'au consommateur par l'augmentation des prix ou des honoraires que fixeront les intéressés.

J'entends murmurer que cet accroissement des rentrées diminuera les besoins du trésor public, et que les contributions des particuliers s'en trouveront allégées.

Cet argument est tout juste susceptible de satisfaire le gogo, peu soucieux de s'aventurer dans l'analyse financière sur ce que l'Etat vous prend (et qui est énorme) et sur ce qu'il vous rend (et qui est minime).

Cet argument, qui n'a d'autre valeur qu'un coup de gueule électoral, se montre d'une grande discrétion sur les parkings privés pour l'établissement desquels les municipalités n'ont pas hésité à brader la voie publique, et sur les pots-de-vin qui ont pu s'ensuivre.

Au sujet de ces stationnements payants, il est curieux de constater que, là où ils étaient interdits et considérés comme gênant la circulation, ils deviennent des plus licites, dès lors qu'ils permettent à certains de s'emplir les poches.

Cependant pour décongestionner certains grands centres comme Paris, une proposition a été avancée : laisser son véhicule à la porte de ces grandes villes et poursuivre son parcours en métro ou en autobus.

Celui ou ceux qui ont proposé une aussi plaisante solution semblent avoir omis une double question :

1° Le métro et les autobus pourront-ils satisfaire au surplus de ce nombre de voyageurs, alors qu'ils sont déjà surchargés ?

2° Où les usagers arrêteront-ils leurs véhicules ?

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour savoir que la banlieue limitrophe des grandes villes, et particulièrement de Paris, est plus encombrée parfois que la cité qu'elle ceinture, et l'on pourrait penser qu'avant de faire de pareilles propositions (celle-là n'a-t-elle pas été déposée à la Chambre ?) les intéressés devraient prendre l'élémentaire précaution d'approfondir un tant soit peu le problème.

Celui du stationnement dans son ensemble s'avère sans issue comme les précédents ; mais à supposer qu'on en découvre, l'établissement de parkings ne pourrait avoir lieu qu'au détriment des routes.

Le cycle est bouclé et il n'est plus qu'à remonter à la source.



Résumons-nous.

Il a été envisagé, un à un, les principaux besoins indispensables à la vie de nos contemporains.

Aucun d'eux ne se trouvant satisfait, je peux dire, affirmer, clamer que la cote d'alarme d'une croissance démographique qui a dépassé les limites et les richesses de la terre est, non seulement atteinte, mais largement outrepassée.

Cette analyse nous a de plus démontré, de façon criante et indiscutable, que la résolution d'un des problèmes de cette démographie galopante ne ferait qu'accentuer le caractère insoluble des autres :

Les parkings ne pourraient s'accroître qu'au détriment du réseau routier.

Le réseau routier ne pourrait se développer que par l'aggravation du manque de locaux scolaires.

Les locaux scolaires ne pourraient se multiplier que par un empiètement sur les hôpitaux et les espaces verts.

Les hôpitaux ne pourraient être édifiés et les espaces verts être préservés qu'au préjudice des habitations.

Enfin, les habitations ne pourraient voir le jour sans diminution des surfaces cultivables et sans augmentation de la faim dans le monde.

Ainsi, non seulement il n'y a pas eu de solutions apportées, mais il n'y a pas de solutions possibles dans le cadre de notre système moral, économique, politique et démographique.

Deuxième argument

DE L'ESPACE VITAL DE L'HOMME

L'espace vital est un des arguments les plus usités de la part des nations dans leur politique expansionniste.

Après avoir vanté les vertus d'une démographie nataliste aveugle, ces mêmes Etats réclament, au nom de cette démographie, de nouveaux territoires, qu'ils ne peuvent obtenir sans envahissement ou sans conflit.

Si par cette contradiction des intéressés il est prouvé que l'espace vital d'une nation est un faux problème, puisque engendré par ceux-là mêmes qui s'en plai-

gnent, en revanche l'espace vital de l'individu constitue une réalité.

Il serait illusoire de penser que la mesure de cet espace vital est immuable. Elle varie avec le temps, le mode de vie et le progrès des déplacements.

L'espace vital d'un colimaçon n'est pas celui d'un zèbre, et l'on voit immédiatement s'inclure la notion de vitesse qui, pour l'homme, varie avec les nouveaux modes de locomotion auxquels il parvient.

Pour donner à cette constatation une forme mathématique, on peut dire que l'espace vital de l'homme est représenté par sa surface, multipliée par sa vitesse.

A partir de là, on peut constater qu'il y a cent ans l'homme occupait une surface de 50 cm × 50 cm soit 2.500 cm2, le quart d'un mètre carré, et qu'il se déplaçait à 5 km à l'heure soit un coefficient de 5 × 0,25 = 1,25.

Alors que notre contemporain occupe une surface de 2 mètres carrés (à supposer que les automobiles soient occupées par trois ou quatre personnes, ce qui est rarement le cas) soit huit fois plus que son proche ancêtre d'il y a cent ans, et tandis que celui-ci se déplaçait à 5 km à l'heure, l'automobiliste établit de nos jours une moyenne de 60 km soit 12 fois plus.

Son coefficient est donc de 60 × 2 = 120.

Quatre-vingt-seize fois plus.

Et, si l'on considère que dans le même temps la population du globe s'est multipliée par trois, l'on est en droit de dire que nous sommes 288 fois plus nombreux sur le globe que ne l'étaient nos arrière-grands-parents.

Cette évidence n'est pas acceptée par tous et deux contradictions fondamentales s'y opposent.

La première est, qu'à l'inverse de ce que j'affirme, l'on peut considérer que, pour accomplir le parcours de Paris à Bordeaux, une automobile n'occupera la route que quelques heures, alors qu'un piéton l'encombrera pendant 12 fois plus de temps, soit plus d'une semaine.

Toute la question est de savoir s'il faut considérer la distance ou le temps mis à la parcourir.

Or, je prétends que si l'on veut faire un examen réel et non théorique du problème, il faut faire une comparaison, non du temps que mettraient une automobile et un piéton à parcourir une même distance, mais de la distance qu'ils parcourront dans le même temps.

En effet, pour que je n'imagine pas le premier problème comme une vue de l'esprit, il faudrait que vous me présentiez le phénomène qui va pédestrement de Paris à Bordeaux, alors qu'il y a cent mille personnes qui font le voyage en automobile.

La seconde objection n'est pas plus sérieuse.

Elle prétend, qu'en raison même de sa vitesse, une automobile dégage rapidement la place qu'elle occupait.

Là aussi, il importe de raisonner véritablement, et non de nous livrer à un automatisme de raisonnement qui relèverait du sophisme.

Si je peux, sans témérité, marcher à un mètre d'un piéton, devant ou derrière lui, je ne saurais sans risque garder la même distance vis-à-vis d'un véhicule roulant à 100 ou 120 à l'heure (vitesse qu'il doit atteindre s'il veut observer une moyenne de 60 km ; cela en raison des traversées de villes, des bouchons, des feux rouges, des passages à niveau et de toutes autres causes de ralentissement ou d'arrêt).

Je dois donc ajouter à la superficie même de la voiture celle de la marge de sécurité, aussi bien derrière que devant elle, ce qui multiplie cette surface par trente.

Notons encore, qu'à l'inverse de celui des automobiles, le déplacement des piétons n'exige pas le tracé de routes et d'autoroutes, dont nous avons chiffré l'importance et le danger dans la première partie de ce chapitre, et signalons encore qu'utilisé ou pas de façon permanente, ce réseau routier est un péril terrible, par l'empiètement qu'il gagne chaque jour sur le reste du territoire.

Comment du reste ne pas reconnaître ce problème de l'espace vital ? Comment ne pas considérer la promiscuité qu'il entraîne et les conflits humains, individuels ou collectifs, qui en découlent ?

Le chapitre suivant, qui s'efforcera de se pencher sur les conséquences suicidaires de l'accroissement nataliste, sera amené automatiquement et ogligatoirement à l'examen du rapport des hommes, et, dans leurs maux et leurs conflits à dénoncer ce facteur qu'est l'espace vital, insuffisant pour chacun d'eux, aussi bien sur le plan biologique, où l'assouvissement de ses besoins humains lui est refusé, que sur le plan psychique ou ses aspirations restent insatisfaites.

La vérité est que l'environnement fait à l'homme n'est plus à la mesure de l'homme.

Chapitre III

CONSEQUENCES DE LA SURPOPULATION

L'accroissement des habitants sur notre planète est lourd de conséquences en tous les domaines.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Il faudrait être aveugle pour ne pas concevoir que toutes variations aux données d'un problème conduit inéluctablement à des solutions différentes et, plus encore, que ce qui est résolvable primitivement peut cesser de l'être en raison des impératifs imposés par les adjonctions apportées à l'énoncé.

Ces impératifs sont difficilement niables, et nul ne songe à les contester.

Les partis politiques, les organismes officiels eux-mêmes proclament la nécessité, l'urgence, « l'indispensabilité » de les résoudre, sans consentir pour autant à envisager s'il existe des solutions possibles à ces divers problèmes, dans un monde voué à une démographie galopante.

L'un de ces impératifs sur lequel le gouvernement a fait le simulacre de se pencher, et auquel il a consacré un ministère, est celui de l'environnement, dont découle ou devrait découler la lutte contre la pollution.

LA POLLUTION

Les sources de la pollution sont diverses, sans que ces causes soient isolées les unes des autres.

Elles peuvent être divisées en deux grandes catégories :

Mode de vie des sociétés à forme industrielle.
Quantité de la population.

Il n'est pas niable que plus les hommes évoluent, et plus augmentent les formes de destructions des réserves planétaires.

Outre cette déprédation de la nature, imposée par les nécessités d'une civilisation en perpétuelle accession au confort s'adjoignent des motivations qui ne relèvent pas des besoins biologiques, industriels ou même culturels des hommes, mais de la soif de profit d'une société pour qui l'expansion n'apparaît pas selon une nécessité vitale de l'individu, mais comme une source de bénéfices.

Il importe de dénoncer le caractère d'entité métaphysique de cette société, et la forme quasi religieuse de cette expansion, dont on prétend nous imposer la loi sous le nom pompeux de « progrès ».

Il importe encore de dévoiler que, derrière l'anonymat de ces grands mots, se camouflent de sordides profits particuliers, qui n'ont pas le moindre souci d'un mieux-vivre de l'individu (seul progrès indéniable) mais seulement celui de s'emplir les poches.

Or, pour satisfaire aux besoins de cette expansion, il faut que soit développé, organisé, mondialisé un immense gâchis, sur lequel repose la prospérité du commerce.

Comment la pollution n'en serait-elle pas l'aboutissement ?

Par les lignes qui suivent je voudrais m'efforcer de faire toucher du doigt, à tous, cette aggravation de pollution, dont nous sommes à la fois victimes et complices.

Résumons-la d'un mot : pour permettre les profits sur lesquels repose notre société, l'homme doit vivre dans un éternel état provisoire.

Certes, je sais que ce caractère est inhérent à notre condition humaine ; cependant tout notre effort ne doit-il pas tendre à nous permettre de nous installer dans la vie ?

Même le lieu provisoire où nous devons faire halte est aménagé par nous selon nos besoins et nos goûts, a fortiori devrait-il en être aussi de notre existence tout entière.

Tout au contraire l'on voit l'homme vivre dans l'attente d'un perpétuel devenir.

Durant des millénaires, il a sacrifié son présent au mirage d'un futur incertain où, dans un autre monde que celui où il vivait, devait lui être promis un état idéal.

Depuis lors la religion a marqué le pas, perdu du terrain, et, même chez ceux qui la pratiquent encore par habitude, le souci de leur place dans un hypothétique paradis est une préoccupation des plus secondaires.

Cependant, aujourd'hui comme hier l'homme est « esclavagé » par la notion de l'avenir.

Alors que les villes se développaient lentement, au rythme des siècles et de l'accroissement des besoins humains, alors que les meubles des hommes duraient une génération, sinon plusieurs, l'on peut constater que nos cités sont un éternel chantier, que les maisons à peine construites sont mises à bas pour faire place

à de nouvelles bâtisses, que les appartements, à peine meublés, sont rénovés par d'autres mobiliers.

L'on peut constater encore que les emballages prennent une place de plus en plus grande dans la fourniture des objets les plus divers, et que ceux-là ne sont pas réutilisés.

L'appellation « verre perdu » est le symbole même de cette soif de détruire par soif de profit.

Alors qu'une bouteille vide était employée des années, voire des lustres sauf accident, on en a changé la forme et frappé l'ancienne de désuétude, les contenants ne pouvant être récupérés monétairement par ceux qui en étaient possesseurs ; puis, la chose ne suffisant pas, on a instauré la formule « verre perdu » selon laquelle on les brisera pour le plus grand préjudice de l'environnement. Si les contenants sont de matière plastique, ils pollueront l'air s'ils sont brûlés, et la terre s'ils sont enfouis.

Les gouvernements se sont-ils jamais souciés de cela ? Et le ministre chargé de la défense de la nature et de la vie a-t-il jamais attiré l'attention sur ce fait, et pris la moindre mesure à ce sujet ?

C'est l'inverse qui se produit.

Les hommes au pouvoir, en dépit de leurs programmes électoraux et des vagues allusions faites au danger de la pollution et à la défense de l'environnement, collaborent à la destruction de celui-ci.

Je n'en citerai qu'un exemple :

Pour l'évacuation des ordures ménagères, on employait depuis toujours des poubelles qui, non seulement servaient des années, mais dont les débris (lorsque ces récipients étaient inutilisables) constituaient un engrais chimique, comme tous les corps ferreux.

Ces poubelles ont été supprimées en bien des localités et, sous prétexte de progrès, remplacées par des sacs en plastique, naturellement irrécupérables, lesquels contribueront à l'aggravation de la pollution dans le monde.

Pourquoi ?

Sans parler des pots-de-vin possibles dont ont pu bénéficier les édiles, et les choses étant mises au mieux pour le repos de leur conscience, ils ont pensé que ce gâchis supplémentaire permettrait à certains de « travailler » et ajouterait à la « prospérité » de l'industrie.

Nous sommes devant ce perpétuel dilemme dans un monde basé sur de faux objectifs :

Ou opter pour des mesures humaines et relevant de l'intelligence qui conduiraient l'actuelle économie à sa perte ;

Ou se montrer les défenseurs de cette économie, par les mesures les plus stupides et les plus suicidaires pour l'espèce humaine et son avenir.

Une autre forme de destruction de la nature est dans le nombre astronomique de prospectus : journaux, revues publicitaires dont s'emplissent chaque matin nos boîtes aux lettres. Plus ils sont stupides, plus ils sont généreusement et gratuitement diffusés.

Ce sont des forêts quotidiennement détruites que, chaque jour, brûlent ou jettent nos contemporains.

En ce monde bétonné où l'arbre est un anachronisme, quel souci pourrait-on en prendre, que sa destruction préside à la diffusion de revues insanes, à la multiplication de publicité mercantile, ou que sa mise à mal ait pour objet la fabrication de meubles dont la mauvaise qualité est indispensable à leur renouvellement, et par conséquent au fonctionnement de l'économie sous tous les régimes existants ?

Est-il besoin d'ajouter que ce gâchis est général pour tous les objets, et qu'aujourd'hui, au lieu de se livrer à leur réparation ou remise en état, on les remplace purement et simplement ?

Enfin, l'un des facteurs les plus importants (sinon le plus important) de la pollution universelle est l'armée, et l'on sait que dans tous les pays et sous tous les systèmes elle est toute-puissante et que les pouvoirs sont à ses ordres.

Il est plaisant de constater que toutes les forces actives du pays sont les nourricières de cette institution parasitaire.

Serait-ce une loi de la nature de voir le chêne alimenter de sa sève le gui qui le tuera, ou les passereaux nourrir les coucous qui les supprimeront lorsqu'ils seront adultes ?

L'armée dont le rôle est de détruire en temps de guerre se doit d'entretenir ses instincts malfaisants en temps de paix.

Elle constitue un danger permanent pour tout ce qui relève de l'intelligence et de la vie tout court.

Elle aspire à s'emparer de ce que la nature a produit de plus remarquable, non pour en jouir, l'aménager, en rehausser la beauté, mais au contraire pour l'anéantir.

Elle aspire à se faire octroyer les monuments les plus extraordinaires, les demeures les plus en vue pour en faire des casernements, des chambrées peintes à la chaux, que maculeront les souliers cloutés et que décoreront les graffiti.

Hier c'était Versailles dont les dépendances du château hébergent des régiments, Fontainebleau dont une aile du Palais est livrée à la soldatesque et dont la forêt sert de champ de tir ; en Bretagne c'était l'Ile-Longue, c'était Coëtquidan aux pierres admirables,

livrées à la soif destructrice de l'armée et à son artillerie ; c'était aussi le plateau d'Albion dans le Vaucluse.

Ces outrages à la nature et aux chefs-d'œuvre ne lui suffisant pas, c'est le centre et le midi de la France qui sont aujourd'hui l'objet de sa convoitise.

C'est le Var dont le dizième du département vient d'être accaparé par ses troupes, et dont 35.000 hectares de forêts, de vallées et de terres cultivables sont livrés à sa fringale de destruction.

C'est le terrain militaire d'Avon, dans les Deux-Sèvres, dont les projets d'extension opposent les paysans (une quarantaine de fermiers) à l'administration militaire. Comme au Larzac il s'agit de prairies naturelles, uniques, irremplaçables.

C'est enfin le Larzac lui-même, où, malgré une protestation mondiale, un tribunal aux ordres vient de débouter les paysans (qui travaillent) au profit de l'armée (qui ne produit rien), verdict sur lequel la presse d'information (sic) s'est montrée d'une discrétion allant jusqu'au silence, notamment de la part de notre indépendant O. R. T. F. dont le respect des « chers auditeurs » ne va pas jusqu'à les entretenir de faits aussi insignifiants et dont la soumission aux ordres de la dictature militaire ne va pas jusqu'à les enfreindre.

Et dans le même temps où l'armée envahit la nation, multiplie le chômage, dépossède les travailleurs, détruit les œuvres d'art, on se plaindra de l'accroissement de la pollution et de la destruction que les manœuvres engendrent, on se plaindra de manquer de locaux pour les musées, les expositions, les conférences, les troupes théâtrales ou les concerts, on se plaindra du manque de crédit en faveur des œuvres sociales, on chicanera sur les diminutions d'horaires

de travail, sur les augmentations de salaires, sur l'avancement de l'âge de la retraite et sur la possibilité de la poursuite des études.

Mais le chancre militaire ne se limite pas aux frontières de l'hexagone, le cancer se généralise.

Au nom du progrès, les expériences atomiques sont multipliées (inoffensives nous dira-t-on) ; tellement inoffensives que leurs auteurs préfèrent les commettre aux antipodes que sur leur territoire.

Inoffensives ?

Si l'on s'adresse à un homme doté de connaissances au lieu de s'adresser à un militaire, si l'on prend l'avis d'une intelligence au lieu d'avoir recours à un politicien, le ton change du tout au tout.

Il est vrai que ce n'est là qu'une hypothèse, et que l'information écrite ou parlée est aussi strictement fermée aux savants et aux intelligences qu'elle est largement ouverte aux ignorants et aux militaires.

Par la toute-puissance de ces derniers, chaque jour l'atmosphère de la planète est un peu plus polluée, chaque jour les réserves de ce monde : terres cultivables, planctons, se trouvent diminuées, quand ce n'est pas anéanties, chaque jour l'humanité se trouve un peu plus menacée d'un suicide universel.

Du fait de ces multiples pollutions, des cités sont pratiquement inhabitables, et leurs occupants ont l'alternative de les fuir ou de vivre dans des conditions intolérables.

C'est le cas de Bellerive, aux abords du Havre, qui reçoit les effluves et fumées des ordures ménagères brûlées de l'autre côté de la Seine à Le Hode.

C'est le cas de Pont-de-l'Arche dont la proximité d'une usine, édifiée en plein champ, voile le ciel d'une

fumée sulfureuse, même par les temps les plus radieux, et rend l'air irrespirable.

C'est le cas de localités comme Ablon, Villeneuve-le-Roi et Orly, dont certains quartiers sont assourdis quasi continuellement par le bruit intolérable des avions (Or, l'importance des trafics, sans parler de l'aviation militaire, correspond-elle à des besoins réels, ou n'a-t-elle par pour objet cette fébrile et négative agitation humaine, basée non sur la coopération et le besoin, mais sur la concurrence et l'inutilité ?).

En un mot comme en cent la pollution n'est qu'une conséquence inéluctable du système dans son entier, et la résolution de sa disparition et des problèmes que pose son existence dépend de la révision intégrale du mode de vie que la société nous impose.

Il serait pourtant injuste et faux de ne pas constater et reconnaître que des actions privées sont entreprises pour lutter contre la pollution et ceux qui l'organisent et la développent.

Mais il n'est pas moins honnête de reconnaître et constater que ces initiatives personnelles n'ont qu'un caractère d'exemplarité, et que c'est toute la société qu'il faut remettre en cause.

A ce sujet nous croyons de notre devoir de signaler ce qu'a entrepris un groupe de jeunes, de ces jeunes à cheveux longs, en qui l'opinion bien pensante ne veut voir que des oisifs et des voyous.

En vérité, tous ceux qui nous inondent de discours, et nous gobergent de formules pourraient aller prendre des leçons auprès de ceux-là.

Je ne saurais mieux faire que de reproduire ici l'article que Jean Rambaud (*Le Monde* du 16 août 1973) leur consacre :

« La rencontre des jeunes à Brasparts (Finistère) : de la défense de la nature à la contestation de la société. »

« Brasparts. — Aucun patronage officiel n'a manqué à la 28e assemblée générale de la Fédération internationale pour l'étude et la conservation de l'environnement, réunie à Brasparts (Finistère) du 1er au 13 août. La section française Jeunes et Nature, qui accueillait cette année les délégués d'une trentaine de nations, est elle-même agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports et reçoit, par ailleurs, l'aide du Fonds français pour la nature et l'environnement.

» Le programme de ces journées comporte sur toute une page la liste des « parrains ». Cela va du Conseil de l'Europe au maire de Brasparts en passant par l'UNESCO, le French Ministry of protection of Nature (langue du travail : l'anglais), les ministères des Affaires étrangères, de la Jeunesse, etc.

» Assemblée, donc sage et conforme ? Pas tout à fait... Représentants de garçons et de filles de tous les pays — de treize à vingt-huit ans, — nombre de ces jeunes gens sont des extrémistes tranquilles. Dans la grande salle du collège de Brasparts, présentant études, rapports, statistiques austères, ils ne haussent jamais le ton, mais bien des poches sont bourrées d'explosifs. S'occupant, au départ de ramasser les papiers gras en forêts ou de « tendre des perchoirs aux petites pattes » des oiseaux, ils en arrivent — toujours tranquilles — à la nécessité de faire sauter en bloc toute la vieille société de consommation. Certes les attitudes ne sont pas uniformes. On l'a bien vu, par exemple, quand le délégué soviétique s'est « désintéressé » de la condamnation des essais nucléaires français. Cas limite. Mais il est certain que Polonais et Espagnols n'ont pas la même façon de contester que Britanniques ou Français et que les problèmes des Hollandais, à l'étroit sur leur territoire, ne ressemblent guère à ceux des Tanzaniens. On découvre aussi que les mêmes mots ne recouvrent pas toujours les mêmes choses et que, lorsque tout le monde use d'une sorte de « basic », pratique en apparence, personne finalement ne peut s'exprimer tout à fait. Reste encore que certaines délégations ont une stricte vocation d'étude de la nature, alors que d'autres s'attaquent d'abord aux problèmes de civilisation. Voilà pour quelques différences. Cela dit, elles s'effaçaient devant un amour commun de la nature et une volonté militante ; elles n'ont pas entravé la marche des travaux, sérieux, concrets. Ces jeunes assurent ne pas avoir le goût des phrases.

La planète parc national

» Pour ces treize jours, la grande affaire était le symposium sur les parcs nationaux. Que sont-ils ? Quelles sont leurs limites ? Apportent-ils une solution à la pollution généralisée ? Quelle attitude doit prendre à leur égard la Fédération internationale ? La réponse, après travaux, est contenue dans la résolution qui n'est pas indulgente. Les rapports préalables faisaient déjà apparaître une méfiance certaine contre ces réserves qui peuvent servir d'alibis aux gouvernements pour continuer à polluer allégrement « tout le reste ». « C'est toute la planète, disait le président

de la Fédération, qui doit être proclamée parc national ».

» Au passage, le secrétaire général de Jeunes et Nature établissait une distinction entre les parcs régionaux et nationaux en France. Les parcs nationaux, avec leurs défauts — et d'ailleurs tributaires de l'environnement général — peuvent constituer des réserves d'un intérêt scientifique certain. Le parc régional, lui, n'a pas droit à cette appellation, dans la mesure où il n'est qu'une forme particulière — d'autre part critiquable — de l'aménagement du territoire. Problème purement français qui n'a pas provoqué une « discussion internationale », mais qui intéressait les délégués dans la mesure où, réunis à Brasparts, ils ont parcouru et étudié le « parc régional d'Armorique... dont la réserve animale présente parmi la typique faune bretonne un mouflon de Corse ». (Rires et applaudissements.)

» Mais au-delà des définitions, recherchées avec une rigueur certaine, l'assemblée en venait aux activités, à l'action. Très vite apparaissait le lien qui unit les soins donnés à une nichée d'oiseaux et le vaste propos d'abattre une société vouée tout entière au gaspillage et à la pollution : c'est l'appel à la responsabilité individuelle. Ne pas s'en remettre à de vastes programmes abstraits, mais commencer par agir soi-même. Un « code » de comportement quotidien — édité par Jeunes et Nature — affirme en préalable : « Cessez de croire que les dommages que vous causez au milieu naturel sont insignifiants par rapport à ceux que font les autres ».

» Dans cette petite phrase tient peut-être l'essentiel de ce qui fait l'importance et l'originalité

d'un mouvement Jeunes et Nature encore mal connu en France, malgré ses six mille membres et ses cinq cents clubs. (« Nous recherchons moins le nombre, disait le secrétaire général, que la qualité du militant »). Les parrains officiels, qui « renvoient ces enfants jouer dans leur coin après avoir répondu benoîtement oui-oui à leurs revendications » pourraient être surpris un jour par les résultats de cette action en profondeur : parallèlement à une information donnée par exposés, colloques et discussions, des actes précis sont proposés aux jeunes et les engagent.

» C'est le contraire d'idées « distribuées » et dispersées aussi vite. Quelques opérations spectaculaires ont un peu fait connaître Jeunes et Nature au grand public : la campagne qui a noyé la propriété d'un fabricant sous un flot de ses propres emballages polluants, apportés ou expédiés par des milliers de jeunes, ou encore le stand subversif ouvert au salon de l'environnement — à la Porte de Versailles, en 1972 — rebaptisé par eux « Salon des pollueurs ».

Trop de tout

» Il ne s'agit là que de la partie visible de l'iceberg. Au-dessous il y a cette volonté permanente de faire surgir, par un autre comportement, une mentalité nouvelle qui conduira à sa perte la « société de consommation » rejetée globalement. Les « commandements » s'accrochent aux détails et paraissent dérisoires : « Utilisez le moins souvent possible des sacs en plastique. Lavez-les et réutilisez-les plusieurs fois. Ne vous laissez pas imposer la fausse nécessité des gadgets élec-

triques du genre brosses à dents ou couteaux à viande. Eteignez les lampes qui ne vous sont pas nécessaires ». Puis ils développent leur logique : « La nourriture, l'électricité, l'essence de votre voiture, l'eau du robinet sont des ressources limitées ». En abuser, c'est épuiser la nature, c'est entrer dans le délire de la surproduction vaine. Et, enfin : « Pensez aussi à l'expansion démographique. Donnez l'exemple. N'ayez pas plus de deux enfants ». Ce monde devient invivable parce qu'il y a trop de tout, et pour commencer, trop d'hommes.

» Pour nous, disent-ils, la protection de la nature est une manière d'être, de vivre, de penser, une morale, un civisme. Malgré le dogme de l'expansion, le tabou de l'industrialisation, et la foi dans le progrès, il importe de restreindre la surconsommation spectaculaire afin que cessent la surexploitation et le gaspillage continuels des ressources naturelles ».

» Aïe, parrains ! Ces enfants calmes qui donnent à manger aux oiseaux — et qui veulent déjà remplacer le service militaire par un service de l'environnement — bourrent aujourd'hui leurs poches de pétards à retardement. Objectif : « Casser la baraque ».

Tout cela peut paraître partiellement éloigné du problème démographique, et pourtant devrait s'y rattacher par cette seule interrogation : « *Dans un monde ainsi géré, doté d'aussi criminelles institutions, où chaque nouveau-né est un condamné à mort en puissance, comment peut-on songer à peupler un pareil asile d'aliénés, et, plus encore, à le surpeupler ?* »

Cependant, sans même envisager le démentiel système que nous vantent gravement et calmement ministres et chefs d'Etat, il nous appartient de dénoncer la seconde cause de pollution : L'EXCES DE LA POPULATION TERRESTRE.

Je ne reviendrai pas sur l'évidence de cette surpopulation, dont le deuxième chapitre de ce livre établit la démonstration, me contentant d'en énumérer les effets.

Il est de toute évidence que le gâchis causé par chaque individu est multiplié par le nombre d'individus.

Il est non moins indiscutable que la pollution qui en découle, et qui serait insignifiante si les produits toxiques employés l'étaient en quantité minime, devient générale et d'un danger universel, dès lors que la population est nombreuse et que ces poisons se trouvent multipliés par le nombre d'habitants les utilisant.

La liste en serait fastidieuse, et va du détergent ménager aux gaz dégagés par les véhicules et les usines.

Sur ce thème, à propos de la conférence internationale sur la pollution d'origine tellurique des mers, tenue le 17 septembre 1973 à Paris, Monsieur Olivier Le Faucheux (alors chef du département de la lutte contre la pollution) devait reconnaître :

> « *Les toxiques rejetés sont innombrables, leurs actions mal connues rarement spectaculaires, et d'autant plus difficiles à mettre en évidence que les rejets des industries s'effectuent souvent à quelque distance du littoral, soit dans un cours d'eau, soit dans le réseau d'assainissement général des agglomérations : ainsi, intimement mêlées, ces catégories d'effluents sont impossibles à dissocier* ». (*Le Monde,* 15 septembre 73.)

Je passe ici sous silence les expériences qui devraient disparaître avec un changement social et l'avènement d'un monde civilisé, auquel l'humanité ne pourra accéder que dans la mesure où elle réduira sa prolifération démentielle qui la conduit inéluctablement à la guerre et à sa préparation.

Nous avons chaque jour la preuve visuelle de la pollution qui découle de cette surpopulation, et cela aussi bien à la campagne que dans les villes et quels que soient les éléments : champs, forêts, étangs ou rivières ; ce sont des cités jonchées d'ordures, de papiers, d'emballages abandonnés sur la voie publique, ce sont des sites admirables dénaturés par le passage de nos contemporains, ce sont des mares et des étangs envahis de détritus, ce sont des rivières charriant des masses mousseuses et des poissons morts, produit du déversement des cités et des usines de leurs immondices, ce sont des lieux sacrifiés aux exigences d'une population qui ne trouve plus sa place sur la planète.

Même dotés d'une éducation nouvelle, même ayant opéré une prise de conscience du respect dû à l'environnement, nos contemporains ne pourraient éviter cette pollution qui découle de leur nombre.

Le problème ne peut être résolu que par une ségrégation réservant à une minorité les richesses et les beautés de ce monde, en en privant le plus grand nombre, ou par une diminution des naissances.

LA SANTE

Comme tout autre problème, celui de la santé dépend de causes multiples.

Parmi les atteintes qui lui sont faites, la pollution (ci-dessus traitée) constitue indéniablement l'un des

périls les plus grands dont cette santé se trouve menacée.

Nous l'avons vu plus haut, l'équilibre humain dépend de moyens préventifs et de moyens curatifs.

Notre objet est d'établir ici que l'insuffisance des uns et des autres n'est pas sans rapport avec la surpopulation du globe.

Les facteurs préventifs sont dispensés par les espaces verts, par les eaux limpides et pures : étangs, lacs, rivières.

Or, nous l'avons déjà vu, les espaces verts sont sacrifiés à l'édification d'habitats, les étangs sont asséchés pour permettre la construction de nouveaux blocs de béton, les cours d'eau et canaux sont encastrés, soit pour servir au tout-à-l'égout, soit pour permettre la mise en place de routes, d'autoroutes ou de parkings. Ceux qui échappent à ce massacre sont souillés par les agglomérations et plus encore par les usines qui y jettent leurs déchets de tous ordres.

Car, malgré leurs protestations, les pouvoirs publics ne font rien pour mettre un frein au danger que la pollution fait courir à la santé.

Non seulement ils ne font rien en faveur de cette santé, mais ils prêtent un concours (non désintéressé) à ce qui peut lui nuire.

Dans un même journal (*Le Monde* du 15 septembre 1973) je relève deux articles ; le premier consacré à l'Aménagement du territoire, où l'on apprend l'augmentation de son budget :

> « *Pour les seuls investissements nouveaux (11 milliards 850 millions de francs), la progression est de plus de 11 %. A cet égard, le ministère de l'Aménagement du territoire restera sans doute en 1974 le deuxième* « *grand* » *ministère après celui des Armées* ».

Malgré cet accroissement des crédits (payés par le contribuable) l'Etat, ce mauvais gestionnaire, ne pourra faire face aux exigences des responsabilités qu'il prétend assumer, comme en témoigne cet autre paragraphe :

« Les dépenses consacrées aux secteurs qui relèvent de l'autorité de Monsieur Olivier Guichard ne figurent cependant pas toutes dans le budget de son ministère. Pour les routes et les autoroutes, par exemple, il faudrait y ajouter, en 1974, 2 milliards 650 millions d'emprunts et 600 millions de concours. Pour les ports, 520 millions d'emprunts. Pour le logement, les crédits inscrits dans le budget du ministère de l'Economie et des Finances (bonification, Crédit foncier, etc.).

» Dans le projet de budget, une priorité, sans doute encore trop timide, a été donnée à l'urbanisme ».

Le second article est plus précis et sort des généralités envisagées par un budget, sujet à des fluctuations et à des détournements de fonds.

Il s'agit des espaces verts d'Alençon qui opposent, d'une part, les habitants déterminés à sauvegarder cette aire de détente, *« la dernière chance de voir le gazon gagner sur le béton, dans un ensemble qui, prévu pour 1.600 logements en compte déjà 1.800 »*, et, d'autre part, les promoteurs qui ont obtenu de la municipalité le permis de construire.

Pour compléter ce guignolesque scénario, le rôle d'arbitre est confié à l'Etat, qui louvoie, et, comme toujours, donne des assurances à tout le monde, en attendant de noyer le poisson.

Même problème pour la mer qui est aujourd'hui polluée par le mazout et par bien d'autres ingrédients, au détriment de la salubrité qu'elle pourrait

fournir aux hommes, indépendamment des dommages causés à sa flore et à sa faune, notamment en ce qui concerne les parcs de mollusques : moules, huîtres, etc.

Ces atteintes à la santé sont relativement superficielles si on les compare à celles causées par les expériences atomiques qui, d'une part, détruisent les planctons marins, source de vie des poissons (et réserve alimentaire de l'humanité, nous dit-on), d'autre part rendent dangereuse la consommation de la faune marine qui se trouve contaminée.

Ainsi, sur ce premier point, celui des facteurs préventifs, l'on ne peut que constater leur dégradation grandissante.

L'on pourra s'indigner, ici comme précédemment, des mesures exceptionnelles obtenues par d'importantes sociétés industrielles et immobilières, quand ce n'est pas par la toute-puissante et toute-malfaisante armée.

En vérité, malgré toutes ses déclarations en faveur des espaces verts, le seul bilan de cette république de l'escopette est d'avoir renouvelé la forêt de Bondy, par les heureuses dérogations consenties aux grands magnats de la construction.

Encore une fois, à supposer une société rénovée, mais qui ne consentirait pas à envisager le problème démographique, la pollution engendrée par l'habitat et les industries nécessaires aux besoins des hommes poserait, sans réponse, la question d'une population trop importante pour une planète trop restreinte pour en accueillir le surplus.

En dehors des motifs mercantiles qui poussent certains à créer des produits parfaitement inutiles, constatons que l'accroissement démographique justifie et parfois nécessite cette prolifération d'industries

et de commerces, dont la nocivité est évidente, tant par les exigences de la fabrication que par les dangers des produits obtenus.

Nous abordons ici un autre facteur préventif : celui de notre alimentation.

En vue de satisfaire aux besoins humains, il a fallu envisager des rendements accélérés dans le domaine alimentaire : poulets aux hormones, bœufs rendus au poids adulte en des temps limités, engrais chimiques pour la pousse intensive des légumes, dénaturation du pétrole à des fins nutritives. Autant de procédés qui ont développé les maladies, par les corps cancérigènes introduits dans notre organisme, et dans un monde surpeuplé, ces modes de nourriture sont une nécessité.

De pareils dangers sont connus et reconnus, ce qui ne nous empêche pas d'apprendre (*Le Monde* du 16 août 1973) :

« *Pour pallier la pénurie du soja, le gouvernement poussse à l'introduction de l'urée dans l'alimentation des bovins* ».

Et l'article se termine par cette conclusion :

« *Cette méthode évidemment séduisante rencontre cependant quelques difficultés d'application, car un excès d'urée, ingéré directement par l'animal, peut provoquer des troubles (urémie). Il faut donc constamment faire attention à la quantité d'urée mise dans l'alimentation animale. C'est pourquoi l'adjonction d'urée est peu utilisée en France actuellement* ».

Et il existe, paraît-il, un ministère de la Santé ! ! !

Mais y a-t-il de quoi nous étonner, lorsque nous apprenons que le gouvernement dispose de procédés

antipollution, soigneusement « occultés », faute de crédits :

« *Si aucune action spécifique,* remarquent les experts de l'O. C. D. E. (Organisation de coopération et de développement économique), *n'est engagée pour appliquer très rapidement des mesures contre la pollution, les émissions de polluants gazeux provenant de la combustion des charbons et des fuels progresseront de 70 % au cours des huit prochaines années.*

. . . .

» *Le diagnostic esquissé, quels remèdes proposer? L'O. C. D. E. n'a pas la possibilité de contraindre tel ou tel de ses membres à agir pour mieux contrôler la pollution atmosphérique. Elle se borne à présenter des chiffres et des suggestions. Or les différents pays, pour vigilants qu'ils soient sur les effets nocifs de la pollution, ne sont pas moins attentifs aux conditions financières de leur croissance économique. Ainsi les autorités françaises conservent-elles dans leurs cartons un catalogue de mesures anti-pollution qui, si elles étaient appliquées, réduiraient, par exemple, de 2 à 1 % dans la capitale la teneur en dioxyde de soufre des fuels lourds. Elles ne pourront toutefois entrer en vigueur que lorsqu'on aura autorisé les raffineries à augmenter le prix de vente des essences et des fuels pour compenser le coût de la désulfurisation... Un nouvel exemple du fait que la lutte contre la pollution ne peut désormais être séparée de l'ensemble de la vie économique d'un pays* ».

Lorsque l'on songe aux centaines de milliards engloutis par le gâchis gouvernemental, il y a de quoi faire sourire ceux qui ont passé l'âge de s'indigner.

Une étude sérieuse de la question ne peut pas taire davantage le danger des expériences atomiques, par les déchets et les retombées qu'elles provoquent.

L'apostrophe lancée par Jean Rostand à De Gaulle selon laquelle « *il avait bien mérité du cancer et de la leucémie* » peut tout aussi bien s'appliquer à tous les complices : ministres ou chefs d'Etat du « gang atomique » ainsi que le qualifie le grand savant.

Dans ce domaine de la santé, comme dans celui de la pollution qui y est intimement lié, la gent militaire joue le rôle néfaste qui lui est dévolu, et participe activement à la dégradation de la vie comme à celle de la nature.

Cependant les expériences atomiques, même poursuivies à des fins utilitaires et pacifiques, constituent et constitueraient un immense danger, tant pour la vie de l'homme que pour son environnement.

Un dernier facteur de prévention à la maladie est dans l'espace vital suffisant dont dispose l'individu.

Nous l'avons vu, son état de santé est menacé par la disparition d'un environnement nécessaire à son équilibre physique, par la prolifération d'industries nocives, par une alimentation falsifiée, par des expériences atomiques qui condamnent notre espèce à plus ou moins brève échéance.

Il est également menacé par la promiscuité que lui impose la surpopulation.

Nous vivons dans un monde où nous nous gênons, où le piéton gêne le cycliste, où le cycliste gêne l'automobiliste, où celui qui flâne gêne celui qui est pressé, où celui qui est pressé gêne celui qui flâne, où le véhicule ne peut ralentir sans être heurté par celui qui le suit, où le piéton ne peut s'arrêter sans se faire marcher sur les talons et où l'agressivité est chaque jour plus aiguë.

Et, de la rue, du métro ou du train, cette promiscuité nous poursuit à notre domicile, où chacun est envahi par la télévision, la radio, les disques, quand ce n'est pas par la conversation du voisin.

La chose est si bien reconnue que le ministre de l'Equipement et du Logement à cette époque, M. Chalandon a pu annoncer le 14 juin 1971 à Beauvais la création de H. L. M. avec « label confort acoustique », qui fut légalisé par un arrêté publié au *Journal Officiel* du 17 février 1972.

Par malheur, cette mesure s'accompagnera, outre d'une augmentation des loyers, pour les usagers, mais de formalités supplémentaires pour les constructeurs.

Le droit à la paix et à la tranquillité, ça se paie.

Le rapport entre notre mode de vie et l'exacerbation de nos nerfs, notre irritabilité et notre agressivité n'est plus à démontrer.

Dans un article paru dans « *Le Monde* » des 29 et 30 novembre 1970, Gaston Bouthoul dressait le parallèle entre la névrose et l'encombrement, et concluait que l'extension de l'une et la proximité de l'autre nous conduisent automatiquement à la guerre :

> « *On assiste depuis la fin de la guerre 1939-1945 à une montée régulière de la névrose obsidionale. Mais, paradoxalement, elle se développe surtout chez les Etats les plus étendus et les plus puissants. Ce sont précisément les trois empires les plus vastes et les plus peuplés de la planète, chacun aux dimensions d'un continent, qui se montrent en proie au complexe de l'encerclement... Aujourd'hui, au niveau non plus des Etats, mais à celui des peuples, se répand le sentiment diffus de rétrécissement de notre planète... Ces réactions*

paraissent absurdes dans la conjoncture actuelle. Mais elles traduisent l'anxiété profonde causée par la démographie galopante dont ces pays sont particulièrement représentatifs ».

D'autres autorités scientifiques confirment les dangers exposés par Gaston Bouthoul, dont le Dr Escoffier-Lambiotte dans cette étude (*Le Monde,* 9 février 1972) au cours de laquelle il constate que : « *de 1950 à 1970, les déclarations de mise en invalidité pour cause de troubles mentaux ont quadruplé pour l'ensemble de la France* ».

Après analyse du problème il n'hésite pas à écrire ceci :

« *Il semble donc que l'extension rapide du trouble mental qui prend parfois dans certains groupes socio-professionnels des allures presque épidémiques, ne puisse être attribuée qu'aux modifications de l'environnement.*

» *Elle refléterait ainsi, et de façon aussi fidèle qu'inquiétante, l'incapacité qu'éprouve une part sans cesse croissante des individus (enfants compris) à répondre aux conditions de vie actuelles, urbaines notamment, aux exigences des règles communautaires, aux sollicitations des mass media ou aux méthodes de l'éducation dite nationale* ».

Et sa conclusion est aussi logique que sans équivoque :

« *Une telle situation requiert une action non pas clinique mais politique, et l'inertie des pouvoirs publics internationaux devant son développement peut être tenue pour largement responsable des errements actuels* ».

Eh bien, oui, dans ce monde survolté, inhumain, infernal, comment les maladies de nerfs, les infarctus,

les ulcères d'estomac ne se multiplieraient-ils pas ? Sans préjudice des maladies qui voient le jour et dont on ne peut déceler l'origine.

Il faudrait envisager aussi les asthénies, les neurasthénies, particulièrement nombreuses dans ces demeures et cités monstrueuses, sans dimensions humaines, et moins faites pour les bipèdes que nous sommes que pour les robots de l'avenir, architecture (si l'on peut dire) d'un monde promis à la bombe atomique.

Si dans ces habitacles à vivre, à manger, à dormir et à faire des enfants, les cas de suicides sont les plus nombreux, il se trouvera des optimistes, à n'en pas douter, pour nous expliquer que le suicide fait partie du progrès.

Telles sont, rapidement rappelées, les causes de maladies, dues à la disparition des facteurs préventifs, indispensables à la santé.

Restent les moyens curatifs.

Il y aurait dans ce domaine un livre entier à consacrer à la carence et à l'incurie des centres hospitaliers.

Il faut être tombé malade, avoir affronté l'administration et les services médicaux pour admettre ce qui, de prime abord, pourrait sembler une légende ou, tout au moins, une exagération fomentée par des esprits rancuniers ou malveillants.

Le premier scandale est dans le nombre ridiculement insuffisant des hôpitaux, cliniques et tous autres organismes de santé.

Non seulement il y en a trop peu, mais ils sont surchargés, les chambres qui étaient destinées à recevoir deux lits en contiennent six, ce qui n'apparaît pas comme une mesure d'hygiène, le premier soin à apporter à un malade étant de lui assurer une atmo-

sphère suffisante, et la première précaution à prendre pour les autres malades étant de les mettre à l'abri d'une contagion possible.

Aujourd'hui, le meilleur moyen de se voir hospitalisé, en cas de maladie, est de se coucher sur la voie publique, où police-secours risque de vous ramasser et de vous présenter comme un cas d'urgence.

Cependant ne nous leurrons pas trop sur le sort accordé aux cas d'urgence.

J'en ai été témoin :

Au mois de février 1974, un jeune homme se coupe le doigt en fendant du bois ; conduit chez un pharmacien (ville d'Asnières 85.000 habitants), celui-ci déclare la chose trop grave pour pouvoir s'en occuper et donne l'adresse d'une clinique médicale, située en face de chez lui. Là, le patient (le terme prend toute sa valeur) est prié d'attendre, tandis que la secrétaire poursuit tranquillement le classement de ses petits papiers. Invitée à agir, par un des témoins de la scène, elle l'envoie promener et continue son travail.

Le blessé, enfin admis auprès du docteur, apprend par cet homme de l'art qu'il faut probablement l'amputer de la première phalange, et que le mieux est de se rendre à l'hôpital Beaujon à Clichy (la ville d'Asnières n'a pas d'hôpitaux).

A l'hôpital Beaujon où les autos n'ont pas accès, et où le gardien constate qu'un doigt coupé n'empêche pas de marcher, le blessé se rend à la salle d'attente des urgences (? !) où il demeure une petite heure (il faut attendre que le médecin soit là !).

Celui-ci arrivé, on songe qu'il faut faire une piqûre antitétanique.

Cela n'est qu'un cas entre cent mille, parfois plus dramatiques.

Un jeune homme qui circule à moto est heurté à la cuisse par une voiture, et conduit à l'hôpital Beaujon à Clichy. Son cas ne présentant pas de gravité, il est mis en attente au bénéfice de malades dont les soins sont urgents.

Malheureusement, lorsque l'on prend le temps de s'occuper de lui, sa blessure, bénigne si elle avait été soignée au départ, est devenue grave... et il faut l'amputer.

Autre cas : M. B... atteint du cancer de la prostate (l'un de ceux qui sont curables), est admis à l'hôpital de la Salpêtrière, et promené d'un service à l'autre ; le 7 juin 1974 on finit par lui annoncer l'opération de la prostate pour le lendemain : préparation, jeûne, ventre rasé, il attend l'opération qui est déclarée impossible par le médecin-chef qui l'avait décidée la veille.

Faut-il parler de l'état nerveux du malade à qui l'on avait fait miroiter que sa guérison dépendait de cette intervention et auquel on ne donne aucune explication ?

Dans les jours qui suivent, sa sonde se bouche et le malade souffre le martyre, nul n'en décèle la cause pendant douze heures, ni médecin, ni interne, ni infirmière.

A quelque temps de là, le même phénomène se reproduit ; la compagne du malade qui est à son chevet le signale à la fille de salle (il n'y a à cette heure à ce service de l'hôpital aucun autre personnel qualifié).

Après des heures, l'infirmière-chef, enfin arrivée, déclare qu'il n'est pas possible que ce soit la sonde.

Ce n'est que dans la nuit, alors que le malade hurlait de douleur, que l'on s'aperçoit que la sonde est bouchée.

Toujours sur le même cas, la compagne de l'hospitalisé durant huit heures l'empêche de se lever contre son désir ce qui serait grave pour lui, car il est sous l'effet des hallucinogènes.

Avant de partir, elle le signale aux infirmières qui en prennent note, mais, débordées, ne font rien.

Le malade se lève et tombe ; des voisins préviennent, car il n'y a pas de sonnette à la tête de chaque lit.

Je pourrais, hélas ! multiplier des cas pareils, qui dénoncent l'incroyable incurie de nos services hospitaliers.

Ce qui importe, si l'on veut apporter quelque amélioration, est d'en examiner les causes.

Elles tiennent en partie, il est vrai, au dérisoire budget de la Santé publique, sacrifié à celui de la guerre, ce qui démontre hautement ce que j'affirmais au début de ce livre, à savoir que l'objectif et le souci des gouvernants est beaucoup moins de faire vivre les hommes que de les faire tuer.

Elles tiennent encore aux rémunérations attribuées à certains postes, et qui font que certaines fonctions se trouvent sans postulants : internes, infirmières, filles de salle.

Cela est fatal dans un monde où toutes les valeurs techniques et morales sont évaluées à l'étalon du profit qu'on peut en tirer.

Même pour ceux et pour celles, pour qui la carrière hospitalière apparaît comme un sacerdoce, comment n'en seraient-ils pas rapidement dégoûtés par les conditions dans lesquelles il leur est imposé de l'exercer : locaux et équipements archaïques, horaires étendus, nombre de malades excessif, *ce qui ne leur permet pas d'apporter à chacun d'eux les soins nécessaires,* et tout cela pour un salaire dérisoire.

Il faudrait aussi énumérer les tracasseries administratives ; je n'en citerai qu'un exemple : les infirmières sont tenues de faire la vaisselle, ce qui n'est certes pas déshonorant, mais ce qui prive les malades de leur présence et de leurs soins, pendant le temps qu'elles consacrent à cette tâche qui pourrait relever d'un autre emploi.

La géniale administration pourrait envisager de confier les malades à des plongeurs, tandis que les infirmières effectueraient la plonge à l'office.

Mais en dépit des inepties d'un régime ubuesque (et cela est vrai pour tous les régimes), il est une autre cause à l'impasse à laquelle se heurte le problème de la santé :

C'est le surnombre des habitants de la planète.

Nous l'avons vu plus haut, le mode de vie imposé par une surpopulation, la destruction systématique d'un environnement indispensable à la santé (destruction nécessitée par l'accroissement démographique) conduisent inéluctablement à une proportion grandissante des malades.

J'insiste bien ; il ne s'agit pas d'une augmentation qui s'expliquerait par le nombre accru d'habitants, mais d'une proportion entre ces habitants et les malades.

Il s'agit encore des locaux pour les recevoir, locaux dont l'exiguïté est due, non seulement à un budget de santé ridicule, mais aussi à une limitation de la superficie du globe, dont les dimensions n'ont rien à voir avec tous les budgets de la terre.

Le fait est là, incontestable.

Toutes les promulgations monétaires que pourront décréter nos ministrables ne donneront pas à la planète un centimètre carré de plus, et supposer que

par la grâce de la finance et de la politique elle pourra gagner de volume ou de surface relève de ce fétichisme que nourrit le jobard pour les professionnels de promesses électorales.

D'autre part, il est de toute évidence qu'à une natalité intensive correspond un intensif déchet, que ce sont les populations en surnombre qui seront les plus frappées par les épidémies de tous ordres, en raison même de leur nombre et de la promiscuité qui en découle, mais aussi parce que leurs sujets en seront moins robustes.

Il est affligeant d'avoir à insister sur cette loi de la sélection qui est reconnue, incontestée dans tous les domaines, hors celui de notre descendance.

Il est affligeant aussi, mais normal dans un monde aliéné (et le terme peut être compris dans tous les sens) qu'une farouche opposition à toute mesure de salubrité soit dressée par les pouvoirs publics.

On l'a vu lors du sabotage de la proposition de loi Neuwirth, lequel interrogeait vainement :

« *Pourquoi et en vertu de quels intérêts les laboratoires français ne peuvent travailler en France que sur les seuls produits anti-ovulatoires, ce qui impose des dépenses à l'étranger considérables et restreint le cadre des recherches dont la santé de nos compatriotes ne pourrait qu'être bénéficiaire ?* »

Et le signataire de l'article qui en rapportait (Dr E. L., *Le Monde,* 18 février 1972) pouvait conclure :

« *La puissance administrative mal définie à laquelle fait allusion M. Neuwirth ne semble pas provenir du ministère de la santé publique, où l'on déplore depuis longtemps déjà les obstacles psychologiques, politiques ou religieux auxquels se heurtent les tentatives de redressement d'une situation anachronique* ».

Aujourd'hui un choix s'impose entre la niaiserie d'un Le Pen qui, lors des élections présidentielles d'avril 1974, reprenait la ritournelle d'une France dépeuplée, et le cri d'alarme de René Dumont :

« *La proposition d'une France de cent millions d'habitants est criminelle. Il faut répandre la contraception dans les centres de planning familial, les dispensaires avec remboursement de la sécurité sociale...*

» *L'avortement aussi peut être pratiqué puisque nous sommes en état de guerre, mais la décision n'appartient ni aux médecins, ni aux juristes, mais aux femmes elles-mêmes, non aux hommes* ».

Un choix entre l'ignorance et le savoir, entre le parti pris et la disponibilité d'esprit.

Résumons-nous ; le problème de la santé ne se trouvera résolu que par une réforme profonde de notre économie, d'une part, et par une indispensable limitation des naissances, d'autre part.

LA GUERRE

Dans un livre remarquable, auquel je ferai des emprunts : *Croître et multiplier c'est la guerre,* Manuel Devaldès établit indiscutablement le rapport de cause à effet qui relie le premier terme au second.

La seule réserve que je ferai à son auteur est qu'il voit dans la surpopulation l'unique facteur de guerre, alors que je constate la diversité de ceux-ci, même si je dois donner au surnombre de nos semblables une

cause importante — et sans doute la plus importante — des menaces de tueries qui pèsent sur nos têtes.

Mais il en est d'autres : économiques, politiques et morales, qui ne disparaîtront qu'avec la fin des privilèges et des intérêts matériels qui s'y rattachent ; qu'avec la disparition des pouvoirs de quelque forme qu'ils soient, lesquels mettent aux mains de quelques-uns la destinée de tous, qu'avec l'anéantissement des superstitions, des tabous et des patriotismes, qui dressent des frontières entre les hommes, selon leurs couleurs, leurs races, leurs pays, leurs mentalités.

Je n'ignore pas combien la résolution du problème démographique concourrait à celle des autres problèmes, mais elle n'y suffirait pas.

Cette différence établie, comment ne serais-je pas en pleine concordance de vues avec Manuel Devaldès !

Le déroulement des choses est le suivant :

En premier lieu la surpopulation prêchée par les Etats conduit à des crises : chômage intense, d'un niveau supérieur à celui indispensable à la survie du capitalisme.

En second lieu, ces mêmes Etats résolvent ces crises par des conflits.

L'Histoire est là pour nous crier la vérité de ce processus, aussi vieux que le monde.

Autres avantages dans le cadre d'un régime capitaliste (et toutes les nations sous des formes diverses sont capitalistes) :

1) La guerre offre des débouchés commerciaux, car lorsque l'on ne peut fournir de vivres aux habitants de la planète que moyennant finance (même s'ils meurent de faim) on peut fournir gratuitement obus, explosifs, armes chimiques, bactériologiques ou autres, sous forme de bombardements.

Il est vrai que la nature... et la société sont plus riches de ceux-ci que de ceux-là.

2) La guerre liquide le surplus de population humaine dont le surnombre menaçait l'équilibre artificiel des Etats.

3) La guerre finie, par les ruines qu'elle engendre, les villes détruites, le réseau routier et ferroviaire à remettre en place, les champs à remettre en état et à ensemencer, elle offre de larges débouchés, de grandes possibilités d'enrichissement aux classes financières et industrielles et de l'embauche au prolétariat.

Au prix d'une guerre la crise est dénouée.

4) Enfin si la guerre, dans le domaine matériel cause des dégâts incommensurables, si les ruines qu'elle accumule représentent des richesses qu'il faudrait des siècles et des siècles pour reconstituer, que dire des ravages qu'elle exerce sur les esprits ?

J'ai souvent affirmé que la première victime de la guerre n'était pas la paix, mais la liberté.

Je ne crains pas de le répéter ici ; avant qu'un coup de canon n'ait retenti, avant qu'une première victime ne soit tombée sur un champ de bataille, la censure est proclamée, l'état de siège est mis en place, la parole est bâillonnée, le droit de réunion est interdit, et les moindres actes du moindre individu se voient l'objet de représailles en raison de l'intérêt supérieur d'un ordre liberticide.

Mais ce que je dis de la liberté, je puis le dire aussi de l'intelligence.

Il faut avoir vécu les heures qui précèdent les guerres, et avoir gardé un minimum de contrôle et de lucidité, pour réaliser le souffle de panique qui balaie les hommes et la chute vertigineuse de toute raison, de tout esprit critique et même de la logique la plus élémentaire.

Les fabulations qui auraient fait hausser les épaules, huit jours plus tôt, les légendes qui feraient rire un mort sont écoutées, commentées, colportées avec un sérieux déconcertant à qui se tient à l'écart de ce vent de démence.

Les invraisemblances les plus notoires, les racontars éculés, usés jusqu'à la corde, que l'on croyait relégués pour toujours au magasin des vieilles lunes, les reportages, tellement stupides que des générations en avaient fait des gorges chaudes durant des lustres sont replâtrés et jetés sur le marché avec un égal succès.

Tout ce que 1914 avait commis de pompiérisme barbare, distillé de crétinisme chauvin, 1939 l'a repris à son compte.

C'était à pleurer de rage que vingt ans de dénonciation d'une aussi pitoyable stupidité n'aient servi à rien, qu'en vain des hommes de cœur et de raison aient prêché dans le vide.

Ceux-là mêmes qui semblaient avoir compris et pouvoir faire obstacle à tant de sottises, de folies et de crimes ont été balayés comme fétu de paille dans le désarroi général.

L'on pourrait expliquer cette faillite de l'intelligence en raison de celle de la liberté.

L'homme qui cesse d'être libre peut-il penser encore ?

Mais non ! Avant même qu'il ne soit frappé par les lois en cours, avant même qu'il n'y ait rapport de causalité entre sa liberté et son entendement, l'individu moyen cède à la guerre qui n'est pas encore là, mais dont l'annonce le ravale au degré d'animalité dont il s'était hissé à grand-peine.

A la promesse de l'assouvissement de ses instincts les plus bas, son intellect démissionne ; devant la peur de la mort présente et toute proche, sa paresse refuse de raisonner, de soupeser ce qu'on lui offre et de savoir encore dire non.

Il accepte.

Comment n'accepterait-il pas le mensonge, le stupide, l'invraisemblable, quand il accepte de mourir ? De mourir sans savoir pour qui, sans savoir pourquoi ?

Ce crime de lèse-intelligence, la guerre de 1914-18 n'en a pas été plus exempte que ses devancières et que celles qui la suivront.

Si sa stupidité a été élevée à la hauteur d'un symbole, c'est en raison de l'étendue de ses sottises qui ont été de pair avec celle de ses massacres, et, d'autre part, parce que, éclatant au seuil de ce XXe siècle qui avait rêvé la fraternité universelle, elle nous apparaît plus honteuse et plus impardonnable de tant de renoncements.

Si sa stupidité nous révolte, c'est parce qu'elle porte la paternité de toutes les stupidités qui y ont fait suite.

Stupidité de l'esprit ancien combattant qui a déferlé sur le monde, qui s'est glorifié de ses blessures et de ses crimes, qui a hissé au pouvoir dans son inconsciente vanité les responsables du massacre à la tête d'une chambre bleu horizon.

Stupidité de l'esprit ancien combattant qui souffletait les pacifistes assez conscients pour ne pas se découvrir devant les hymnes guerriers, stupidité qui, de l'autre côté de l'Atlantique, menait deux innocents à la chaise électrique, après sept ans de calvaire.

Stupidité d'une classe de parvenus, absorbée par sa cupidité, enrichie de la guerre et à qui la classe ouvrière n'a pas eu le courage de demander des comptes.

Stupidité de la masse allant acclamer les défilés d'une armée qui avait fait fusiller pour l'exemple ses fils et ses frères.

Stupidité d'un traité dit de paix, véritable coupe-gorge des vainqueurs, tailladant l'Europe dans un délire de mégalomanes, sans souci des peuples et de l'avenir. Traité criminel dont Hitler devait être le fils naturel et la Seconde Guerre mondiale l'inéluctable aboutissement.

Stupidité actuelle d'une génération qui renonce et qui noie son vide dans le rythme du yéyé et de toutes les autres fadaises exaltées par les pouvoirs publics et par ceux qui font carrière dans la noble vente du papier journal.

Aujourd'hui encore l'héritage 1914-18 pèse sur nous, et pour nous s'impose plus âprement et plus clairement que jamais le choix entre la Guerre et l'Intelligence :

Ou la première triomphera avec son cortège de violences, de force de frappe, de dictatures et, pour aboutissement, la fin de la planète et de l'humanité ;

Ou ce sera la victoire de l'intelligence dans un monde libre où la grande fédération des hommes aura banni les séquelles guerrières et dominatrices du passé (3).

En attendant que ce choix s'établisse en faveur du second sur le premier terme, le mécanisme reste le même depuis toujours ; au processus économique s'adjoignent le fanatisme, le racisme et tous les préjugés qui sommeillent au cœur des hommes et qui n'attendent qu'un coup de clairon pour se réveiller.

---

(3) Ce passage traitant de ce problème, emprunte à un article « La guerre et l'intelligence » paru sous ma signature dans *Le Monde Libertaire* n° 104 (septembre 1964).

Il n'est pas besoin de raisonnements savants pour établir un tel constat, il apparaît d'une si éblouissante évidence qu'il semble, au contraire, qu'il faille faire un certain effort pour ne pas en être frappé.

Ce scénario vaut la peine d'être examiné, démonté et démontré.

Le premier acte est consacré à des déclarations grandiloquentes sur la patrie, la nécessité qu'elle soit forte et pour cela peuplée de nombreux habitants, car pour les chantres du chauvinisme la grandeur d'un pays tient, non dans ses valeurs ou ses génies, mais dans le nombre de têtes de pipe qui la composent, seraient-ils le produit d'ivrognes et de dégénérés.

Non, la France n'est pas grande pour avoir vu naître Rabelais, La Boétie, Condorcet ou Hugo ; l'Allemagne n'a pas à tirer gloire de compter un Gutenberg, un Gœthe, un Beethoven ou un Schiller, l'Angleterre n'est pas rehaussée de pouvoir revendiquer Shakespeare, Godwin ou Byron, l'Italie n'a que faire d'avoir enfanté Michel-Ange et Léonard de Vinci, l'Espagne peut laisser dans l'oubli des enfants tels que Cervantes, Velasquez ou Goya, non, ce qui fait l'honneur, la gloire et le prestige d'une nation, c'est le recensement du bétail humain que peut vous mettre sous les yeux le rond-de-cuir chargé de la besogne !

Le rideau ne tombe sur de pareilles inepties que pour se relever sur le deuxième acte.

Ces mêmes gouvernants, meneurs de peuples et chefs d'Etat, après avoir poussé à cette démentielle prolixité, se plaignent de manquer d'espace pour ceux-là dont ils ont appelé la naissance.

La formule de Mussolini résume la chose en trois mots :

« *S'étendre ou exploser* ! »

Bien avant lui, et de façon plus explicite, Bernardhi, à la page 45 de son livre, *Notre avenir,* nous en donne la démonstration :

« *Etant donné l'accroissement de sa population et de sa production, l'Allemagne, dans un temps prochain, sera comparable à une chaudière surchauffée qui menacerait de faire explosion, s'il n'y avait pas quelque part une soupape de sûreté pour livrer passage au surcroît des énergies matérielles et intellectuelles de la nation* ».

Déjà dans son ouvrage sur *La Corée et la guerre japonaise* (p. 142-143) Villetard de Laguerie apporte une fois de plus le rapport qui lie la guerre à la surpopulation :

« *Et elle nous donne le spectacle instructif de l'évolution du « péril jaune ». Il est redevenu militaire parce que le gouvernement mikadonal acculé à la nécessité d'employer les fusils, canons, cuirassés, torpilleurs payés par l'indemnité de guerre chinoise, est réduit à chercher, en Corée et en Mandchourie, un agrandissement absolument indispensable pour déverser le trop-plein, sans cesse montant de sa population et une clientèle, non moins nécessaire, aux besoins créés chez ses sujets par les exigences, également croissantes, de son fisc. Mais il y rencontre la Russie, pressée, elle aussi, par le besoin de se loger, sans la perdre à jamais, une crue annuelle de plus d'un million et demi de paysans des Terres Noires, auxquels ni le Turkestan ni la Sibérie ne peuvent donner le coin de terre producteur du blé nécessaire à leur vie* ».

Ce point de vue est confirmé outre-Rhin :

« *Depuis de longues années les ministres influents japonais avaient conçu l'idée que, seule, la colonisation de la Mandchourie pourrait résoudre le Problème de la surpopulation* ». (*Deutsche Allgemeine Zeitung* (Berlin), reproduit par *Lu,* le 13 janvier 1933.)

Cependant, dans le même temps où le Japon ne savait où faire vivre ses habitants, au point que la guerre devenait une inéluctable nécessité, il se trouvait encore des hommes pour réclamer de nouvelles naissances :

« *La population japonaise doit atteindre cent millions... C'est péché que de contrôler la natalité, déclare un moine bouddhique, car les ancêtres ont droit aux actions de grâce de nombreux descendants* ». (*Foules d'Asie,* p. 57-59.)

Les morts seront comblés peut-être, mais les vivants ?

Aux malheureux infirmes du cerveau, capables de proférer pareilles inepties, et dont la race, hélas ! n'est pas près de s'éteindre, c'est la grande oratrice Nelly Roussel qui fait réponse :

« *Il reste évident qu'un peuple trop nombreux, qui a besoin d'expansion, est poussé à la conquête, à la colonisation, à l'impérialisme sous toutes ses formes ; et cela d'autant plus sûrement que les peuples voisins, trop nombreux aussi, ont les mêmes besoins, les mêmes ambitions et ne peuvent pas accueillir dans leur sein les émigrants. Si la France était surpeuplée comme l'Allemagne la guerre aurait probablement éclaté plus tôt et aurait fait plus de victimes. Si tous les pays habitables étaient surpeuplés comme l'Allemagne, nous serions condamnés à nous entr'égorger sans trêve* ». (*La Voix des Femmes,* Paris, 4 mars 1930.)

Hélas ! tous les pays, de nos jours, se trouvent surpeuplés, et seuls les effets d'une bombe atomique peuvent nous mettre à l'abri « de nous entr'égorger sans trêve ».

Mais le surplus humain ne suffit pas à nous mener à l'abîme, l'accroissement démographique entraîne un accroissement industriel, source de conflits concurrentiels qui, faute de pouvoir se poursuivre sur le plan monétaire sont amenés à se conclure dans le domaine militaire.

C'est encore à Bernardhi (*Notre avenir*, p. 69-70) que je me réfère sur ce point :

> « *De même que l'accroissement de population, les conditions de travail peuvent aussi, dans certains cas, contraindre à la guerre. Dans les grands Etats industriels, une partie de la population vit de l'exportation. Or, si les Etats servant de débouchés se ferment à l'importation dans le but de favoriser leur propre industrie, le cas peut très bien se présenter où un Etat exportateur ne pourra plus procurer à ses ouvriers des conditions d'existence suffisantes. Cet Etat courrait le danger non seulement de perdre peu à peu par l'émigration une partie de sa population, mais encore sa position politique et intellectuelle, par suite d'une diminution de production et de la disparition du gain. A cet égard nous sommes au début d'une évolution ; mais que la nécessité de procurer aux ouvriers un travail rémunérateur force l'Etat à entreprendre la guerre, c'est bien là une éventualité qui n'est nullement écartée. Bien souvent les luttes économiques ont conduit jusqu'au seuil d'une vraie guerre* ».

Enfin, si la surpopulation pose le problème d'une extension territoriale pour son trop-plein humain, si elle s'efforce à une expansion industrielle, imposée

par le nombre de bouches à nourrir, il faut bien dire que cela ne met pas à l'abri les nations qui auraient été assez sages pour ne pas procréer abusivement, et, il est juste de constater aussi, comme le fait Manuel Devaldès, que les hostilités peuvent très bien ne pas partir du pays le plus surpeuplé, d'autant plus que les deux dernières guerres mondiales nous laissent perplexes, quant à savoir d'où partent les déclarations de guerre.

> « *Il se peut que la nation surpeuplée ne déclare elle-même la guerre à aucune nation, mais, toutes les nations du globe étant solidaires — d'une solidarité mécanique — du seul fait qu'elle est surpeuplée elle a sa part de responsabilité dans toute guerre due à la surpopulation qui se déclenche sur le globe. Le fait de n'être pas surpeuplée, alors que d'autres le sont, ne saurait d'ailleurs préserver aucune nation de la guerre, et cela en vertu de cette même solidarité mécanique. C'est pourquoi le problème de la guerre et de la paix, envisagé à la lumière de la loi de la population, est un problème mondial, et non le problème de la nation isolée. Il sera résolu internationalement ou ne sera pas résolu* ». Manuel Devaldès (*Croître et multiplier c'est la guerre*, p. 50.)

Reste le dernier et troisième acte : la guerre est finie, il faut relever les ruines.

Le capitalisme se porte bien, loin d'avoir eu à souffrir de l'aventure, elle a été pour lui l'occasion de nouveaux profits.

Le prolétariat, en revanche, en sort meurtri (c'est lui l'éternel vaincu des guerres, qu'il soit de ce côté ou de l'autre du Rhin, des Alpes, de la Manche ou de l'Atlantique), il en sort affaibli matériellement, saigné à blanc, mais plus encore affaibli moralement.

Ceux qui en reviennent sont las, n'aspirant qu'à mettre les pieds dans les pantoufles et à s'incliner devant les exigences des maîtres.

Le patronat gagne sur tous les tableaux : financier et gestionnaire. Il n'a plus, face à lui, une classe ouvrière revendicatrice et turbulente, mais un prolétariat déchu qui mettra au pouvoir une chambre bleu horizon, choisie parmi ses bouchers comme en 1914, ou un sauveur suprême à képi étoilé comme en 1939.

Alors, on invitera, au nom du patriotisme, à relever ses manches et à suer du burnou pour le plus grand profit des agioteurs de tout poil.

On invitera à produire toujours davantage.

On invitera aussi à faire beaucoup d'enfants, et, lorsque la crise aura lieu, en raison du manque de débouchés et du trop grand nombre d'habitants sur cette terre, en un mot lorsque la situation précédente sera revenue, il ne restera plus qu'à reprendre le spectacle à l'acte premier.

Comme je l'indiquais plus haut, de la pollution et de la santé, même dans un monde évolué, même dans un monde ayant réformé son économie et ses institutions, même dans un monde où la production humaine viserait à la satisfaction des besoins matériels et moraux des individus au lieu de satisfaire à la cupidité de quelques-uns, même dans ce monde-là, la guerre resterait un péril si la question démographique n'était pas résolue.

LA REACTION

Bien souvent j'ai fait le parallèle entre la guerre et le fascisme. Bien souvent j'en ai dénoncé les causes.

Communes à celui-ci et à celle-là, j'en ai conclu que la lutte pour la paix et la liberté relevait d'une même analyse et constituait un même combat.

En déclarant ici que la surpopulation, engendrant la guerre, engendre également la réaction, je me verrai peut-être accusé de systématisme.

Voyons la chose.

Comment la guerre pourrait-elle découler d'un état de fait dictatorial sans entraîner elle-même la dictature ?

La guerre n'est pas possible sans l'armée, et sans l'armée étendue à tout le pays, sans l'armée renforcée dans ses pouvoirs et dans ses décisions, l'armée maîtresse de la presse, de la censure, de l'économie et du parlement (même si ce sont des civils qui y siègent, et qui ne sont en fait que ses servants).

Est-il besoin de rappeler ce qu'est la discipline militaire, même en temps de paix : le silence de l'esprit, la passivité des individus, soumis à la formule consacrée selon laquelle *« les ordres doivent être exécutés sans discussion ni murmure »*.

Quelle différence existe-t-il entre le dictateur et le chef d'état-major ? L'un comme l'autre exigent la servilité de l'homme et la démission des sentiments et de l'intelligence.

Rien ne les distingue.

L'armée est elle-même une dictature, et la surpopulation favorisant l'armée favorise automatiquement la dictature.

Mais cette triste institution n'est pas la seule en cause, et ne peut prétendre au monopole de glorifier la surpopulation du globe en général, et de sa propre nation en particulier.

Pour une telle propagande il faut se faire le défenseur de tous les tabous patriotiques, sexuels et moraux.

Et l'on voit se profiler le visage de la réaction sous tous ses aspects.

L'Eglise y tient sa place de toujours, et si, sous la pression de nombreux catholiques, sous l'influence de l'évolution des mœurs, hors de son sein, ce catholicisme a été amené à quelques réformes, la hiérarchie écclésiastique est restée la même, et n'a abandonné d'une main certaines libertés que pour tenter de les reprendre de l'autre.

Ne doit-elle pas jouer serré dans un univers où tout est remis en question, et dans lequel elle représente l'ignorance et la superstition et ne peut survivre que par l'intolérance et la peur ?

Naturellement dans ce combat quotidien elle est amenée à certains reculs ou à des semblants de concessions ; les déclarations du Vatican à la veille de la conférence mondiale sur la surpopulation, tenue à Bucarest cet été 1974, est significative :

« *Ce problème ne peut être réduit à un simple et impressionnant calcul numérique des habitants du monde ou des différentes régions géographiques. Pourtant cette considération quantitative élémentaire et empirique, et au fond matérialiste, à propos de l'augmentation énorme des êtres humains pourrait prévaloir avec de très graves conséquences si on n'étudiait pas tous les autres aspects du problème ce que fera sûrement la conférence.*

» *Le premier aspect est celui du droit à la vie. Cela comporte beaucoup de choses et tout d'abord des principes fondamentaux pour l'existence et le progrès du genre humain. Le premier principe est économico-politique : donner à tous les hommes la possibilité d'accéder au pain quotidien. Le second est moral-existentiel : le principe*

de la paternité responsable qui reconnaît le caractère sacré de la famille, la liberté de sa fonction procréatrice et éducatrice, le devoir de la réaliser selon les principes autonomes, mais toujours sages et moraux ».

Est-il possible de raisonner plus faussement, d'accumuler plus de mensonges et d'hypocrisies, d'invoquer un respect de la vie à laquelle la religion a témoigné tant d'irrespect, de parler de pain quotidien pour tous, alors qu'il n'en existe pas pour chacun, de parler de l'accession pour les hommes, sans exception, aux richesses de ce monde, alors que la limitation démographique, condamnée par le même Paul VI, en est la condition essentielle, d'en appeler à la liberté de la fonction procréatrice, quand précisément l'Eglise la refuse, de ressasser les vertus d'une morale en opposition permanente avec l'homme et ses besoins ?

La vérité, c'est qu'elle entend conserver sa toute-puissance sur les hommes (c'est là sa seule préoccupation).

Pour cela elle se mêlera de tout, interviendra dans tout, et régentera tout, ou du moins s'y efforcera.

Fidèle à son passé de voyeuse, elle veut savoir ce qui se passe sous les draps et entend bien dicter ses prescriptions aux hommes et aux femmes qu'elle a sous sa coupe, pour les priver du plaisir qui, ainsi qu'elle l'enseigne, relève du péché.

Parmi les obstacles à ce péché et à ce plaisir la crainte de la maternité tient une place de choix que l'Eglise entend bien entretenir, au nom de sa moralité sado-masochiste.

En dehors de sa hiérarchie et de ses prêtres, elle trouvera appui dans sa laïcité catholique et dans tout ce que le milieu catholique compte d'esprits réactionnaires, notamment dans la gent médicale.

Nous en avons un spécimen en la personne du Docteur Doloris qui situe remarquablement la position de l'Eglise, pour qui l'accouplement de deux êtres doit être consacré au seul souci de la natalité.

« *Quel est le grand devoir de la femme? Enfanter, encore enfanter, toujours enfanter. Que la femme se refuse à la maternité, qu'elle la limite, qu'elle la supprime, et la femme ne mérite plus ses droits; la femme n'est plus rien... Volontairement stérile, elle retombe au rang de la prostituée, de la fille de joie dont les organes ne sont que des instruments, des jouets obscènes au lieu de rester le moule auguste, vénérable de tous les siècles futurs* ». (Cité par Roger-Henri Guerrand dans *La Libre maternité*, p. 76.)

Ainsi cet homme, qui semble avoir une connaissance assez approximative des mots qu'il emploie, n'hésite pas à taxer de prostitution ce qui peut procurer du plaisir; ce qui nous permet de constater en passant que, parmi ceux qui font métier de donner des soins, certains auraient besoin d'en recevoir, dans le domaine médical particulièrement.

Mais il serait faux de penser que l'Eglise ne prend position que par la voix de ses comparses, et, à cet égard, l'Encyclique Casti Connubii de Pie XI est significative et révèle, non seulement la position catholique du moment (31 décembre 1930), mais se réfère au caractère éternel et immuable des dogmes religieux :

« *En conséquence, comme certains, s'écartant manifestement de la doctrine chrétienne telle qu'elle a été transmise depuis le commencement, et toujours fidèlement gardée, ont jugé bon, récemment, de prêcher d'une façon retentissante, sur ces pratiques, une autre doctrine, l'Eglise catholique, investie par Dieu même de la mission d'enseigner et de défendre l'intégrité des mœurs et l'honnêteté, l'Eglise catholique, debout au milieu de ces ruines morales, élève bien haut la voix par Notre bouche, en signe de sa divine mission, pour garder la chasteté du lien nuptial à l'abri de cette souillure, et elle promulgue de nouveau : que tout usage du mariage, quel qu'il soit, dans l'exercice duquel l'acte est privé, par l'artifice des hommes, de sa puissance naturelle de procréer la vie, offense la loi de Dieu et la loi naturelle, et que ceux qui auront commis quelque chose de pareil se sont souillés d'une faute grave* ».

Au verbiage près, la position du Vatican reste inchangée quelque quarante ans plus tard, et dans l'Encyclique Humanae Vitae (25 juillet 1968) Paul VI, comme ses devanciers, estime que toute pratique contraceptive (autre que naturelle) :

« *est exclue qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation* ».

Et il ajoute à l'endroit des catholiques libéraux :

« *C'est une erreur de penser qu'un acte conjugal rendu volontairement infécond et, par conséquent, intrinsèquement déshonnête, puisse être rendu honnête par l'ensemble d'une vie conjugale féconde* ».

Une pareille position était l'expression de la minorité du conseil qu'avait réuni le Saint Père, mais qu'y a-t-il de commun entre la démocratie et un appareil religieux qui repose tout entier sur la dictature et le bon vouloir d'un homme?

Aux élucubrations d'un personnage qui, par vocation, se tient hors de la vie et les yeux sur le ciel, la première réflexion qui vient à l'esprit est celle du populaire :

« De quoi j'me mêle ? »

Il serait curieux également de réclamer quelques éclaircissements sur les pratiques « naturelles » en matière de contraception.

Dans la poursuite d'une impossible synthèse entre le bonheur humain et le respect d'une religion (qui en est la négation) de scrupuleux et malheureux catholiques se sont évertués à d'infructueuses recherches, qui leur ont valu infailliblement d'être mis à l'index par la papauté.

Si, d'aventure, celle-ci a acquiescé accidentellement à certaines d'entre elles, c'est qu'elle était assurée de leur inefficacité et de leur impraticabilité.

C'est ainsi que la méthode Ogino a trouvé grâce aux yeux du Saint Père.

Sans doute parce qu'elle ne s'applique qu'à des femmes dont les périodes menstruelles sont remarquablement réglées, ce qui n'est le cas que d'une minorité.

Il est vrai que le Docteur Guy Van Der Stappen va tenter de lui donner quelque efficacité par l'emploi du thermomètre, méthode étrangement reconnue par le pape comme naturelle (?)

Faut-il penser que, dans ses célestes visions, le Saint Père a dû avoir celle d'un champ de thermomètres.

Tous les autres procédés restent interdits aux ménages catholiques, ce dont neuf sur dix n'ont cure, bienheureusement pour leur équilibre physique et mental.

D'autres croyants (prêtres ou laïcs) se sont risqués, avec plus ou moins de bonheur à ces exercices de corde raide, dont l'aboutissement quasi général est la condamnation par le Saint Siège.

Parmi ces schismatiques honteux, il faut citer l'abbé Oraison, qui, sa vie durant, a joué à cache-cache avec les foudres papales.

La semonce que lui adressa le cardinal Pizzardo est éloquente, et, faute de mieux ramène la spiritualité écclésiastique à ses proportions véritables et à son véritable niveau (celui du nombril).

> « *Se trouvant à Rome en 1953, il lui fut demandé de venir s'expliquer et il rencontra les cardinaux Pizzardo et Ottaviani. Le premier lui enseigna que, pour la formation de la pureté, seules une bonne alimentation et la peur du péché étaient efficaces. Par deux fois il répéta : « Pour la pureté : l'épouvante, les spaghetti et les haricots* ». (Cité par Roger-Henri Guerrand dans *La libre maternité,* p. 111.)

Le Vatican, précédemment actionnaire de firmes d'automobiles et de motocyclettes, investirait-il dans les pâtes alimentaires ?

Que l'on ne nous taxe pas de partialité lorsque nous accusons le catholicisme d'esprit régressif ; cette ignorance est sa gloire même, et elle ne manque pas de s'en revendiquer.

Ecoutons en quels termes l'U. N. C. A. F. (Union nationale des caisses d'allocations familiales) se félicite de l'état grégaire du niveau intellectuel social :

> « *L'abolition de la loi du 15 février 1942 est vivement regrettée par les sympathisants natalistes de l'U. N. C. A. F. Ils se réjouissent hautement que le rétablissement de la peine de mort contre les avorteurs soit encore demandé par la société*

de médecine légale, par le professeur Léon Binet, doyen de la Faculté de médecine de Paris, ainsi que par de nombreux médecins et même des assistantes sociales. Toujours très enclins à la collaboration avec le bras séculier, ces vaillants défenseurs de la famille réclament une liaison plus étroite entre la police et le corps médical : ils proposent l'institution d'un réseau d'indicatrices. Trahissant leurs préoccupations confessionnelles, ils sont heureux de constater que la population française est dans une ignorance relative des procédés contraceptifs ».

Cependant les catholiques ne sauraient prétendre au monopole dans ce domaine, et bien d'autres Eglises sont à citer, rivalisant d'inconnaissance dans les données du problème démographique, ce qui ne prive pas leurs grands prêtres d'en pérorer.

Même les protestants (Malthus ne l'était-il pas ?) ont mis un certain temps à rallier les thèses néo-malthusiennes ; en 1930 une forte minorité s'y opposait encore, et, précédemment Robin et ses disciples avaient connu les attaques et même les dénonciations des pasteurs.

Mais il n'est pas que les seules Eglises dont l'au-delà est la préoccupation ; celles qui prétendent régir l'existence des hommes sur terre ne sont pas moins intolérantes et sectaires.

C'est ce qu'a appris à ses dépens le camarade Derogy, membre du Parti communiste, malgré la dédicace de son livre à Maurice Thorez, ainsi libellée : « *Avec le sentiment de contribuer modestement à la libération de la femme qui ne s'achèvera que dans le communisme* ».

Par malheur pour son auteur, son ouvrage abordait le sujet tabou : *Des enfants malgré nous.*

Les augures du parti eurent tôt fait de remettre à sa place la brebis égarée en lui rappelant la voix de saint Marx et de Lénine son prophète.

Et Maurice Thorez concluait :

« *Le parti ne peut pas adopter une théorie anarchisante au moment où il fait de grands pas en avant comme guide de la nation, en portant l'espoir de notre peuple* ».

Voilà ce que l'on peut appeler de la disponibilité d'esprit.

Il est vrai que dans le même temps, sa digne épouse Jeannette Vermesch pérorait :

« *Contre le néo-malthusianisme réactionnaire, nous luttons pour le droit à la maternité* », et ajoutait que « *dans cette affaire les idéologues de la bourgeoisie décadente tentent de dévoyer le combat des masses populaires pour améliorer leur sort dans l'immédiat* ».

Et pour clore ce morceau, elle concluait :

« *Les femmes travailleuses ne réclament pas le droit d'accéder aux vices de la bourgeoisie* ».

Mais en dehors des Eglises du ciel et de la terre, le capitalisme est intéressé et par conséquent partisan d'une surpopulation.

Le lien entre celui-ci et celles-là est établi par un certain Dr Jacques Bertillon, qui donne sa caution au patronat par ces propos adressés aux industriels :

« *D'ailleurs, un relèvement de la natalité aurait pour vous des avantages immédiats ; rien ne peut mieux contribuer à supprimer les grèves politiques ou les suspensions de travail injustifiées. Les fomenteurs de troubles et les excitateurs à la grève sont, dans neuf cas sur dix, des célibataires ou des hommes sans enfants, et la plupart*

de ceux qui les suivent sont dans le même cas. Les pères de famille nombreuse ne se mettent pas en grève sans des raisons majeures et il est rare qu'ils ne soient pas prêts à accepter une transaction raisonnable ».

Le commentaire qu'apporte Roger-Henri Guerrand (*La libre maternité,* p. 77) sur le personnage dudit Docteur Jacques Bertillon, président de l'alliance pour l'accroissement de la population, nous apprend que cet éminent statisticien n'avait qu'un seul enfant en 1914.

Par la liaison d'une déclaration aussi dépouillée d'artifice, j'en viens à l'aspect économique du problème.

Toute notre société, sous quelque régime que ce soit, est régie par la loi de l'offre et de la demande, restant que la partie pauvre est au demandeur, et la partie belle à son vis-à-vis.

Or, dans une société surpeuplée, ce sont les travailleurs qui sont les demandeurs et, tout au contraire, dans une nation à faible natalité c'est le patronat qui sollicite.

Dans l'un et l'autre cas, c'est le sollicité qui fixe les conditions, et le solliciteur qui, en fin de compte, les accepte.

Cette évidence est illustrée par la phrase devenue classique dans la bouche des patrons : « Si vous n'êtes pas contents, il y a des chômeurs qui attendent à la porte ».

Ces chômeurs, nécessité d'une société capitaliste, seront d'autant plus nombreux que la surpopulation des masses se sera montrée complice du capitalisme, par son ignorance ou son incompréhension.

D'autre part, ainsi que l'indique judicieusement le Docteur Jacques Bertillon, ce sont les travailleurs

« *les plus frappés de famille* » (et par conséquent de charges) qui seront les plus disposés à composer avec leurs exploiteurs.

C'est la raison pour laquelle le patronat, comme l'Eglise, est favorable à la surpopulation.

Mais il est un troisième compère à s'en faire le chantre et le champion : c'est l'Etat.

Et la chose s'explique fort bien.

Ainsi qu'il est exposé au début de ce livre, plus il y a d'hommes sur la terre, plus il y a de difficultés à établir entre eux un *modus vivendi,* et plus — par voie de conséquence — il faudra multiplier les limitations, les interdits, les règlements, les lois et les peines, toutes choses que tout esprit libre aspire à voir s'amenuiser, et que les anarchistes demandent à voir disparaître.

Or, l'Etat n'existe et ne perdure qu'en raison de celles-ci, c'est par elles qu'il justifie le parasitisme de son existence.

Chose plus grave, force nous est de reconnaître qu'elles s'imposent dans un monde où les hommes se gênent, où tout leur est compté, où la terre, l'air, la lumière sont limités à chacun d'eux, où la réalisation de leurs aspirations et de leurs désirs se heurte à celle des désirs et des aspirations du voisin.

Ainsi les trois formes de l'autorité (et donc celles de la réaction) : l'Eglise, le capitalisme et l'Etat, sont unanimes à prôner une surpopulation.

Tout leur est bon pour en justifier la poursuite : les palinodies hypocrites, le cynisme éhonté et le couperet de la loi.

Cela n'est-il pas dans les normes ? Comment la réaction, sous toutes ses formes, ne serait-elle pas favorable à une expansion démographique, quand celle-

ci entretient, enrichit et sauvegarde cette réaction dans tous ses aspects ?

Racisme, intolérance, déni de justice découlent manifestement d'elle, mais cette réaction découle elle-même, ou du moins n'est possible qu'à la faveur d'un monde surpeuplé.

Ce document de Romain Rolland est significatif à cet égard :

> « *En 1890-91 se trouvaient installés dans l'Afrique du Sud, principalement au Natal 150.000 Indiens. L'afflux de ce peuple étranger provoqua dans la population blanche une xénophobie que le gouvernement se chargea d'interpréter par des mesures d'ostracisme. Il voulut interdire l'immigration des Asiatiques et forcer à partir ceux qui étaient établis dans le pays. Des persécutions systématiques leur rendirent la vie intolérable : taxes accablantes, humiliantes, obligation de police, outrages publics, et bientôt lynchages, pillages et destructions, sous l'égide de la civilisation blanche* ». (*Mahatma Gandhi,* p. 17.)

⁂

Résumons les conséquences de ce surcroît d'hommes sur notre planète.

Il entraîne inéluctablement la pollution, l'altération de la santé, la guerre de façon constante d'un point à l'autre de l'univers et la réaction en permanence.

Chapitre IV

LES REMEDES

A quoi servirait-il de faire le bilan d'un mal, si ce n'était pour en découvrir les remèdes ?

Ce mal est indéniable, et même ceux qui l'entretiennent ne peuvent en démentir l'existence.

Les derniers cahiers de l'U. N. E. S. C. O. et la grimace de conférence de Bucarest qui vient de se tenir en ce mois d'août 1974 mettent en évidence ce danger d'un monde surpeuplé.

Cependant si les pouvoirs publics consentent si facilement à établir un pareil constat, ils se montrent beaucoup moins disposés à mettre en œuvre les moyens de lutter contre une semblable expansion démographique.

Nous l'avons vu, toute leur politique réside dans une perpétuelle promesse d'un avenir meilleur, et cela en refusant d'attaquer de front le problème et en se limitant à des expédients.

Au surplus les propositions faites ne résolvent rien, et cela pour deux raisons :

La première est qu'un problème ne peut être résolu alors que les données en sont perpétuellement modifiées par un perpétuel accroissement de la population, et que toute proposition équivaut à celle d'emplir un tonneau sans fond.

La seconde est que la solution d'une des questions soulevées par notre taux démographique ne ferait que rendre les autres plus insolubles, ainsi que le développe le 2e chapitre de ce livre.

C'est donc ailleurs qu'il faut nous tourner, et refuser d'envisager tel ou tel aspect de la question pour la poser dans son entier.

L'on ne résoudra pas séparément le problème de la faim dans le monde, de l'habitat, de la santé, de l'instruction, de la circulation et du stationnement des véhicules.

Toutes ces questions sont liées, toutes appellent une solution globale.

Je m'en voudrais cependant de ne pas examiner toute autre proposition, ne serait-ce que pour en établir l'inanité, au cas où elle s'avérerait impuissante.

Malheureusement c'est en vain que l'on en attend, et il faut la lanterne de Diogène pour tenter d'en découvrir une.

Tout ce à quoi elles prétendent, c'est nous tenir dans l'ignorance par de fausses données du problème ou par des références pêchées on ne sait où, en conclusion desquelles on nous offre de vains palliatifs, quand ce n'est pas d'incohérentes élucubrations.

C'est ainsi qu'à l'occasion des journées de Bucarest qui (avant d'être enterrées) ont fait, quelque peu, tremblé les natalistes, inquiets de voir la question enfin posée, le sieur Raymond Cartier a cru bon de rassurer les esprits dans le numéro du 31 août 1974 de *Match* en nous apprenant :

> « *La population est un faux problème et notre Terre a le dos solide* ».

Les lecteurs de *Match* aussi.

Ceux-ci, après lecture du feuilleton du susdit Raymond Cartier, seront instruits que la Terre peut nourrir 48 milliards d'hommes.

Pour en arriver à ce chiffre et satisfaire aux besoins qu'il incombe, il suffit de multiplier les terres cultivables :

> « *En dehors des pôles et des hautes montagnes, il n'existe nulle part de malédiction frappant la terre nourricière* ».
>
> . . . .
>
> « *La mise en valeur agricole de la terre est rudimentaire. En éliminant (peut-être avec une rigueur excessive), la toundra, les déserts, les sols rocheux, sablonneux, latériques et forestiers, il reste trois milliards deux cents millions d'hectares de terres arables. Un milliard quatre cents millions seulement sont utilisés par l'agriculture. L'homme ne cultive pas la moitié de son potager* ».

Accédons un instant par la pensée aux propositions du signataire, et admettons que pour nourrir 48 milliards de terriens (quelle nécessité d'être 48 milliards ?) il faille assécher les lacs et raser les forêts, sacrifiant tout à la mise en culture de la planète.

Eh bien ! si, Monsieur Cartier, il existe une « malédiction », en dehors « des pôles et des montagnes » pour « frapper la terre nourricière ». Cette malédiction serait le logement de ces milliards de malheureux et de l'édification des industries qui découleraient de leur existence, et qui ne s'établiraient pas sur des courants d'air.

Notons en passant (ce qui nous renseigne sur le sérieux de la thèse présentée) qu'elle nous offre de multiplier par 2,8 les terres arables pour nourrir de

douze à treize fois une population (déjà aujourd'hui sous-alimentée).

Il est vrai que le projet fait entrer en ligne de compte un rendement supérieur de la production agricole :

« *Dans les pays développés, un hectare fournit l'énergie alimentaire nécessaire à 24 personnes. Dans la moyenne du monde, un hectare de terre cultivée ne pourvoit aux besoins que de 2,7 personnes — à peine plus d'un dixième. Un agriculteur moyen de l'Occident tire d'un hectare six tonnes de produits alimentaires ; un cultivateur indien moins d'une tonne* ».

Ces déclarations sont réfutées a posteriori dans *L'Utopie ou la Mort,* de René Dumont (p. 23-25) :

« *Quand, en 1965-66 j'écrivais mon livre :* Nous allons à la famine, *je fus accusé d'un néo-malthusianisme sous-estimant les possibilités agricoles mondiales. Certains prétendaient, en utilisant des statistiques douteuses, que les pays à forte croissance de population observaient aussi une augmentation plus rapide de leur production agricole. A chaque pas j'ai pourtant rencontré, de l'Inde à la Tunisie et au Mexique, des pays truquant systématiquement — et toujours pour les enjoliver — leurs statistiques agricoles. Et puis on nous a annoncé que la Révolution verte allait battre tous les records, balayer tous les obstacles. C'était aller bien vite en besogne...*

» *Pour aménager les deltas du Gange et du Brahmapoutre dans les deux Bengales, le temps presse, plus qu'en Chine au Moyen Age, du fait de la démographie. Il faut donc les grands moyens de l'Occident, car il s'agit de travaux d'une ampleur telle qu'on ne peut pas se contenter des investissements humains, qui y feraient l'aménagement de détail. L'Occident pourrait encore acquérir une bonne conscience en y consacrant vite — on y meurt de faim — 10 milliards de dollars en don. Comme c'est une fois pour toutes, cette somme apparaît dérisoire, comparée aux 200 milliards (ou plus) annuels de dollars consacrés aux armements, ou aux 20 milliards de publicité aux U. S. A.*

. . . .

» *Krouchtchev a donné à l'industrie soviétique une orientation prioritaire vers la production d'engrais dès 1959 ; en 1973, les tonnages atteints restent très largement insuffisants, bien inférieurs aux prévisions ; et l'U. R. S. S. achète des montagnes de blé* ».

Mais à supposer exacts les chiffres avancés par *Match,* cet accroissement de la production serait-il suffisant ?

Monsieur Raymond Cartier ne se risque pas à en faire le calcul.

Tenant compte de ceux-ci, la production s'accroîtrait de : 2,28 (superficie accrue) × 6 (rendement accru) = 13,68, alors que les besoins humains seraient : 12,5 (augmentation de la population) × 2 (résorption de la sous-alimentation actuelle) = 25.

Pour pallier cette petite différence, l'article nous entraîne dans la science-fiction : Les Belges — c'est eux qui le déclarent à Bucarest — avaient mis au point, au moment de leur départ du Congo, un palmier à huile de 4.000 kilos à l'hectare.

Quel dommage pour nous... et pour les peuplades noires, que l'on ne l'ait su plus tôt.

Quel dommage aussi que les nègres, dans leur impatience, après des siècles de famine due à la colonisa-

tion, se soient révoltés juste au moment où leurs exploiteurs allaient les gaver.

Tel est du moins l'avis de Monsieur Raymond Cartier qui, ayant découvert le bouc émissaire, n'hésite pas à écrire :

« *Le cadeau le plus meurtrier qu'on ait fait aux peuples sous-développés est une décolonisation très prématurée. Les vrais libérés ont été les décolonisateurs* ».

Cela ne correspond guère à l'article d'Anne et Paul Ehrlich, cité dans le deuxième chapitre de ce livre, et où, chiffres en main, il est démontré que ce ne sont pas les pays riches qui nourrissent les pays pauvres, mais les pays pauvres qui nourrissent les pays riches, d'où la richesse des uns et la pauvreté des autres.

Cependant Monsieur Raymond Cartier n'en est pas à une affirmation gratuite près, et constatons qu'il les accumule.

Il les accumule lorsqu'il prétend que notre planète est assurée d'une réserve de métaux et d'énergie, alors que des écologistes, comme René Dumont, qui n'écrivent pas dans *Match,* mais qui présentent l'avantage d'avoir étudié la question et de savoir de quoi ils parlent, constatent :

« *Irresponsables, littéralement, seraient ceux qui persisteraient à ignorer celle des conclusions du club de Rome qui me paraît irréfutable : une croissance exponentielle de la population et de l'industrie ne peut durer indéfiniment, ne peut plus se prolonger bien longtemps, dans un monde fini. On peut doubler une production industrielle en dix ans, le Japon a fait mieux. Mais doubler chaque décennie, pendant un siècle, multiplie une production par 1.024. Pendant deux siècles... (faites le calcul !) Sur quelles bases matérielles ? (...)*

» *Le pivot de base de notre production industrielle est l'énergie dont les ressources non renouvelables, charbon, pétrole et gaz, fournissent 97 % de celle utilisée dans l'industrie, mais ne pourront bientôt plus satisfaire, même en y adjoignant le potentiel hydraulique, des besoins d'électricité si vite croissants. Les Etats-Unis se proposent de tripler au moins, et sans doute de quadrupler, leur consommation d'électricité en 20 ans. Déjà on y demande aux citadins de ne pas utiliser tous leurs climatiseurs ! Au Japon, le taux d'expansion électrique atteint récemment 15 % l'an : taux qui ne pourrait se prolonger à intérêts composés durant un siècle sans atteindre des chiffres extravagants, en multipliant la consommation actuelle par 117 millions !* » (*L'utopie ou la Mort,* p. 13-22, de René Dumont.)

Monsieur Raymond Cartier accumule les affirmations sans fondement lorsqu'il déclare :

« *Ce sont les pays avancés qui, sous toutes les formes et dans tous les domaines, infligent les blessures les moins graves à la nature, et c'est chez eux que le fourmillement des hommes entraîne les conséquences les moins funestes* ».

Merveilleuse logique.

Ce sont les pays où l'environnement est respecté qui causent le plus de déprédation à la nature, et ce sont ceux où l'on assèche les rivières, où l'on rase les forêts et où l'on bétonne les terres cultivables qui « *entraînent les conséquences les moins funestes* ».

Tout cela pour en arriver à cette conclusion :

« *Le surpeuplement n'est pas déterminé par le nombre d'habitants au kilomètre carré, il l'est par la disparité entre les ressources et le nombre d'hommes qui les partagent. Le Bengale et la*

Hollande ont à peu près la même densité géographique ; le premier est abominablement surpeuplé ; la seconde ne l'est pas, puisque le niveau de vie des Hollandais est très haut et continue de s'élever ».

Il serait piquant de demander quelques précisions sur ces ressources et sur leur origine.

Ces ressources sont celles du bandit de grand chemin qui détrousse les voyageurs ou du grand magnat d'industrie qui « gagne » *ses millions* avec le travail de ceux qui n'ont pas « ses ressources ».

Ne nous arrêtons pas sur les illogismes de ce journaliste de service, dont le rôle est de justifier l'inégalité sociale, qu'elle soit d'homme à homme, de classe à classe ou de nation à nation, et, en l'occurrence d'aider à la mise en terre des journées de Bucarest, en morcelant les questions pour mieux en cacher l'étendue, en évaluant les richesses du globe en monnaie pour ne pas mettre sous les yeux de tous la pénurie mondiale et en inversant le problème en présentant les pays riches comme les sauveurs des pays pauvres, alors qu'ils en sont les racketteurs.

Dans ce concert de mensonges et d'incohérence, il arrive parfois qu'un aveu échappe à ceux qui nous mentent.

C'est ainsi qu'un maladroit (mais qu'importe les maladresses face à une opinion sourde, muette et aveugle) pérorait sur le problème démographique en l'automne 1967.

Je commentais, à son heure, la chose en ces termes (4) :

Le sujet est à l'ordre du jour : la France se dépeuple.

(4) *Monde Libertaire* n° 136, novembre 1967.

On pouvait en douter dans un temps qui a vu naître le cinquante millionième Français.

Mais rien n'est plus mystérieux que les statistiques qui, comme le cœur, ont des raisons que la raison ne connaît pas.

Selon celles-ci, les naissances sont en baisse, ce qui équivaut à supposer que le coefficient de longévité s'élève.

C'est là un facteur assez remarquable pour que les pouvoirs publics s'y arrêtent.

En dépit de l'aumône de l'allocation aux vieux travailleurs, en dépit des détournements de fonds, procurés par une certaine vignette, dont les malheureux n'ont vu que la couleur, l'âge de la mortalité recule.

N'y a-t-il pas de quoi faire rêver un ministre des Finances ?

Non, cela le laisse froid et il se désole même que les anciens ne mettent pas plus d'empressement à trépasser.

Ce qu'il faut, c'est une nation jeune.

Pourquoi ? Cela nous fut expliqué sans fard à Europe N° 1.

Parce qu'en cas de guerre, nous aurions plus de soldats pour nous défendre.

C'est là parler sans dissimulation : ne pensez plus, ô parents, à l'avenir de vos enfants, laissez l'ambition de les voir accéder à telle situation, de les voir s'enrichir de telles connaissances ou réaliser tel rêve, non, enfantez-les pour que les hommes au pouvoir disposent d'assez de gars de vingt ans pour défendre leurs coffres-forts, leur régime de honte et de stupidité.

Et comme il fallait à celui qui s'exprimait des références dignes de la cause qu'il défendait, c'est à Mussolini qu'il a fait des emprunts, Mussolini que,

précisément, la démographie outrancière de son pays a poussé à la guerre, Mussolini qui se vantait de ne faire qu'une bouchée d'une France qu'il déclarait dépeuplée.

Faire les poubelles du fascisme pour justifier la politique de la Vᵉ République, c'est en vérité le plus bel aveu que nous pouvions espérer.

Mais il importait d'apporter d'autres arguments que ceux du César de carnaval, déterré de l'oubli à cette occasion.

L'argument, le voici : les jeunes doivent permettre aux vieux de vivre ; s'il y a quatre fois plus de jeunes que d'anciens, ceux-ci connaîtront quatre fois plus d'aisance.

Remettons nos lunettes Monsieur... je ne sais comment : aujourd'hui les jeunes (dont les études se poursuivent davantage qu'autrefois) sont à la charge de la société jusqu'à quinze ou vingt ans, alors que les vieillards ne survivent pas un pareil nombre d'années à l'âge de la retraite, ce qui supposerait le taux de la mortalité de 80 à 85 ans.

En conséquence si, selon vos vœux, les naissances augmentaient au point qu'il y ait quatre fois plus de jeunes que d'anciens, c'est à ces derniers qu'il appartiendrait de nourrir les nouveaux venus jusqu'à vingt ans, après quoi ils n'auraient plus grand-chose à espérer en retour, si toutefois ils étaient encore de ce monde.

Telle est la légère rectification qu'il importe d'apporter à vos brillantes élucubrations.

Faut-il ajouter, Monsieur... dont je ne sais le nom, que votre raisonnement, serait-il établi, ne pourrait satisfaire que les jocrisses, et cela pour une raison élémentaire accessible à un enfant de dix ans, et aux lumières de laquelle peut même s'élever à la rigueur un sous-secrétaire d'Etat de la Population.

Je vous en offre l'énoncé : un jeune est un vieux en puissance et, si vous réclamez quatre fois plus de jeunes aujourd'hui, il y aura quatre fois plus de vieillards dans soixante ans, avec un problème multipliant celui qui se pose aujourd'hui pour eux, ce qui permettra à vos héritiers spirituels de réclamer, dans soixante ans d'ici, seize fois plus de naissances que l'on en compte aujourd'hui, et aux héritiers de vos héritiers d'exiger, au nom de votre progression, qu'il en soit soixante-quatre fois plus que de nos jours, ce qui peuplerait la France dans 120 ans de 3 milliards 200 millions d'habitants.

C'est là sans doute un petit calcul auquel vous avez oublié de vous livrer, car si l'adage veut que « gouverner c'est prévoir », les réalités nous ont enseigné qu'il était vain d'attendre des hommes au pouvoir des prévisions qui excèdent le temps de leur ministère.

L'on pourrait penser qu'une telle ineptie relève d'un cas particulier, si ce n'est pas unique.

Ce serait minimiser l'ignorance et la mauvaise foi qui sévissent dans un pareil domaine.

Avec moins de lourdeur, et atténuées par un flou artistique, les mêmes sottises sont journellement propagées, et par ceux-là que l'on nomme les autorités.

J'en veux pour preuve le passage télévisé de Monsieur Alfred Sauvy lors des actualités du 5 septembre 1974, faisant suite à la conférence de Bucarest sur la population dans le monde.

Les arguments (?) sont à peu près les mêmes.

En France, si l'on doit en croire ce curieux spécialiste, la situation est dramatique, non parce que nous ne savons plus où nous loger, comment nous instruire, comment nous soigner, comment circuler,

mais — tout au contraire — en raison d'une dénatalisation (!), la moyenne des couples ne fournissant pas deux naissances (!!!)

Monsieur Alfred Sauvy ignorerait-il qu'une moyenne de deux enfants par couple constitue, non pas une décroissance, non pas une stabilité, mais un accroissement en raison de la longévité qui passe d'une moyenne de 39,85 ans en 1861 à 72,05 ans en 1971, en raison de la baisse vertigineuse de la mortalité infantile.

Les personnes compétentes sur la question estiment qu'une moyenne de 1 enfant 1/2 par couple assurerait une constance, et qu'il faudrait donc descendre au-dessous de ce chiffre pour résorber tous les maux dus à la surpopulation.

Pour le cas où Monsieur Alfred Sauvy ne mentirait pas effrontément en tenant de pareils propos, nous croyons de notre devoir de lui rappeler qu'il existe des cours du soir, où il serait en mesure de recevoir des notions élémentaires sur l'arithmétique, et sur les constances 2 = 2 = 2.

Qu'on n'aille pas opposer à cette longévité accrue de la vie humaine ce que j'écrivais plus haut sur la santé de nos contemporains : les hommes peuvent vivre plus longtemps sans pour autant vivre en meilleure santé.

Mais revenons aux affirmations de Monsieur Alfred Sauvy, et aux déductions qu'il en tire.

Cette dépopulation est dramatique, nous affirme-t-il.

Car, en raison de l'inévitable mutation que va connaître le monde, il est indispensable qu'une nation soit une nation jeune en mesure de s'y adapter.

Nous retombons dans l'absurdité dénoncée plus haut, qui ignore, ou veut ignorer, que les enfants sont une charge pendant 20 ans, avant de fournir un rapport pour la communauté, et, en second lieu, que tout jeune est un vieillard en potentialité, et que réclamer un surnombre de jeunes aujourd'hui c'est alourdir l'avenir d'un surnombre de vieillards.

Il aurait été également intéressant d'obtenir de Monsieur Sauvy quelques éclaircissements sur « les inévitables mutations » qui nous attendent.

S'agit-il d'une société de termites à l'avènement de laquelle nous devrions prêter notre appui de citoyens et notre démission d'hommes ?

S'agit-il d'un univers promis à la bombe atomique, au sein duquel chaque puissance se veut surpeuplée, sans doute afin d'offrir plus de victimes à l'appétit du monstre destructeur, dernier cri du progrès et de la civilisation ?

Et c'est Monsieur Alfred Sauvy qui, en écho à la question du valet de service tenant lieu d'interviewer, ose déclarer :

« *Egoïsme, certainement* ».

Cette accusation stupide, que de fois l'avons-nous entendu proférer :

« *Vous êtes pour la limitation des naissances, naturellement vous n'aimez pas les enfants* ».

Comme si l'amour que l'on dispensait était fonction du nombre.

S'il est un rapport entre eux, n'est-il pas inverse ?

Où les enfants sont-ils le plus entourés de soins, l'objet de plus d'attentions, le plus prévenus contre les maux qui pourraient les frapper ?

Dans quel milieu les parents sont-ils le plus soucieux de l'avenir de leur descendance ?

Dans les familles nombreuses ou dans celles qui n'ont qu'un ou deux enfants ?

Pour les premières leur marmaille est une gêne, une entrave constante à tous leurs projets, une source de soucis permanents.

A des exceptions près que connaissent-ils, ces petits, si ce ne sont les taloches d'une mère fatiguée par des grossesses successives et excédée par les cris et disputes de ses garçons et filles, dont elle n'a ni le temps ni le courage de s'occuper ?

Tout au contraire, de quel amour est entouré l'enfant unique, dont on épiera les premiers sourires, dont on s'émerveillera des premières réflexions, dont on suivra chaque progrès, chaque éveil de sa jeune intelligence.

C'est que cela correspond à une loi universelle qui dépasse singulièrement le cadre familial.

Tout est régi dans la nature par cette constance qui veut que ce qui est rare soit cher.

Cela est vrai pour les objets, quel que soit leur ordre : alimentaire, utilitaire ou d'agrément.

La chose est constatable de façon flagrante en raison des saisons.

Pourquoi tel légume quadruple-t-il de prix de l'été à l'hiver ?

Pourquoi le poisson augmente-t-il dans les périodes où la pêche est plus mauvaise ?

Pourquoi tel objet — dédaigné lorsqu'il était répandu — prend-il de la valeur dès l'instant qu'il se raréfie ?

Ce respect qu'inspire la rareté se manifeste curieusement en ce qui concerne certaines espèces animales en voie de disparition.

Nos contemporains, si peu soucieux de la vie, et pour qui la destruction est un passe-temps, sont subi-

tement touchés par la grâce, dès lors qu'ils sont face à une raréfaction.

Cette notion s'étend jusqu'à l'espèce humaine.

Qu'est-ce que la vie d'un homme dans ces nations surpeuplées où cent naissances vont remplacer la disparition de celui qui meurt ?

A l'inverse, dans ces régions polaires désertiques, qu'un individu soit en péril, et l'on verra des Esquimaux accomplir des périples extraordinaires pour sauver cette unique vie humaine.

Mais toutes ces considérations seront mises à l'écart par ceux qui « dirigent le monde » (et l'on sait de quelle manière il est dirigé).

Nous en avons eu la démonstration lors des journées de Bucarest.

Il fallait les boycotter ; la triple alliance de l'Eglise, du capitalisme et de l'Etat était là pour cela.

Quel concert !

Du Pape à tous les Maître-Cartier, en passant par les Alfred Sauvy, ce fut un carnage en règle.

L'important était que la question ne fût pas posée en richesses agricoles et minérales (réelles) mais en monnaie (fictive).

L'important était de dissocier le sort des hommes, et de refuser tout examen global à l'échelle de la planète, en faisant ressortir l'abondance de certaines nations, sans tenir compte de la source de cette abondance : la misère des autres.

Moyennant quoi le Saint Père pouvait donner sa très chrétienne bénédiction.

Ainsi le seul travail de ceux qui prétendent nous diriger « corps et âme » se borne-t-il à faire obstacle à tout ce qui pourrait libérer nos âmes et nos corps.

Leur seul remède devant les dangers qui nous menacent, et qui demain se poseront de façon cruciale, même aux nations privilégiées, leur seul remède est de ressasser la litanie de leurs mensonges, et de promettre les bonheurs ineffables... pour des décades à venir, quitte à en reporter perpétuellement l'échéance.

Il arrive cependant que, pris dans l'enchevêtrement de leurs contradictions, des politiciens se voient contraints de reconnaître nos vérités.

Tel fut le cas de M. Robert Boulin, ministre de la Santé publique, lequel, au cours d'un débat à la Chambre sur l'âge de la retraite, en mai 1970, devait reconnaître ce qui faisait obstacle à son avancement.

Il nous faisait remarquer que, sous l'effet des seuls facteurs démographiques, les charges de la vieillesse, qui étaient de :

5 % de la masse des salaires en 1958,
8,20 % en 1965,
10,90 % en 1975,

auront doublé de 1958 à 1975, et que si l'on généralisait l'âge de la retraite à 60 ans cette charge triplerait en 1980.

Nous sommes loin du paradoxe exposé plus haut, selon lequel l'accroissement des naissances allégerait la somme de travail de chacun et en réduirait la durée.

Nous sommes heureux que, pour une fois, ce soit à un ministre que soient dues de pareilles lumières (5).

Eh bien, en l'absence de toute solution véritable, et — disons-le — du refus de toute proposition sérieuse, face au vide de tous les propos tenus à cet égard, et dont le seul objet est de rassurer les esprits et d'entretenir l'ignorance qui sévit en ce domaine... comme en bien d'autres, les néo-malthusiens soumettent leurs propositions et leurs solutions que, depuis plus d'un siècle qu'ils les exposent et les propagent, l'on méconnaît, l'on occulte et l'on poursuit.

(5) Ce passage emprunte à l'article « Un ministre nous approuve », paru dans *Le Monde Libertaire* n° 161, mai 1970.

Elles ont l'avantage de résoudre, non l'un quelconque des problèmes humains soulevés par la démographie, mais l'ensemble de ceux que pose celle-ci, et d'apporter globalement une réponse à chacun d'eux.

La chose s'explique aisément :

Tous découlent de la surpopulation, et par conséquent tous trouvent une solution à la suppression de cette surpopulation.

Sans prétendre que la limitation des naissances résoudrait tous les problèmes, l'on peut avancer sans crainte qu'ils ne connaîtront de résolution que lorsque, la question démographique posée en toute clarté, les hommes se montreront assez sages pour limiter leur descendance aux ressources de la planète.

La question ne constitue pas une menace à échéance lointaine, mais un inéluctable péril dont le danger est immédiat.

C'est ce que rappelait le professeur Jacques Monod, lors du congrès du « Planning familial » d'octobre 1970, au sujet duquel *Le Monde* du 20 octobre, reprenant les propos du prix Nobel, titrait :

« L'explosion démographique menace l'espèce dans son entier, la culture et la civilisation ».

« L'explosion démographique constitue une menace non seulement pour les nations qui en sont aujourd'hui les victimes, mais pour le monde entier qui ne pourra manquer un jour ou l'autre

d'en subir les contrecoups. Je n'hésite pas à dire qu'il s'agit là d'une menace qui pèse sur l'espèce dans son entier, sur la culture et sur la civilisation. Il y a aujourd'hui plus de trois milliards d'hommes à la surface de la Terre. L'extrapolation des courbes démographiques fait prévoir à l'heure actuelle un doublement de la population de la Terre tous les trente à trente-cinq ans environ. Donc six milliards d'habitants en l'an 2030. Qui peut douter qu'un tel accroissement entraînera inévitablement des secousses si profondes que la civilisation, telle que nous la connaissons, pourrait y périr ? (...)

» *Les enfants nés en 1970 auront trente ans en l'an 2000, soixante ans en 2030. Quand ils seront arrivés à l'âge adulte, à l'âge des responsabilités, il sera trop tard. C'est maintenant, c'est aujourd'hui que ce problème doit être saisi dans toute son ampleur, c'est aujourd'hui qu'on doit envisager les moyens de prévenir les terribles malheurs qu'il contient en puissance.*

» *Il paraîtrait inconcevable que l'on veuille exorciser ce spectre pour ne s'occuper que des affaires immédiates et des problèmes particuliers qui se posent dans les pays développés. Ce qui se joue, c'est le sort des deux générations qui viennent après nous et dont nous sommes responsables (...)*

» *Les pays du tiers-monde ont désespérément besoin de l'aide qui peut leur être apportée. Mais pour des raisons évidentes, seule l'aide d'organisations privées, dévouées au bien public sans aucune arrière-pensée politique, est acceptable pour ces nations. Que nous le voulions ou non, nous avons donc là, il me semble, une part de responsabilité* ».

Le remède s'impose :

Nous tenons la clé du mal : la surpopulation ; par-là nous tenons la clé du remède : la limitation des naissances.

Jusqu'à ce jour le slogan (et pour ceux-là seuls qui montraient assez de conscience à l'échelle familiale) était « *n'ayons pas plus d'enfants que nous n'en pouvons nourrir* ».

Aujourd'hui il ne peut plus exister de conscience à l'échelle familiale, sans une conscience à l'échelle mondiale.

Il faut se rendre à cette évidence que, lorsqu'un chef de famille « dispose des moyens » d'avoir une nombreuse famille, il ne le peut que dans la mesure où d'autres s'en trouvent dépouillés et que, tôt ou tard, un affrontement se produira entre la minorité des nantis et la multitude des déshérités.

Les drames inéluctables qui nous attendent dans un monde surpeuplé seront l'œuvre des natalistes qu'ils en aient ou non « les moyens ».

Comprenons que ce fameux droit à la maternité, revendiqué par les pères lapins, est contesté par l'usage même qu'ils en font, et que, commettre la folie d'engendrer plus de un à deux enfants, c'est condamner ceux qui se sont penchés sur le problème d'être assez sages pour ne pas en avoir du tout.

Il ne s'agit donc plus de savoir si une famille peut ou non nourrir celui qui va naître, mais de se soucier si le monde peut recevoir l'ensemble de ceux qui vont être enfantés, et leur permettre de vivre.

Cette indiscutable façon de poser le problème est perçu, non des seuls anarchistes, mais aussi de tous les esprits éclairés qui ont osé envisager la question dans toute sa lumière, comme le font Anne et Paul Ehrlich, cités dans les pages 39 à 45 de ce livre.

Cependant le problème ne doit pas être le domaine d'une élite, il importe qu'il le soit de tous.

Faute de quoi nous allons à la catastrophe, même si nous y allons au son des grandes orgues de baptême ou des hymnes nationaux.

La vieille légende hébraïque, selon laquelle les vaches maigres devaient dévorer les vaches grasses, est riche de symbole.

Auriez-vous la naïveté d'imaginer que les deux tiers des hommes (et cette proportion ne peut aller qu'en augmentant) privés de tout, aussi bien dans le domaine spirituel que matériel, objet de tous les mépris et de tous les sévices, dépouillés de leurs ressources, au profit de leurs « bienfaiteurs », se laisseront tranquillement mourir de faim, devant le spectacle des privilégiés gavés jusqu'à l'indigestion des richesses de la terre ?

Avant d'en arriver à ce règlement de comptes, j'en appelle, non à des lois, non à des édits, mais à la compréhension de tous les hommes et, plus encore, de toutes les femmes.

Accepteront-elles les douleurs de l'enfantement pour mettre au monde des condamnés à mort ?

Leur amour pour ceux à qui elles donnent la vie est-il compatible avec l'inconscience de grossir le troupeau des misérables ?

***

Au moment de clore ce livre, dont l'usage voudrait qu'il contînt une conclusion, je m'abstiendrai d'en apporter.

Tout au contraire, c'est par deux interrogations que je le terminerai, deux interrogations sur lesquelles j'invite tous mes lecteurs à méditer :

— Sommes-nous sur terre pour être nombreux ou pour être heureux ?

— Est-ce un critère pour une femme de mettre un enfant au monde tous les neuf mois ?

INDEX DES NOMS CITES

A

B

C

D

E

F

TABLE DES MATIERES

Achevé d'imprimer
sur les presses
de Néo-Typo
25000 Besançon

4e trimestre 1976